

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

EA n° 4185

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 - FACULTÉ DE DROIT

2021

## SOMMAIRE

1. PUBLICATIONS	3
2. RÉSEAUX ET PROJETS DE RECHERCHE	39
3. MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES	55
4. FORMATION PAR LA RECHERCHE	71
5. ORGANISATION DE L'ÉQUIPE	82
6. MOYENS DE L'ÉQUIPE	89
7. VIE DE L'EDIEC	96
NOUS SUIVRE SUR LE WEB	99
EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS	100

# SOMMAIRE

<b>1. PUBLICATIONS</b>	<b>3</b>
1.1. OUVRAGES	3
1.2. RAPPORTS ET EXPERTISES	14
1.3. DIRECTIONS ÉDITORIALES	15
1.4. CONTRIBUTIONS ET ARTICLES	17
1.5. COMPTES RENDUS D'OUVRAGES	38
<b>2. RÉSEAUX ET PROJETS DE RECHERCHE</b>	<b>39</b>
2.1. PARTICIPATION AU GROUPEMENT DE RECHERCHE RUEDELSJ	39
2.2. COLLABORATION AVEC LA COMMISSION ON EUROPEAN FAMILY LAW	40
2.3. PROJETS EUROPÉENS	41
La Chaire Jean Monnet DMOCRIS (2017-2020)	41
Le projet Justice Programme EPAPFR (2017-2020)	43
L'action Jean Monnet Network <i>Migration and Asylum Policies Systems</i> (2019-2021)	45
L'action Marie Skłodowska-Curie <i>Transition Governance and Law</i> (2019-2022)	47
2.4. PROJETS NATIONAUX	49
Le projet ANR JC JC MERCRO (2019-2021)	49
Le projet ANR ORA V <i>Guardint</i> (2019-2021)	51
2.5. PROJETS DU SITE	52
Le projet bourgeon UJML3 <i>REPAIR</i> (2022)	52
Le projet MSH-LSE <i>rgpdOS</i> (2022)	53
<b>3. MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES</b>	<b>55</b>
3.1. COLLOQUES, JOURNÉES D'ETUDES, ATELIERS, SÉMINAIRES ET CONFÉRENCES	55
3.2. COMMUNICATIONS	64
<b>4. FORMATION PAR LA RECHERCHE</b>	<b>71</b>
4.1. SOUTENANCES DE THÈSES	71
4.2. SOUTIEN AUX MASTERS	75
Soutien aux opérations pédagogiques et scientifiques	75
Publication en ligne des meilleurs mémoires des Masters adossés à l'EDIEC	76
<b>5. ORGANISATION DE L'ÉQUIPE</b>	<b>82</b>
5.1. ORGANIGRAMME FONCTIONNEL	82
5.2. STATUTS	83
5.3. LISTE DES MEMBRES PAR CENTRE AU 31/12/2021	85
Enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants du CDI	85
Enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants du CEE	86
Enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants du CREDIP	87
Enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants de l'IDCEL	88
<b>6. MOYENS DE L'ÉQUIPE</b>	<b>89</b>
6.1. DOCUMENTATION SCIENTIFIQUE	90
Fonds documentaire de l'équipe	90
Fonds documentaire de l'Institut de droit comparé Édouard Lambert	91
6.2. SUPPORTS DE COMMUNICATION	92
Site web	92
Réseaux sociaux	93
Publications institutionnelles	94
6.3. BUDGET INITIAL 2022	95
<b>7. VIE DE L'EDIEC</b>	<b>96</b>
<b>NOUS SUIVRE SUR LE WEB</b>	<b>99</b>
<b>EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS</b>	<b>100</b>

# 1. PUBLICATIONS

## 1.1. OUVRAGES

**Magali Barnoin, Vincent Kober, Antoine Petel et Frédéric Petit**

**Open data et collectivités-territoriales. Réussir sa démarche Data**, Paris, Territorial éditions, coll. « Dossiers d'experts » : n° 898, 2021, 176 p., 9782818618905

### Présentation de l'éditeur

L'*open data* est pensé avec une vision humaniste rendant compatible le progrès technologique et les progrès des démocraties. La donnée doit donc s'appuyer sur une nouvelle souveraineté, celle de ses véritables propriétaires, la multitude de citoyens. Ces derniers vont-ils être partie prenante à la création d'un écosystème où il sera nécessaire d'inventer de nouvelles manières de penser et de faire, en rénovant les approches managériales et organisationnelles ? Car l'*open data* est aussi une lecture différente de l'organisation administrative, « désilotée » et débureaucratisée. C'est là sans doute l'enjeu central de cette transition numérique, enjeu de taille pour les organisations publiques.

Avec la donnée numérique, les relations entre acteurs publics, acteurs privés et usagers évoluent radicalement. Dans cette nouvelle « économie de l'immatériel », les instances publiques européennes et françaises se sont engagées dans une politique de mise à disposition et de réutilisation libre et facile des données publiques.

La loi NOTRe et la loi pour une République numérique ont redistribué quelques cartes et placé entre les mains des collectivités quelques atouts qui, selon la façon dont elles vont en disposer, peuvent être considérés ou non comme contraignants.

Le récent rapport du député **Éric Bothorel** nous rappelle que ce sujet reste toujours d'actualité. Il mérite de connaître un deuxième âge : celui du passage à l'échelle !

Il est certain que l'enjeu d'innovation par la donnée a d'ores et déjà généré des déséquilibres économiques, symbolisés par le *Big Tech*, et démontré, par des retours d'expérience bien réels, que l'exploitation sans éthique – ni qualité – de la donnée pouvait aboutir aux pires effets, allant jusqu'à la privation des libertés.

Il faut donc arriver à défendre une vision humaniste de cette nouvelle ère numérique, rendant compatible le progrès technologique et les progrès des démocraties. Et c'est bien dans cet idéal qu'est pensée l'*open data*.



**Éric Carpano et Gaëlle Marti (dir.)**

***Démocratie et marché dans l'Union européenne***, Bruxelles, Larcier, coll. « Droit de l'Union européenne : Colloques », 2021, 480 p., 9782802766179

### Présentation de l'éditeur

Alors que le marché est au fondement même de la construction européenne, la démocratie ne l'a rencontrée que plus tardivement. Les deux notions sont désormais citées comme faisant partie à la fois des valeurs sur lesquelles l'Union est fondée, et des objectifs que celle-ci a pour mission de réaliser. Si les deux notions sont en apparence placées sur un pied d'égalité, voire censées se nourrir l'une de l'autre, la réalité est plus complexe. La prééminence accordée au marché intérieur a eu pour conséquence de subordonner de nombreux choix de politique publique à son fonctionnement. Cette déconstruction progressive des démocraties nationales n'a été qu'imparfaitement compensée par la démocratisation de l'Union européenne elle-même.

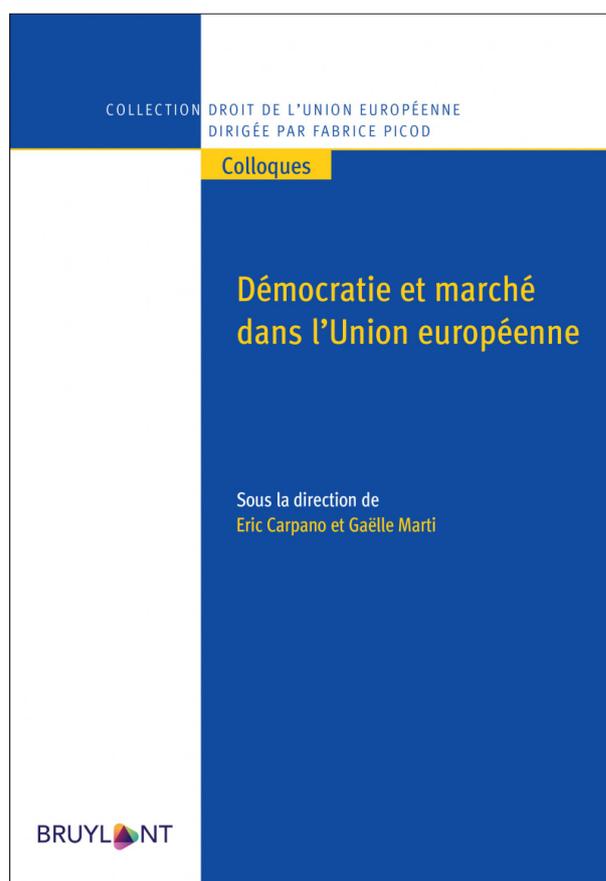
Les crises que traverse actuellement l'Union européenne le démontrent à suffisance (crise de la zone euro et question de sa gouvernance, phénomènes de repli identitaire, concurrence normative, montée des populismes alimentée par la critique du « tout-marché », *Brexit*, etc.).

Sans s'exclure mutuellement, la logique du marché et la logique démocratique sont en friction constante et la recherche d'une conciliation entre les deux est la condition de la poursuite du projet d'intégration européenne.

Les logiques ne sont toutefois pas forcément contradictoires. Il est en effet possible de considérer le marché comme la conséquence de choix collectifs économiques et sociaux formulés de manière démocratique. La démocratie devient ainsi le support nécessaire du marché, qu'elle a pour but de réguler.

De même, le marché peut devenir un instrument du projet démocratique dès lors qu'il est utilisé afin de réaliser des objectifs non économiques définis par le biais démocratique. Le marché devient ici un moyen au service de la démocratie, dont il contribue à solidifier les assises.

Le présent ouvrage vise à appréhender cette thématique autour de deux grands axes : la collision entre marché et démocratie (1<sup>re</sup> partie) et la (ré)conciliation entre marché et démocratie (2<sup>e</sup> partie).



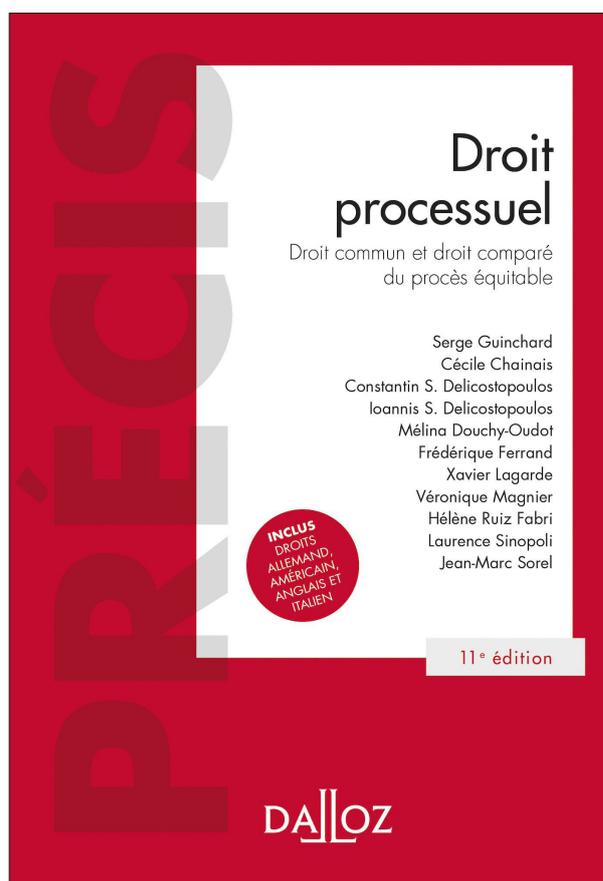
**Frédérique Ferrand et al.**

**Droit processuel. Droit commun et droit comparé du procès équitable** (avec Serge Guinchard, Cécile Chainais, Constantin S. Delicostopoulos, Ioannis S. Delicostopoulos, Méлина Douchy-Oudot, Xavier Lagarde, Véronique Magnier, Hélène Ruiz Fabri, Laurence Sinopoli et Jean-Marc Sorel), 11<sup>e</sup> éd., Paris, Dalloz, coll. « Précis : Droit privé », 2021, 1611 p., 9782247206643

### Présentation de l'éditeur

La présente édition (la 11<sup>e</sup>) sort en pleine actualité des conséquences du *Brexit* au 1<sup>er</sup> janvier 2021 et des questions que certains se posent quant au rôle de l'Europe dans la protection de leurs droits fondamentaux, en coordination avec les instruments nationaux qui symbolisent la souveraineté des 27 États qui composent désormais l'Union européenne.

Sous ce regard, elle apporte des réponses à leurs légitimes interrogations. Au-delà de l'Europe, une place particulière a été faite à la jurisprudence du Conseil constitutionnel, notamment celle issue des questions prioritaires de constitutionnalité, de plus en plus nombreuses, notamment en matière pénale ou pour connaître des suites de la proclamation de l'état d'urgence sanitaire au printemps 2020, qui a conduit la France à restreindre certaines libertés, à aménager l'accès au juge et le déroulement des procès, voire l'exécution des jugements.



**Serge Guinchard (dir.)**

***Droit et pratique de la procédure civile 2021/2022. Droit interne et européen***

(avec Serge Guinchard, Monique Bandrac, Corinne Bléry, Georges Bolard, Vincent Bolard, Nicolas Cayrol, Didier Cholet, Dominique d'Ambra, Carole Fattaccini, **Frédérique Ferrand**, Natalie Fricero et Henri Gerp), 10<sup>e</sup> éd., Paris, Dalloz, coll. « Dalloz Action », 2021, 2580 p., 9782247187485

**Présentation de l'éditeur**

À chaque étape de la procédure, selon un plan chronologique, depuis l'engagement du procès à l'exercice des voies de recours et jusqu'au paiement des frais de l'instance, à chaque hésitation du praticien, des solutions concrètes sont présentées. Une large part est accordée aux règles du procès équitable élaborées par la Cour européenne des droits de l'Homme et au droit de l'Union européenne en procédure civile. Cette 10<sup>e</sup> édition intègre les derniers développements de la loi de mars 2019, de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice, et de ses décrets d'application.

Parmi la réorganisation des juridictions et la réforme des procédures sont notamment étudiées :

- la fusion des tribunaux d'instance dans les tribunaux de grande instance,
- la création du tribunal judiciaire et des chambres de proximité,
- le nouveau juge des contentieux de la protection,
- la création de la Juridiction nationale de l'injonction de payer,
- la nouvelle procédure accélérée au fond,
- la réforme de l'exécution provisoire.

De nouveaux chapitres sont également consacrés à la numérisation de la justice. Des tableaux synoptiques sur la compétence ont été créés.



**Serge Guinchard et Thierry Debard (dir.)**

***Lexique des termes juridiques 2021-2022***, 29<sup>e</sup> éd., Paris, Dalloz, coll. « Lexiques », 2021, 1119 p., 9782247207541

**Présentation de l'éditeur : La référence du vocabulaire juridique depuis 50 ans**

Le *Lexique des termes juridiques 2021-2022* permet un accès simple et complet à toutes les définitions, aux concepts et aux notions clés de tous les domaines du droit. Avec plus de 6 000 entrées, l'étudiant à la recherche d'une notion inconnue ou oubliée pourra la découvrir ou se la remémorer et acquérir ainsi des certitudes ou automatismes, utiles à la rigueur du juriste. Cette 29<sup>e</sup> édition met en avant plus de 180 définitions en lien avec l'actualité juridique (réforme des institutions, procédure civile, environnement, justice

pénale des mineurs...). Les références aux codes et aux grands arrêts permettent de faire le lien entre les définitions, les textes législatifs et la jurisprudence.



**Serge Guinchard, Frédérique Ferrand, Cécile Chainais et Lucie Mayer**

**Procédure civile**, 7<sup>e</sup> éd., Paris, Dalloz, coll. « HyperCours Dalloz », 2021, 939 p., 9782247206513

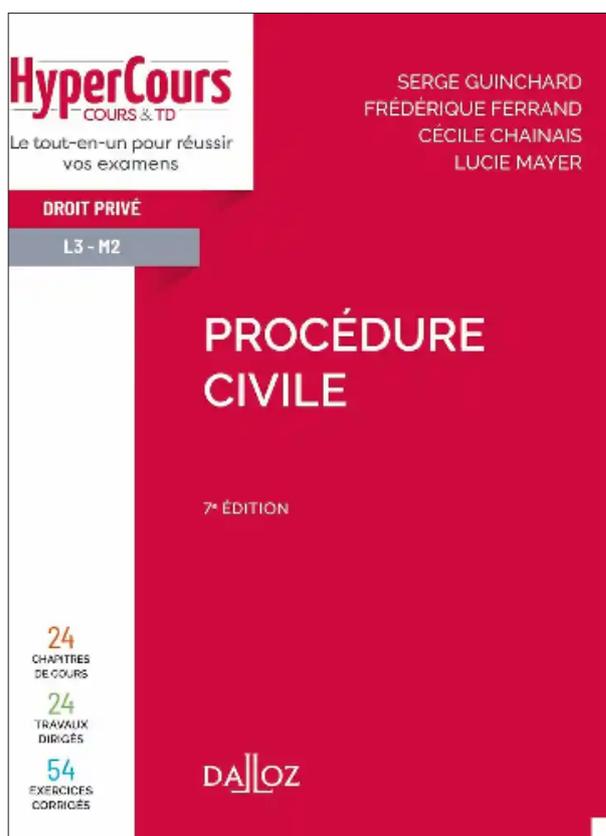
### Présentation de l'éditeur

Comment mener à son terme un processus judiciaire, tant en demande qu'en défense ? Comment vaincre successivement les embûches d'un procès, depuis l'introduction de l'action et le choix de la juridiction adéquate, jusqu'à l'exécution du jugement, à titre provisoire ou définitif ? L'Europe est également très présente par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme sur le procès équitable et par les règles communautaires.

Le lecteur prendra rapidement conscience que, loin d'être une pure technique, la procédure est au service de la réalisation concrète des droits. Sans elle, les droits ne sont que des leurre, au mieux, des espoirs. Complet sur le fond et synthétique en la forme, assorti d'exercices pratiques, l'ouvrage épouse une présentation claire et pédagogique adaptée aux étudiants en licence ou en master de droit, mais également aux candidats au concours d'entrée à l'École nationale de la magistrature ou à l'examen d'entrée à l'école du barreau.

Par ailleurs, par son souci de revenir sans cesse aux grands principes du droit du procès contemporain, il donne satisfaction à tous ceux qui, juges, avocats, greffiers huissiers de justice ou simples amateurs de droit, sont en quête d'une présentation éclairée et éclairante de la matière.

L'ouvrage est à jour des dernières évolutions jurisprudentielles et réglementaires, notamment de la loi de programmation et de réforme de la justice.



Serge Guinchard, André Varinard et  
Thierry Debard

**Institutions juridictionnelles. Grands enjeux de la justice – Juridictions – Gens de justice**, 16<sup>e</sup> éd., Paris, Dalloz, coll. « Précis : Droit privé », 2021, 1430 p., 9782247208159

### Présentation de l'éditeur

Né de la collaboration de spécialistes des procédures civiles, pénales et de droit public, ce *Précis* permet d'acquérir une vue raisonnée et synthétique de la justice en France et de ses institutions. Après l'analyse critique et prospective des principes qui sous-tendent l'organisation et le fonctionnement de la justice, l'ouvrage décrit, en les replaçant dans leur évolution, les principales juridictions et professions qui leur sont associées. Au plus près de l'actualité législative, il consacre une large place au renouvellement qu'a connu la matière sous l'influence croissante de la Cour européenne des droits de l'homme, du droit de l'Union européenne et du Conseil constitutionnel.

S'il correspond au cours d'*Institutions juridictionnelles* généralement enseigné en première année des facultés de droit, il est également fort utile à tous ceux qui préparent les concours d'accès à la magistrature et à la fonction publique ou l'examen des IEJ pour entrer dans un Centre régional de formation professionnelle d'avocats. À tout citoyen il donne les clefs de compréhension des débats dont la justice est l'objet : l'accès au juge à l'aune des mutations de l'organisation judiciaire, la numérisation des procédures, l'*open data*, les services en ligne et les algorithmes dans la résolution juridictionnelle ou amiable des différends, les rôles respectifs des juges et des procureurs, la place du juge d'instruction, etc.

La 5<sup>e</sup> édition de cet ouvrage (1999) a été traduite en langue chinoise aux éditions *Press of China University*, juillet 2000.



**Jeremy Heymann (dir.)**

**Le règlement (CE) n° 261/2004 sur la protection des passagers aériens. Commentaire article par article,** Bruxelles, Bruylant, coll. « Droit de l'Union européenne : Textes et commentaires », 2021, 284 p.

### Présentation de l'éditeur

L'action de l'Union européenne dans le domaine des transports aériens vise, notamment, à garantir un niveau élevé de protection des passagers. Initialement cantonnée à un système de compensation pour refus d'embarquement dans les transports aériens réguliers (règlement CEE n° 295/91 du 4 février 1991), cette action a gagné en ambition lorsque fut adopté, le 11 février 2004, le règlement (CE) n° 261/2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol.

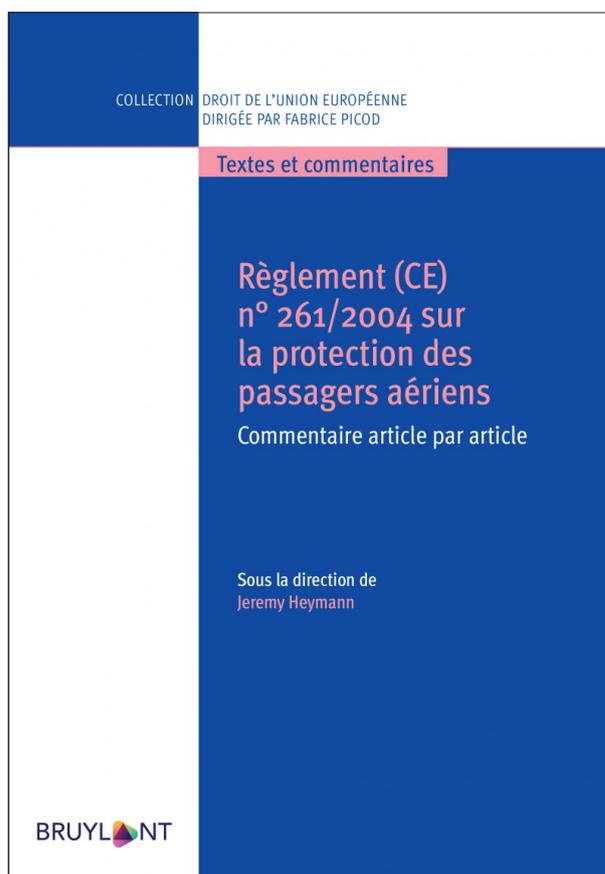
Venu relever les normes de protection fixées par le règlement du 4 février 1991, ce nouvel instrument a eu – et conserve – pour objectif de renforcer les droits des passagers tout en faisant en sorte que les transporteurs aériens puissent exercer leurs activités dans des conditions équivalentes sur un marché libéralisé.

Près de quinze ans après l'entrée en vigueur de ce nouveau règlement, une enquête *Eurobaromètre* sur les droits des passagers dans l'Union européenne, publiée le 13 janvier 2020 par la Commission, a révélé que moins de la moitié des passagers savaient qu'il existe des droits les concernant, et que seulement 14 % d'entre eux étaient plus particulièrement informés des droits applicables aux voyages en avion.

Une étude approfondie des dispositions du règlement (CE) n° 261/2004 est donc devenue indispensable pour connaître ces droits et en mesurer l'exacte portée. Une analyse méthodique du texte du règlement est ainsi proposée, et chaque article est explicité en considération de la jurisprudence

des juridictions étatiques et de la CJUE venant l'interpréter.

À jour des derniers développements en la matière – notamment liés à l'évolution de la crise sanitaire provoquée par la pandémie de *Covid-19* –, cet ouvrage s'adresse à toute personne souhaitant bénéficier d'une vision actuelle et à venir de la protection des passagers aériens par le droit de l'Union



**Michaël Karpenschif**

**Manuel de droit européen des aides d'État**  
4<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Bruylant, coll. « Droit de la concurrence/Competition Law », 2021, 592 p., 9782802770336

### Présentation de l'éditeur

Le droit des aides d'État a longtemps été le « parent pauvre » du droit de la concurrence qui s'est surtout focalisé sur des matières connues dans les États membres : le contrôle des ententes, des abus de positions dominantes et le droit des concentrations. Si le contrôle des comportements anticoncurrentiels des entreprises est finalement chose aisée, il n'en va pas de même à l'égard de ceux commis par la puissance publique ; un tel contrôle ne pouvant s'effectuer que dans un cadre supranational.

Institué dès le Traité CECA, le versement d'aides d'État est passé d'un principe absolu d'interdiction en 1951 à un examen encadré de compatibilité à partir de 1957. Depuis lors, la pratique décisionnelle de la Commission, la jurisprudence constructive des juges européens conjuguées à l'augmentation exponentielle du nombre de cas à traiter (consécutivement à l'apparition de crises multiples puis durables de l'économie européenne) ont conduit à donner des contours précis à la notion d'aide d'État, à forger des règles de procédure à cet examen de compatibilité, à impliquer les autorités nationales dans la discipline des aides d'État, à inventer des sanctions spécifiques en cas d'allocation d'aides illégales et incompatibles avec le traité.

Ce manuel entend définir les principaux concepts (Qu'est-ce qu'une aide d'État ? Qu'est-ce qu'une compensation d'obligation de service public ? Qu'est-ce qu'une aide *de minimis* ?...), détailler les règles en vigueur (Qu'est-ce qu'une aide existante, une aide nouvelle ? Qu'est-ce qu'une aide illégale et/ou incompatible ?), restituer le rôle de chacun des acteurs de cette matière (Quels pouvoirs/devoirs pour la Commission, les juges européens, les autorités et les juges nationaux ?) et exposer les enjeux

propres à cette matière (À quoi sert le droit des aides d'État ? Celui-ci est-il instrumentalisé à d'autres fins que l'établissement d'une concurrence pure et parfaite ?...).

À jour des dernières réformes législatives (RGEC 2017 modifié, règlement de procédure 2015, « législation » *Covid*) et des jurisprudences de la Cour de justice (tous les arrêts de février 1961 à juin 2021) comme des juridictions nationales, ce manuel intéressera les avocats spécialisés en droit public et en droit de la concurrence, les magistrats administratifs, les juristes des collectivités locales et des Administrations centrales ainsi que les universitaires.



**Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat**  
(dir.)

***Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne***, 4<sup>e</sup> éd., Paris, Presses universitaires de France, coll. « Thémis : Droit », 2021, 824 p., 9782130829867

### Présentation de l'éditeur

S'il est un ordre juridique de nature jurisprudentielle, ce qu'il convient désormais d'appeler le droit de l'Union européenne est bien celui-là. Autant, si ce n'est davantage que les traités, les règlements et autres directives, les arrêts prononcés par la Cour de justice de l'Union européenne contribuent depuis plus de cinquante ans à l'édification de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne, et aujourd'hui de l'Union européenne.

Nul ne peut ignorer que la contestation d'une facture d'électricité, la prise en charge d'une paire de lunettes, le transfert avorté d'un footballeur ou l'importation d'une liqueur de cassis ont donné lieu à ces grands arrêts qui façonnent l'Union européenne, tant dans ses aspects institutionnels que substantiels et dont il est proposé, dans cet ouvrage, une recension, une analyse, une mise en perspective.

Sous la direction de  
**Michaël Karpenschif**  
**Cyril Nourissat**

# Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne

4<sup>e</sup> édition mise à jour

Thémis droit 

**Kiara Neri (dir.)**

**Le droit international et le nucléaire**, Bruxelles, Bruylant, coll. « Cahiers de droit international », 2021, 485 p., 9782802768517

### Présentation de l'éditeur

L'équipe du Centre de droit international de l'Université Jean Moulin Lyon 3 (CDI) s'est penchée sur des aspects peu connus des enjeux juridiques et politiques liés au nucléaire.

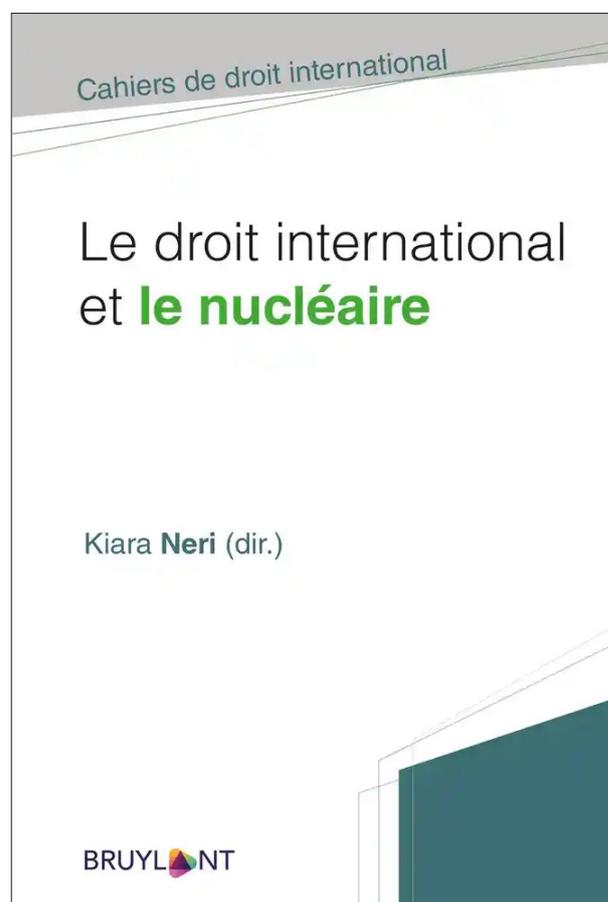
Le présent ouvrage restitue un travail de recherche de grande envergure débuté en 2018 questionnant l'impact de la technologie nucléaire tant civile que militaire, sur le droit international. Sans prétendre à l'exhaustivité, les chercheurs du CDI (et leurs invités !) ont mis l'accent sur certaines interrogations soulevées, d'une part, par le développement, la menace, l'usage ou encore la réglementation de l'arme nucléaire et, d'autre part, par l'utilisation de la technologie nucléaire à des fins civiles.

L'ouvrage revient ainsi sur les enjeux juridiques liés à l'arme nucléaire, notamment en termes de protection de certains espaces fragiles (océans, Arctique – Partie VI), et de tentatives de réglementation. Les Conventions adoptées en la matière font naître une série de questionnements en droit des traités (enregistrement, mise en œuvre, articulation et même dénonciation – Partie I), mais également en droit international humanitaire (Partie III).

Par ailleurs, l'évolution des politiques nationales et des doctrines officielles vis-à-vis de la dissuasion nucléaire démontrent, s'il en était besoin, de la cruelle actualité de la question et du besoin urgent de coopération internationale (Partie II) et régionale – notamment européenne – et d'une réelle politique de non-prolifération (Partie VI). Tout en étant moins teinté d'agressivité, le nucléaire civil n'en reste pas moins une activité dangereuse et susceptible de porter atteinte aux droits humains, tant individuels que collectifs (Partie IV). Si l'hypothèse d'un

accident provoquant une catastrophe nucléaire est dans tous les esprits, il n'est pas nécessaire qu'une telle catastrophe se produise pour que les droits humains soient mis en danger. L'implantation même de centrales nucléaires peut parfois entrer en conflit avec les droits des peuples concernés.

Le présent ouvrage s'adresse à un public d'universitaires, de chercheurs, d'étudiants ainsi que de professionnels du secteur.



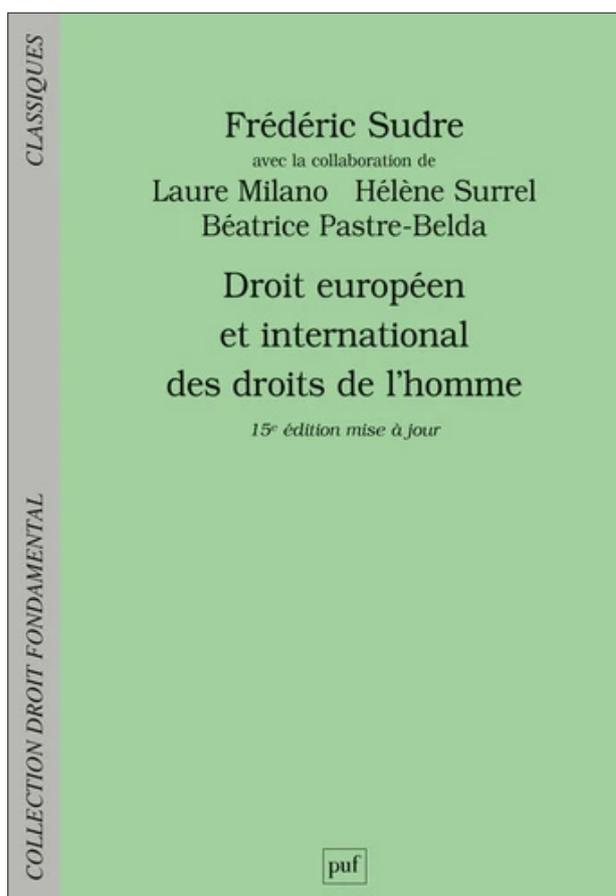
Frédéric Sudre, Laure Milano, **Hélène Surrel** et Béatrice Pastre-Belda

***Droit européen et international des droits de l'homme***, 15<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, coll. « Droit fondamental : Classiques », 2021, 1020 p., 9782130825487

### Présentation de l'éditeur

Au sein du droit international des droits de l'homme, le droit de la Convention européenne des droits de l'homme fournit le modèle le plus abouti de garantie effective des droits de l'homme proclamés au plan international. Doté d'un mécanisme de contrôle juridictionnel, il garantit des droits concrets et effectifs dont le juge national doit assurer le respect.

Régulièrement mis à jour, ce manuel, après avoir exposé les fondements du droit international des droits de l'homme, procède à l'étude du droit positif dans le cadre européen. Prenant appui sur l'abondante jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, il analyse les principes directeurs qui gouvernent le droit de la Convention, la procédure de contrôle et le régime juridique des droits garantis, et montre comment le droit européen, relayé par la jurisprudence des juridictions nationales, irrigue aujourd'hui largement le droit interne.



## 1.2. RAPPORTS ET EXPERTISES

### Tristan Azzi et Yves El Hage

*Les métadonnées liées aux images fixes. Rapport de mission au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique (CSPLA)*, Paris, Ministère de la Culture, 2021, 53 p., [annexes](#), 30 p.

### Bernadette le Baut-Ferrarese

Évaluation du projet doctoral de **Ian Santos Fernandez**, *European Green Electricity Law : Issues and Perspectives*, 1st Call for applications for MSCA-Cofund EDENE PhD, European doctoral program in Energy and Environment (UPPA), mai 2021

Participation au comité de thèse de **Angeline Gonzalez**, *La production d'électricité renouvelable en mer et la propriété publique. Étude comparée des droits français et chilien* / dir. **Gaëlle Guéguen-Hallouët**, université de Bretagne Occidentale, et **Pilar Moraga Sariego**, Universidad de Chile, 15 juin 2021

Participation au comité de thèse de **Sophearith Pan**, *L'application du droit européen des aides d'État aux ports maritimes de commerce* / dir. **Gaëlle Guéguen-Hallouët**, université de Bretagne Occidentale, 15 juin 2021

### Gaëlle Marti

Experte en droit européen à la *Conférence nationale sur l'avenir de l'Union*, par nomination du Secrétariat général aux Affaires européennes, 15-17 octobre 2021

Rapporteuse de la thèse d'Antoine Labelle, *L'effet suspensif en droit des étrangers* (dir. Vincent Tchen), université de Rouen, 2 décembre 2021

Rapporteuse de la thèse de **Séverine Taisne**, *Le Conseil constitutionnel et le droit de l'Union européenne* / dir. **Fabrice Picod**, université Paris II Panthéon-Assas, 7 décembre 2021

Rapporteuse de la thèse d'**Alexandre Sztulman**, *Le contrôle juridictionnel des mesures restrictives en droit de l'UE* / dir. **Ludovic Bernardeau**, université Paris X Nanterre, 17 décembre 2021

### Blanche Sousi

Présidente du jury HDR de **Anthony Maymont**, *Le droit de la compliance à l'aune de la stabilité du système financier*, université Clermont Auvergne, 1<sup>er</sup> juillet 2021

## 1.3. DIRECTIONS ÉDITORIALES

### Louis d'Avout

Co-responsable de la revue des ouvrages de la *RTDCiv.*, depuis 2011

Membre du Comité français de droit international privé et du Haut conseil allemand pour le droit international privé (*deutscher Rat für Internationale Privatrecht*)

### Nicolas Bouche

Titulaire de la chronique « Protections diverses, concurrence déloyale, parasitisme », *Propriété industrielle*

Titulaire de la chronique « Un an de droit international privé de la propriété industrielle », *Propriété industrielle*, depuis février 2015

Titulaire de la chronique « Un an de procédure en droit de la propriété intellectuelle », *Procédures*, depuis janvier 2017

### Blandine de Clavière

Coordinatrice de la chronique annuelle « L'application du droit de l'Union européenne par le juge judiciaire français » (avec **Blandine Thellier de Poncheville**), *Revue du droit de l'Union européenne*

### Alain Devers

Co-titulaire de la chronique annuelle de « Droit international privé notarial », *JCP N*

### Frédérique Ferrand

Directrice de publication des collections de périodiques numériques de l'EDIEC : *Bulletins trimestriels*, *Cahiers*, *Mémoires* et *Rapports annuels d'activité* (depuis 2011)

Co-responsable avec **G. Rouhette** de la rubrique « Justices du Monde » de la revue *Justices*, puis de la *Revue générale des*

*procédures* (1994-2000)

Membre du conseil scientifique de la revue *Droit et Procédures* (depuis 2002)

Co-responsable avec **G. Mecarelli** de la rubrique internationale de la revue *Droit et Procédures* (depuis 2002)

Correspondante pour la France des revues allemandes :

- *Zeitschrift für Europäisches Privatrecht (ZEuP)*, revue de droit privé européen (depuis 1992)
- *Zeitschrift für Zivilprozess International (ZZP Int.)*, membre du conseil scientifique pour la France, revue de procédure civile internationale (depuis 1995)
- *Zeitschrift für Familienrecht (FamRZ)*, membre du comité des correspondants (depuis 1999)

Correspondante pour la France de la revue anglaise de droit de la famille *Child and Family Law Quarterly* (depuis 2007)

Membre du comité de rédaction de la *Revue internationale de droit processuel* (depuis 2011)

Membre du conseil scientifique de la collection « Croisée des droits », Bruylant (depuis 2013).

Membre du conseil scientifique de la *Montesquieu Law Review*, études de droit français en anglais (depuis 2014)

### Jeremy Heymann

Cotitulaire de la chronique trimestrielle « Droit européen des contrats » (avec **Fabien Marchadier**, **Jean-Pierre Marguénaud** et **Aline Tenenbaum**), *Revue des contrats*

Co-rédacteur (avec **Simon Chardenoux**) de la rubrique « Droit international privé » au sein de la chronique semestrielle « Application du droit de l'Union

européenne par la Cour de cassation » / dir. **Ségoène Barbou des Places** et **Anne-Sophie Choné-Grimaldi**, *Europe*

Rédacteur des rubriques « Transport ferroviaire », « Transport fluvial » et « Transport aérien » au sein de la chronique annuelle « Les transports » / dir. **Isabelle Bon-Garcin**, *JCP E*

### **Michaël Karpenschif**

Codirecteur scientifique de l'hebdomadaire *JCPA*

Membre du Comité de rédaction du mensuel *ACCP (Contrats publics. L'actualité de la commande et des contrats publics*, Le Moniteur)

### **Gaëlle Marti**

Membre du comité de rédaction de la revue *Civitas Europa*

Codirectrice de la *Revue d'actualité des droits fondamentaux de l'ALYDE* (depuis 2021)

Coresponsable de la chronique « Droit et Intelligence Artificielle » (avec **Lucie Cluzel-Métayer** et **Samir Merabet**), *JCP G*

### **Cyril Nourissat**

Codirecteur du *Jurisclasseur Europe Sources et Textes*

Membre du comité de rédaction de la revue *Procédures* (depuis 2003)

Membre du conseil scientifique de la *Revue Lamy Droit des affaires* (depuis 2007)

Membre du conseil scientifique de la *Revue Lamy de la concurrence*

Membre du comité scientifique de la revue *Defrénois* (depuis 2008)

Responsable de la chronique trimestrielle « Droit processuel de la concurrence », *Revue Lamy de la concurrence* (depuis 2004)

Responsable de la chronique trimestrielle « Droit international et européen des

contrats d'affaires », *Revue Lamy Droit des affaires* (depuis 2007)

Titulaire de la chronique trimestrielle de Droit pénal européen, *Revue pénitentiaire et de droit pénal* (depuis 2005)

Co-titulaire de la chronique semestrielle de « Droit du commerce international », *JCP G*

Co-titulaire de la chronique annuelle de « Droit international privé notarial », *JCP N* (depuis 2010)

### **Loïc Robert**

Codirecteur de la *Revue d'actualité des droits fondamentaux de l'ALYDE* (depuis 2021)

### **Blanche Sousi**

Directrice de publication de *Banque-Notes Express*, Centre européen de recherches en banque et finance

### **Hélène Surrel**

Titulaire de la chronique semestrielle « Conseil constitutionnel et jurisprudence de la Cour EDH », revue *Titre VII* en ligne

Co-directrice (avec **Laure Milano**) de la chronique annuelle sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, *RDP*

Membre du comité scientifique de la revue *Titre VII* en ligne

### **Édouard Treppoz**

Co-titulaire de la chronique « Contrats internationaux », *Revue des contrats* (depuis 2009)

Titulaire de la chronique « Droit européen de la propriété intellectuelle », *RTDEur.* (depuis 2010)

## 1.4. CONTRIBUTIONS ET ARTICLES

### Nouwagnon Olivier Afogo

Les mesures conservatoires dans la Convention de Montego Bay : entre consolidation et rupture épistémologique de la finalité protectrice du contentieux de l'urgence devant les juridictions internationales, *Le Journal du CDI* [en ligne], juillet 2021, n° 19, p. 4-6

### Louis d'Avout

Centralisation du contentieux indemnitaire contre les sociétés cotées en Europe (le reflux du *forum actoris*). Note sous CJUE, 1<sup>re</sup> ch., 12 mai 2021, *Vereniging van Effectenbezitters c/ BP plc*, aff. C-709/19, *Rev. crit. DIP*, 2021. 672

Commentaire de CJCE, 27 sept. 1988, *Daily Mail (The Queen c/ H.M. Treasury and Commissioners of Inland Revenue, ex parte Daily Mail and General Trust plc)*, aff. 81/8, comm. n° 34, conjoint avec commentaire de CJCE, 9 mars 1999, *Centros Ltd c/...*, aff. C-212/97, comm. n° 59, avec commentaire de CJCE, gr. ch., 16 décembre 2008, *Cartesio Oktató és Szolgáltató bt*, aff. C-210/06, comm. n° 85, et avec commentaire de CJUE, 25 octobre 2017, *Polbud*, aff. C-106/16, comm. n° 129, p. 289-306 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.,

Conflit de lois – L'office du juge français remodelé sous l'effet des règles de conflit européennes. Note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 26 mai 2021, n° 19-15.102, *JCP G*, 2021, commentaire 733

La saisie-attribution française dans le contexte international. Note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 10 décembre 2020 (2 arrêts), *D.*, 2021, p. 217-221

### Louis d'Avout (coord.)

Chronique « Droit international privé de l'Union européenne (2020) », *JDI (Clunet)*,

2021. p. 1409-1502

### Louis d'Avout, Sylvain Bollée et Étienne Farnoux

Panorama « Droit du commerce international » septembre 2020-juillet 2021, *D.*, 2021, p. 1832-1847

### Maxime Barba

Dispositif des conclusions d'appel : la saga continue, Note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 9 septembre 2021, n° 20-17.263, *D.*, 2021, p. 1848-1854

Commentaire de CJUE, 9 mars 2017, *Pula Parking*, aff. C-551/15, comm. n° 122, p. 630-633 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 6 mars 2018, *République slovaque c/ Achmea BV*, aff. C-284/16, comm. n° 132, p. 672-678 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 5 mars 2018, *Relu Adrian Coman e.a.*, aff. C-673/16, comm. n° 133, p. 678-682 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 4 octobre 2018, *Commission c/ France*, aff. C-416/17, comm. n° 136, p. 687-692 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 24 octobre 2018, *Apple Sales International e.a. c/ MJA ès qualité de mandataire liquidateur d'eBizcuss.com*, aff. C-595/17, comm. n° 137, p. 693-697 in **Michaël Karpenschif** et

**Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 30 avril 2019, *Avis n° 1/17 sur l'accord économique et commercial global UE-Canada*, comm. n° 142, p. 703-707 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 18 novembre 2020, *Ryanair DAC c/ DelayFix*, aff. C-519/19, comm. n° 147, p. 719-724 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Précisions sur l'appel du jugement d'orientation. Commentaire de Cass. 2<sup>e</sup> civ., 15 avril 2021, n° 19-21.803, *RLDC* 2021/194, n° 6961, p. 23-27

L'appel civil et les délices du droit transitoire, Note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 20 mai 2021 (2 arrêts), *D.*, 2021, p. 1217-1222

Brèves réflexions sur l'objet de la preuve à l'aune du nouveau Code civil belge, *RIDC* 2021-1, p. 103-128

La motivation de l'exception d'incompétence internationale, *Gaz Pal.*, 30 mars 2021, n° 13, p. 23-25

L'effet papillon et l'appel-compétence : petites erreurs, graves conséquences (Cass. 2<sup>e</sup> civ., 22 octobre 2020 ; 2 esp., n° 18-19768 et n° 19-17630), *LPA*, 22 janvier 2021, n° 16, p. 11 et suiv.

Chronique : Nouvelles retouches de l'appel civil ou le syndrome de la réforme permanente. À propos du décret n° 2020-1452 du 27 novembre 2020, *D.*, 2021, p. 39-45

### **Maxime Barba** et **Cyril Nourissat**

Mon maître et mon vainqueur... Neutralisation de la clause d'arbitrage du TCE pour les litiges opposant un investisseur d'un État membre à un autre État membre. Note sous CJUE, gr. ch., 2 septembre 2021, *République de Moldavie c/ Komstroy LLC*, aff.

C-741/19, *JCP G*, 2021, commentaire 1066

### **Marie-Laure Basilien-Gainche**

« Exil », p. 248-250 in **Valère Ndior** (dir.), *Dictionnaire de l'actualité internationale*, Paris, Pedone, 2021, 569 p.

« Réinstallation/Relocalisation des migrants », p. 479-480 in **Valère Ndior** (dir.), *Dictionnaire de l'actualité internationale*, Paris, Pedone, 2021, 569 p.

### **Marie-Laure Basilien-Gainche** et **Yannick Lecuyer**

Les droits humains : pour un principe d'universalité, *RDP*, 2021, p. 523-547

### **Florian Berger**

Les agences décentralisées et organes subsidiaires de l'Union européenne à l'épreuve de la Covid-19, *Rev. Union eur.*, décembre 2021, n° 653, p. 596-600

### **Nicolas Bouche**

Obtentions végétales. Prescription de l'action en contrefaçon de PCOV. Note sous CJUE, 7<sup>e</sup> ch., 14 octobre 2021, *José Cánovas Pardo SL c/ Club de Variedades Vegetales Protegidas*, aff. C-186/18, *Propriété industrielle*, 2021, commentaire 69

Chronique « Un an de droit international privé de la propriété industrielle », *Propriété industrielle*, 2021, étude 9

Obtentions végétales – Technique de taille et lieu d'examen, le retour. Note sous Trib. UE, 5<sup>e</sup> ch., 14 juillet 2021, *Griaba Baumschulgenossenschaft landwirtschaftliche Gesellschaft c/ OCVV (Stark Gugger)*, aff. T-181/20, *Propriété industrielle*, 2021, commentaire 57

Bases de données – Base de données en renouvellement. Commentaire de CA Paris, pôle 5, ch. 1, 2 février 2021, *SA Entrepaticuliers.com c/ SASU LBC France*, n° 17/17688, *Propriété industrielle*, 2021, commentaire 34

Chronique « Un an de procédure en droit de la propriété intellectuelle » (octobre

2019 – septembre 2020), *Procédures*, 2021, chronique 2

**Christine Bidaud, Claire Brunerie, Aurore Camuzat et Margot Musson**

« National Reports – France », p. 81-94 in **Maria Donata Panforti et Cinzia Valente** (dir.), *Protecting Unaccompanied Children. Towards European Convergence*, Modène, Mucchi Editore, coll. « Prospettive di diritto comparato » : n° 6, 2021, 493 p.

**Gautier Bourdeaux, Michel Menjucq et Cyril Nourissat**

Chronique « Commerce international – Droit du commerce international », *JCP G*, 2021, doctrine 941 et *JCP E*, 2021, étude 1464

Chronique « Commerce international – Droit du commerce international », *JCP G*, 2021, doctrine 132 et *JCP E*, 2021, étude 1124

**Mathieu Cardon**

Commentaire de CJCE, 12 décembre 1972, *International Fruit Company NV e.a. c/ Produktschap voor Groenten en Fruit*, aff. jtes 21 à 24/72, comm. n° 8, p. 35-51 in **Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 17 février 1993, *Poucet et Pistre (Christian Poucet c/ Assurances générales de France et Caisse mutuelle régionale du Languedoc-Roussillon et Daniel Pistre c/ Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans de Clermont-Ferrand)*, aff. jtes C-159/91 et C-160/91, comm. n° 41, p. 216-223 in **Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 10 mars 1998, *Allemagne c/ Conseil*, aff. C-122/95, comm. n° 56, p. 261-268 in **Michaël Karpenschif**

et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 31 mars 1998, *Kali und Salz (France et Société commerciale des potasses et de l'azote et Entreprise minière et chimique c/ Commission)*, aff. jtes C-68/94 et C-30/95, comm. n° 57, conjoint avec commentaire de CJCE, gr. ch., 10 juillet 2008, *Impala (Bertelsmann AG et Sony Corporation of America c/ Independent Music Publishers and Labels Association)*, aff. C-413/06 P, comm. n° 82, p. 268-282 in **Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 25 novembre 1971, *Béguelin Import Co. c/ SAGL Import Export*, aff. 22/71, comm. n° 7, conjoint avec commentaire de CJUE, gr. ch., 6 septembre 2017, *Intel Corporation Inc. c/ Commission*, aff. C-413/14 P, comm. n° 127, p. 652-661 in **Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

« Concurrence et démocratie (1<sup>re</sup> partie) », p. 169-180 in **Éric Carpano et Gaëlle Marti** (dir.), *Démocratie et marché dans l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2021, 480 p

**Éric Carpano**

Commentaire de CJCE, 15 juillet 1963, *Entreprise Plaumann & Co c/ Commission*, aff. 25/62, comm. n° 2, p. 11-17 in **Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 1<sup>er</sup> juillet 1969, *Commission c/ République italienne*, aff. 24/68, comm. n° 5, p. 27-31 in **Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 11 juillet 1974, *Procureur du Roi c/ Benoît et Gustave Das-*

sonville, aff. 8/74, comm. n° 13, p. 76-82 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 20 février 1979, *Cassis de Dijon (Rewe-Zentral AG c/ Bundesmonopolverwaltung für Branntwein)*, aff. 120/78, comm. n° 21, p. 110-117 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 23 avril 1986, *Parti écologiste « Les Verts » c/ Parlement*, aff. 294/83, comm. n° 31, p. 164-171 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 24 novembre 1993, *Keck et Mithouard (Procédure pénale c/ Bernard Keck et Daniel Mithouard)*, aff. jtes C-267/91 et C-268/91, comm. n° 44, p. 232-237 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 22 octobre 2002, *Roquette Frères SA c/ Directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes*, aff. C-94/00, comm. n° 66, p. 343-349 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 14 octobre 2004, *Omega Spielhallen- und Automatenaufstellungs-GmbH c/ Oberbürgermeisterin der Bundesstadt Bonn*, aff. C-36/02, comm. n° 72, p. 375-382 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 27 février 2018, *Associação Sindical dos Juizes Portugueses*, aff. C-64/16, comm. n° 130, p. 666-671 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat**

(dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

« L'extension du domaine du marché ou la crise du capitalisme démocratique dans l'Union », p. 21-30 in **Éric Carpano** et **Gaëlle Marti** (dir.), *Démocratie et marché dans l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2021, 480 p.

L'État de droit intégré, *Rev. Union eur.*, n° 645, février 2021, p. 98-102

### Yassine Chattout

Le rôle du couple Conseil européen-Commission dans la gestion de la pandémie de Covid-19, *Rev. Union eur.*, décembre 2021, n° 653, p. 592-595

### Blandine Clavière

Treize années d'analyses de la jurisprudence européenne de DIP, *JCP G*, 2021, actualité 962

Commentaire de CJUE, gr. ch., 15 novembre 2016, *Ullens de Schooten c/ État belge*, aff. C-268/15, comm. n° 120, p. 615-623 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 21 mai 2019, *Commission c/ Hongrie*, aff. C-235/17, comm. n° 143, p. 707-713 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Bientôt 40 ans de régime européen de responsabilité du fait des produits, *RDUE*, n° 1-2021, p. 59-72

### Caroline Cornella

« La teneur humanitaire du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires à la lumière des commentaires du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Les remparts du droit international humanitaire et l'expé-

rience du CICR en faveur d'une interdiction mondiale des armes nucléaires "en vue d'une élimination complète" », p. 189-213 in **Kiara Neri** (dir.), *Le droit international et le nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 2021, 485 p.

« The Humanitarian Organisations and the Use of the Cyber Tool during Armed Conflicts », in **Giorgia Bevilacqua** (dir.), *Human Security in Navigable Spaces: Common Challenges and New Trends*, Naples, Editoriale Scientifica, coll. « Papers of the International Association of the Law of the Sea » : 9, 2021, 316 p.

### Sandrine Cortembert

« Diplomatie et partenariat : les instruments de l'Union européenne au service d'une politique de non-prolifération », p. 343-399 in **Kiara Neri** (dir.), *Le droit international et le nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 2021, 485 p.

Commentaire de CJUE, ass. plén., 16 mai 2017, *Avis 2/15, Accord de libre-échange (ALE) avec la République de Singapour*, comm. n° 126, p. 647-651 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

### Amaury Cravarezza

« Expertise et démocratie dans l'encadrement juridique du marché », p. 131-152 in **Éric Carpano** et **Gaëlle Marti** (dir.), *Démocratie et marché dans l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2021, 480p.

### Thierry Debard

« Le processus de création de la métropole de Lyon et du département du Nouveau Rhône », in *La mixité territoriale dans tous ses états. Mélanges en l'honneur du professeur Claude Devès*, Paris, L'Harmattan, 2021, 466 p.

Commentaire de CJCE, 5 février 1963, *van Gend en Loos (NV Algemene Transport en Expeditie Onderneming Van Gend en Loos*

*c/ Administration fiscale néerlandaise*), aff. 26/62, comm. n° 1, p. 7-10 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 15 juillet 1964, *Flaminio Costa c/ ENEL*, aff. 6/64, comm. n° 3, p. 17-22 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 31 mars 1971, *Commission c/ Conseil (Accord européen sur les transports routiers, AETR)*, aff. 22/70, comm. n° 6, p. 32-35 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 4 décembre 1974, *van Duyn*, aff. 41/74, comm. n° 14, p. 82-86 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 9 mars 1978, *Simmenthal (Administration des finances de l'État c/ SA Simmenthal)*, aff. 106/77, comm. n° 19, p. 101-105 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

### Thierry Debard et Loïc Robert

Commentaire de CJCE, 19 novembre 1991, *Andrea Francovich et Danila Bonifaci e.a. c/ Italie*, aff. jtes C-6 et 9/90, comm. n° 39, conjoint avec commentaire de CJCE, 5 mars 1996, *Brasserie du Pêcheur (c/ Allemagne et The Queen c/ Secretary of State for Transport, ex parte Factortame e.a.)*, aff. jtes C-46 et 48/93, comm. n° 50, et avec commentaire de CJCE, 30 septembre 2003, *Köbler c/ Autriche*, aff. C-224/01, comm n° 69, p. 202-211 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021,

824 p.

Commentaire de CJCE, 4 juillet 2000, *Bergaderm (Laboratoires pharmaceutiques Bergaderm SA c/ Commission)*, aff. C-352/98 P, comm. n° 62, p. 323-328 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

### Alain Devers

Preuve de dispositions adéquates prises pour assurer la protection de l'enfant après son retour. Note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 14 octobre 2021, n° 21-15.811, *Droit de la famille*, 2021, commentaire 184

Charge de la preuve du danger grave au sens de la Convention de La Haye. Note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 30 septembre 2021, n° 21-16.050, *Droit de la famille*, 2021, commentaire 183

Conflit de juridictions – *Exequatur*, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 9 juin 2021, n° 19-25.534, *Droit de la famille*, 2021, commentaire 136

Applicabilité temporelle du règlement Bruxelles I en matière d'obligations alimentaires. Note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 12 mai 2021, n° 19-19.531, *Droit de la famille*, 2021, commentaire 122

Maintien de la compétence et enlèvement d'enfant vers un État tiers. Note sous CJUE, 24 mars 2021, aff. C-603/20 PPU, *Droit de la famille*, 2021, commentaire 121

Compétences résiduelles et responsabilité parentale. Note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 15 septembre 2021, n° 19-24.779, *Droit de la famille*, 2021, commentaire 69

Absence d'agrément pour adopter. Observations sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 2 décembre 2020, n° 19-21.084, *Droit de la famille*, 2021, commentaire 51

L'(in)efficacité internationale des contrats de séparation de biens. Note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 2 décembre 2020, n° 18-20.691, *Droit de la famille*, 2021, commentaire 50

### Gilles Landry Dossan

Éditorial, *Le Journal du CDI* [en ligne], juillet 2021, n° 19, p. 3

### Gilles Landry Dossan et Judicaël Elisée Tiehi

« L'enregistrement et la publication des traités nucléaires : remarques cursives sur une obligation fondamentale du régime conventionnel international », p. 69-95 in **Kiara Neri** (dir.), *Le droit international et le nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 2021, 485p.

### Étienne Durand

« Libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité : l'ouverture à la concurrence ne se négocie pas ! ». Note sous CJUE, 2 septembre 2021, *Commission c/ Allemagne*, aff. C-718/18, *Dictionnaire permanent Droit européen des affaires*, 9 septembre 2021

« **La transition énergétique : enjeux juridiques. Partie 2 : Le droit à l'épreuve de la transition énergétique** », p. 67-84 in **Patrick Schembri** et **Hynd Remita** (dir.), *Énergies « nouvelles » et société. La transition énergétique actuelle à la croisée des chemins et des savoirs [Actes du Workshop MOMENTOM (MSH Paris-Saclay, 21 novembre 2019)]*, Gif-sur-Yvette, MSH Paris-Saclay Éditions, coll. « Actes » : n° 8, 2021, 184 p., <<https://doi.org/10.52983/OICG5355>>

Commentaire de CJCE, 26 février 1986, *M.H. Marshall c/ Southampton and South-West Hampshire Area Health Authority*, aff. 152/84, comm. n° 30, p. 158-164 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

« Le marché au service de la démocratie : l'exemple de la protection de l'environnement », p. 291-306 in **Éric Carpano** et **Gaëlle Marti** (dir.), *Démocratie et marché dans l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2021, 480 p.

## Frédérique Ferrand

« Appel. Introduction générale », *Répertoire de procédure civile*, Paris, Dalloz, 2021

Aktuelles zum französischen Familienrecht 2020 bis 2021, *Zeitschrift für das gesamte Familienrecht (FamRZ)*, 2021, p. 1438-1443.

« On the Future of Civil Procedure – Should one adapt or resist? », p. 17-44 in **Koichi Miki** (dir.), *Technology, the Global Economy and other New Challenges for Civil Justice*, Cambridge, Intersentia, 2021, 520 p.

Die französische Reform der vorläufigen Vollstreckbarkeit in Zivilsachen, *Zeitschrift für Zivilprozess international (ZZPlnt)* 25 (2020), p. 3-27.

Commentaire de CJCE, 28 mars 2000, *Dieter Krombach c/ André Bamberski*, aff. C-7/98, comm. n° 61, p. 312-323 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, ass. plén., 27 avril 2004, *Turner (Gregory Paul Turner c/ Felix Fareed Ismail Grovit e.a.)*, aff. C-159/02, comm. n° 71, p. 366-375 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 1<sup>er</sup> mars 2005, *Andrew Owusu c/ N. B. Jackson e.a.*, aff. C-281/02, comm. n° 73, p. 382-389 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 3<sup>e</sup> ch., 15 novembre 2012, *Gothaer Allgemeine Versicherung AG e.a. c/ Samskip GmbH*, aff. C-456/11, comm. n° 96, p. 484-490 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 3<sup>e</sup> ch., 4 septembre 2014, *eco cosmetics GmbH & Co. KG c/ Virginie Laetitia Barbara Dupuy*, et

*Raiffeisenbank St. Georgen reg. Gen. mbH c/ Tetyana Bonchuk*, aff. jtes C-119/13 et C-120/13, comm. n° 112, conjoint avec commentaire de CJUE, 3<sup>e</sup> ch., 13 juin 2013, *Golbet Sportwetten c/ Massimo Sperindeo*, aff. C-144/12, comm. n° 102, avec commentaire de CJUE, 5<sup>e</sup> ch., 6 septembre 2018, *Catlin Europe SE c/ O.K. Trans Praha spo. S r.o.*, aff. C-21/17, comm. n° 135, et avec commentaire de CJUE, 1<sup>re</sup> ch., 19 décembre 2019, *Bondora AS c/ Carlos V. C. (C-453/18), XY (C-494/18)*, aff. C-453/18 et C-494/18, comm. n° 145, p. 544-571 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Le rapport de la Commission de réflexion sur la Cour de cassation 2030, *D.*, 2021, p. 1536

« El futuro del Tribunal de Casación francés », p. 69-90 in **Jordi Nieva Fenoll** et **Renzo Cavani** (dir.), *La casación hoy, cien años después de Calamandrei*, Madrid, Marcial Pons, coll. « Proceso y Derecho », 2021, 220 p.

« Covid-19 and French Civil Justice – What Future for Civil Hearings? », p. 83-92 in **Bart Krans** et **Anna Nylund** (dir.), *Civil Courts Coping with Covid-19*, La Haye, Eleven International Publishing, 2021, 226 p.

« Die französische Berufung in Zivilsachen – eine sehr gemischte Bilanz der jüngeren Reformen » [L'appel civil en droit français – Un bilan très mitigé des réformes récentes], p. 913-935 in **Christoph Althammer** et **Christoph Schärfl** (dir.), *Dogmatik als Fundament für Forschung und Lehre. Festschrift für Herbert Roth zum 70. Geburtstag*, Tübingen, Mohr Siebeck, 2021, 1166 p.

« **Conclusions** », in **Valérie Goesel-Le Bihan** et **Jeremy Heymann** (dir.), *Les Transversales de Lyon 2 – 2019. Comment sont motivées les décisions de justice ?*, Lyon, Les Transversales de Lyon 2, Actes en ligne, 2021

« De la comparaison des justices civiles en France et en l'Allemagne – Et à la fin, c'est

toujours l'Allemagne qui gagne (?) », p. 784-797 in **Pascale Deumier, Olivier Gout, David Hiez, Ingrid Maria et André Prüm** (coord.), *Mélanges en l'honneur de Pascal Ancel*, Bruxelles, Larcier, 2021, 940 p.

### Christine Ferrari-Breur

Commentaire de CJCE, 17 décembre 1980, *Commission c/ Belgique*, aff. 149/79, comm. n° 23, p. 123-127 in **Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 13 février 1985, *Françoise Gravier c/ Ville de Liège*, aff. 293/83, comm. n° 28, conjoint avec commentaire de CJCE, gr. ch., 18 novembre 2008, *J. Förster c/ Hoofddirectie van de Informatie Beheer Groep*, aff. C-158/07, comm. n° 84, p. 147-153 in **Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 9 septembre 2003, *Isabel Burbaud c/ Ministère de l'Emploi et de la Solidarité*, aff. C-285/01, comm. n° 68, p. 355-360 in **Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 4 juillet 2006, *Konstantinos Adelener e.a. c/ Ellinikos Organismos Galaktos*, aff. C-212/04, comm. n° 78, p. 410-417 in **Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

« État et collectivités territoriales : une relation ambiguë – L'exemple des biens culturels mobiliers protégés », in *Marché de l'art et droit. Originalité et diversité*. Liber amicorum en l'honneur de **François Duret-Robert**, Lyon, Éditions du Cosmogone/Institut Droit & Art, 2021

### Christine Ferrari-Breur et Blandine de Clavière

Commentaire de CJCE, 21 juin 1974, *Jean Reyners c/ État belge*, aff. 2/74, comm. n° 12, conjoint avec commentaire de CJCE, 31 mars 1993, *Dieter Kraus c/ Land Baden-Württemberg*, aff. C-19/92, comm. n° 42, conjoint avec commentaire de CJCE, 30 novembre 1995, *Gebhard*, aff. C-55/94, comm. n° 47, p. 66-76 in **Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

### Julie Ferrero

Commentaire de CJUE, 21 décembre 2016, *Conseil c/ Front Populaire pour la libération de la saquia-el-hamra et du rio de oro (Front Polisario)*, aff. C-104/16 P, comm. n° 121, conjoint avec commentaire de CJUE, 27 février 2018, *Western Sahara Campaign c/ Commissioners for Her Majesty's Revenue and Customs, Secretary of State for Environment, Food and Rural Affairs*, aff. C-266/16, comm. n° 131, p. 623-630 in **Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

### Marylou Françoise

« Star Wars à l'épreuve du droit de la famille », in **Alexandre Ciaudo, Yannick Lécuyer et Anne-Laure Mosbrucker**, *Le droit contre-attaque. L'univers Star Wars au prisme du droit*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2021, 192 p.

### Laurence Francoz Terminal

« Minorité et capacité juridique du mineur au Royaume-Uni », p. 291-300 in **Dorothée Guérin** (dir.), *Droit et jeunesse par le prisme de la vulnérabilité*, Paris, LexisNexis, 2021, 440 p.

« Minorité et mécanismes palliant l'incapacité juridique du mineur au Royaume-

Uni », p. 133-144 in **Dorothee Guérin** (dir.), *Droit et jeunesse par le prisme de la vulnérabilité*, Paris, LexisNexis, 2021, 440 p.

### Ymane Glaoua

Ordre de mission et cession de droit : rappel à l'ordre de la Cour d'appel – CA Paris, Pôle 5-1, 23 février 2021, n° 19/00384, *Les MÀJ de l'IRPI*, n° 27, avril 2021, p. 7-8

Série Pucci : saison 4, épisode final ? – CA Paris, Pôle 5-2, 12 février 2021, RG n° 19/07660, *Emilio Pucci c/ SARL H&M France*, *Les MÀJ de l'IRPI*, n° 27, avril 2021, p. 5-6

Quand la cour d'appel accorde ses violons en matière de propriété intellectuelle. Note sous CA Versailles, 9 février 2021, *Veuve Ingigliardi c/ SAS Warner Music France*, n° 19/01470, *Les MÀJ de l'IRPI* [en ligne], n° 26, mars 2021, p. 7-8

En Moldavie le droit d'auteur rend la monnaie de sa pièce. Note sous Cour EDH, 8 décembre 2020, *AsDac c/ République de Moldavie*, n° 47384/07, *Les MÀJ de l'IRPI*, n° 24, janvier 2021, p. 3-4

### Liliana Haquin Sáenz

« Les peuples autochtones et les dangers environnementaux. La question du nucléaire », p. 325-341 in **Kiara Neri** (dir.), *Le droit international et le nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 2021, 485 p.

### Hélène Hamant

**Sécurité et énergie. La politique énergétique de l'UE. Le cas du gaz russe**, *Paix et Sécurité européenne et internationale* [en ligne], n° 15, 12 décembre 2020

### Jeremy Heymann

« Commentaire de l'article 3 du règlement (CE) n° 261/2004 », p. 47-58 in **Jeremy Heymann** (dir.), *Le règlement (CE) n° 261/2004 sur la protection des passagers aériens. Commentaire article par article*, Bruxelles, 2021, 300 p.

« Commentaire de l'article 7 du règlement (CE) n° 261/2004 », p. 107-120 in **Jeremy Heymann** (dir.), *Le règlement (CE) n° 261/2004 sur la protection des passagers aériens. Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, 2021, 300 p.

« Commentaire conjoint des articles 18 et 19 du règlement (CE) n° 261/2004 », p. 263-265 in **Jeremy Heymann** (dir.), *Le règlement (CE) n° 261/2004 sur la protection des passagers aériens. Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, 2021, 300 p.

Rubriques « Législation » (n° 2), « Transport ferroviaire » (n° 8) et « Transport aérien » (nos 9 à 11) in *Chronique de Droit des transports*, *JCP E*, 2021, étude 1413

« L'extraterritorialité du droit international privé européen », p. 69-88 in **Édouard Dubout, Francesco Martucci et Fabrice Picod** (dir.), *L'extraterritorialité en droit de l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, coll. « Droit de l'Union européenne – Colloques », 2021, 282 p.

« Le droit des transports aériens face à la pandémie de Covid-19. Brèves réflexions à l'aune de la protection des passagers aériens par le droit de l'Union », p. 315-332 in **Édouard Dubout et Fabrice Picod** (dir.), *Coronavirus et droit de l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, coll. « Droit de l'Union européenne – Monographies », 2021, 633 p.

Clauses attributives de compétence et cession de créance : du désordre et de l'incohérence. Commentaire de CJUE, 1<sup>re</sup> ch., 18 novembre 2020, *Ryanair DAC c/ DelayFix*, aff. C-519/19, aff. C-519/19, *Rev. crit. DIP*, 2021, p. 421-434

Commentaire de CJCE, 19 novembre 2009, *Sturgeon (Christopher Sturgeon, Gabriel Sturgeon, Alana Sturgeon c/ Condor Flugdienst GmbH et Stefan Böck, Cornelia Lepuschitz c/ Air France SA)*, aff. jtes C-402/07 et C-432/07, comm. n° 90, conjoint avec commentaire de CJUE, gr. ch., 23 octobre 2012, *Nelson (Emeka Nelson, Bill Chinazo Nelson, Brian Cheimezie Nelson c/ Deutsche Lufthansa AG et TUI*

*Travel plc, British Airways plc, easyjet Airline Company Ltd, International Air Transport Association c/ Civil Aviation Authority*, aff. jtes C-581/10 et C-629/10), comm. n° 95, p. 449-458 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 2 mars 2010, *Janko Rottmann c/ Freistaat Bayern*, aff. C-135/08, comm. n° 91, conjoint avec commentaire de CJUE, gr. ch., 12 mars 2019, *M. G. Tjebbes, G. J. M. Koopman, E. Saleh Abady, L. Duboux c/ Minister van Buitenlandse Zaken*, aff. C-221/17, comm. n° 141, p. 458-464 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

« Transports », p. 65-78 in **Fabrice Picod** (dir.), *Guide européen de droit des affaires 2021-2022*, Paris, LexisNexis, coll. « Les guides », 2021, 558 p.

Clauses attributives de compétence et cession de créance : du désordre et de l'incohérence. Commentaire de CJUE, 1<sup>re</sup> ch., 18 novembre 2020, *Ryanair DAC c/ DelayFix*, aff. C-519/19, *Rev. crit. DIP*, n° 2/2021, p. 421-434

« Transport fluvial. Responsabilité du transporteur fluvial (marchandises) », *JurisClasseur Transports*, fascicule 821, avril 2021

Contrats conclus par un consommateur : de l'interprétation conforme du droit de l'Union pour neutraliser l'effet négatif de la compétence en matière d'arbitrage international. Note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 30 septembre 2020, *Société PWC*, n° 18-19.421, *Rev. des contrats*, 2021/2, juin 2021, p. 113

« Union européenne – Compétence judiciaire. Reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale [Règlement (UE) n° 1215/2012, 12 décembre 2012]. Compétences spéciales. Options de compétence. Compétence dérivée. Article 9 », *JurisClasseur Procédure civile*, fasc. 2100-12, mars 2021

« Synthèse. Droit européen des transports », *JurisClasseur Europe Traitée*, février

2021

## Michaël Karpenschif

« Les risques de la discussion (3) », in **François Lichère** (dir.), *La discussion dans les contrats publics*, Actes du colloque de la Chaire de droit des contrats publics, Lyon 3, 24 septembre 2021, *JCP A*, 2021, étude 2344

Commentaire n° 5, p. 23-26 in **Caroline Chamard-Heim, Cédric Meurant, Christophe Testard** et **Élise Untermaier-Kerléo** (dir.), *Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, Paris, LexisNexis, coll. « Hors collections », 2021, 319 p.

Commentaire n° 6, p. 27-32 in **Caroline Chamard-Heim, Cédric Meurant, Christophe Testard** et **Élise Untermaier-Kerléo** (dir.), *Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, Paris, LexisNexis, coll. « Hors collections », 2021, 319 p.

Commentaire n° 7, p. 33-35 in **Caroline Chamard-Heim, Cédric Meurant, Christophe Testard** et **Élise Untermaier-Kerléo** (dir.), *Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, Paris, LexisNexis, coll. « Hors collections », 2021, 319 p.

Commentaire n° 8, p. 37-40 in **Caroline Chamard-Heim, Cédric Meurant, Christophe Testard** et **Élise Untermaier-Kerléo** (dir.), *Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, Paris, LexisNexis, coll. « Hors collections », 2021, 319 p.

Commentaire de CJCE, 12 juillet 1973, *Commission c/ Allemagne*, aff. 70/72, comm. n° 10, p. 55-59 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 9 mars 1984, *TWD (Textilwerke Deggendorf)*, aff. C-188/92, comm. n° 27, p. 143-147 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 21 novembre 1991,

« Saumon » (*Fédération nationale du commerce extérieur des produits alimentaires et Syndicat national des négociants et transformateurs de saumon c/ France*), aff. C-354/90, comm. n° 40, p. 211-216 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 19 mai 1993, *Procédure pénale c/ Paul Corbeau*, aff. C-320/91, comm. n° 43, conjoint avec commentaire de CJCE, 27 avril 1994, *Commune d'Almelo e.a. c/ NV Energiebedrijf Ijsselmij*, aff. C-393/92, comm. n° 45, p. 223-231 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 17 septembre 1997, *Dorsch Consult Ingenieurgesellschaft mbH c/ Bundesbaugesellschaft Berlin mbH*, aff. C-54/96, comm. n° 53, p. 246-252 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 15 janvier 1998, *Mannesmann Anlagenbau Austria AG e.a. c/ Strohal Rotationsdruck GesmbH*, aff. C-44/96, comm. n° 54, p. 252-257 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 18 novembre 1999, *Teckal Srl c/ Comune di Viano et Azienda Gas-Acqua Consorziale di Reggio Emilia*, aff. C-107/98, comm. n° 60, p. 307-312 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 7 décembre 2000, *Telaustria Verlags GmbH et Telefonadress GmbH c/ Telekom Austria AG*, aff. C-324/98, comm. n° 63, p. 329-333 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Pa-

ris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 13 mars 2001, *PreussenElektra AG c/ Schhleswag AG*, aff. C-379/98, comm. n° 65, p. 337-343 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 24 juillet 2003, *Altmark Trans GmbH et Regierungspräsidium Magdeburg c/ Nahverkehrsgesellschaft Altmark GmbH*, aff. C-280/00, comm. n° 67, p. 349-355 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 9 juin 2009, *Ville de Hambourg (Commission c/ Allemagne)*, aff. C-480/06, comm. n° 89, p. 444-448 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

« Le droit des aides d'État face au Covid-19 : un remède efficace ? », p. 46-50, in **Sébastien Brammeret** (dir.), *Covid-19 et concurrence*, *RLC*, 2021/103, n° 3991, p. 46-50

« Aides d'État et démocratie », p. 195-208 in **Éric Carpano** et **Gaëlle Marti** (dir.), *Démocratie et marché dans l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2021, 480 p.

Faux contrats de prestations de services conclus avec les aéroports et vraie allocation d'aides d'État aux compagnies aériennes, *RLC*, 2021/102, n° 3979, p. 35-40

### **Bernadette Le Baut Ferrarese**

« De l'autonomie du droit Euratom : entre spécialité et spécificité », p. 399-427 in **Kiara Neri** (dir.), *Le droit international et le nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 2021, 485 p.

« **La transition énergétique : enjeux juridiques. Partie 1 : La transition énergétique à l'épreuve du droit** », p. 51-66 in **Patrick Schembri** et **Hynd Remita** (dir.), *Énergies « nouvelles » et société. La transition énergétique actuelle à la croisée des chemins et des savoirs*, *Workshop MOMENTOM*, MSH

Paris-Saclay Éditions, coll. « Actes » : n° 8, 2021, 184 p., <<https://doi.org/10.52983/NPYT7969>>

Commentaire de CJCE, 16 décembre 1976, *Rewe-Zentralfinanz eG et Rewe-Zentral AG c/ Lanwirtschaftskammer für das Saarland*, aff. 33/76, comm. n° 17, conjoint avec commentaire de CJCE, 16 décembre 1976, *Comet BV c/ Produktschap voor Siergewassen*, aff. 45/76, comm. n° 18, p. 91-101 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 6 mai 1980, *Commission c/ Belgique*, aff. 102/79, comm. n° 22, p. 118-122 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 9 novembre 1983, *San Giorgio (Administration des finances de l'État italien c/ SpA San Giorgio)*, aff. 199/82, comm. n° 26, p. 137-143 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 19 juin 1990, *Factortame (The Queen c/ Secretary of State for Transport, ex parte : Factortame Ltd e.a.)*, aff. C-213/89, comm. n° 35, p. 181-185 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 21 février 1991, *Zuckerfabrick Süderdithmarschen AG c/ Hauptzollamt Itzehoe et Zuckerfabrik Soest c/ Hauptzollamt Paderborn*, aff. jtes C-143/88 et C-92/89, comm. n° 36, conjoint avec commentaire de CJCE, 9 novembre 1995, *Atlanta Fruchthandels-gesellschaft e.a. c/ Bundesamt für Ernährung und Forstwirtschaft*, aff. C-465/93, comm. n° 46, p. 185-189 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 11 juillet 1991, *A. Verholen e.a. c/ Sociale Verzekeringsbank Amsterdam*, aff. C-87/90 à C-89/90, comm. n° 38, conjoint avec commentaire de CJCE, 14 décembre 1995, *Peterbroeck, Van Campenhout & Cie SCS c/ État*, aff. C-312/93, comm. n° 48, conjoint avec commentaire de CJCE, 14 décembre 1995, *van Schjndel (Jeroen van Schjndel et Johannes Nicolaas Cornelis van Veen c/ StichtingPensioenfondsvoor Fysiotherapeuten)*, aff. jtes C-430/93 et C-431/93, comm. n° 49, p. 193-202 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 15 septembre 1998, *Edis (Edilizia Industriale Siderurgica Srl c/ Ministero delle Finanze)*, aff. C-231/96, com. n° 58, p. 282-289 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 8 mars 2011, *Zoskupenie (Lesoochranárske zoskupenie)*, aff. C-240/09, comm. n° 93, p. 470-477 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Le Traité sur la Charte de l'énergie au défi de la transition énergétique, *Énergie – Env. – Infrastr.*, 2021, étude 2

### Efthymia Lekkou

La mutabilité de services publics, un principe en mutation ?, *RFDA*, 2021, p. 978-986

Commentaire de CJCE, 6 octobre 1982, *Srl CILFIT et Lanificio di Gavardo SpA c/ Ministère de la Santé*, aff. 283/81, comm. n° 24, p. 127-132 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 22 octobre 1987, *Foto-Frost c/ Hauptzollamt Lübeck-Ost*, aff. 314/85, comm. n° 33, p. 176-181 in Mi-

chaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 27 novembre 2012, *Pringle*, aff. C-370/12, comm. n° 97, conjoint avec commentaire de CJUE, 11 décembre 2018, *Weiss*, aff. C-493/17, comm. n° 140, p. 490-496 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 14 juillet 2016, *Promimpresa*, C-458/14 et C-67/15, comm. n° 119, p. 610-614 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 10 décembre 2018, *Wightman e.a.*, aff. C-621/18, comm. n° 139, p. 697-702 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 16 décembre 2020, *Conseil c/ K. Chrysostomides & Co. e.a.*, aff. jtes C-597, C-598, C-603 et 604/18 P, comm. n° 148, p. 724-727 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

### Rosalie Le Moing

« La dénonciation américaine de l'« accord nucléaire iranien » : esquisse d'un imbroglio juridique », p. 31-55 in Kiara Neri (dir.), *Le droit international et le nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 2021, 485 p.

### Jérémy Lhadi

Appel – Absence d'effet dévolutif de la déclaration d'appel : le sort de l'appel incident, *Procédures*, 2021, étude 6

### Gaëlle Marti

**Le Royaume-Uni menace de déclencher l'article 16 pour mettre fin au protocole irlandais en contrariété avec ses obligations internationales**, *Le Club des juristes* [site web], 15 novembre 2021

Commentaire de CJUE, 28 avril 2011, *El Dridi*, aff. C-61/11, comm. n° 94, p. 477-483 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 16 avril 2013, *Espagne et Italie c/ Conseil*, aff. C-274/11 et C-295/11, comm. n° 100, p. 502-507 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

« La Cour de justice et les choix de politique publique des États membres de l'Union européenne », p. 93-104 in Éric Carpano et Gaëlle Marti (dir.), *Démocratie et marché dans l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2021, 480 p.

« L'influence de la doctrine sur la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne », p. 239-249 in Brunessen Bertrand et Laure Clément-Wilz (dir.), *Les méthodes et stratégies dans l'Union européenne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021, 286 p.

### Gaëlle Marti, Lucie Cluzel-Métayer et Samir Merabet

Chronique « Droit et Intelligence artificielle », *JCP G*, 2021, doctrine 1373

Chronique « Droit et Intelligence artificielle », *JCP G*, 2021, doctrine 720

### Pierre Musy

Mesures conservatoires et forum shopping : étude des risques de conflit de juridiction et de décisions contradictoires du fait du critère de l'urgence, *Le Journal du CDI* [en ligne], juillet 2021, n° 19, p. 10-14

## Kiara Neri

« Catastrophes nucléaires et droits de l'homme. La question des règles régissant les opérations de secours », p. 291-325 in **Kiara Neri** (dir.), *Le droit international et le nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 2021, 485 p.

« The Challenges Faced by Private Ships in Large-scale Rescue Operations at Sea », p. 95-108 in **Georgia Bevilacqua** (dir.), *Human Security in Navigable Spaces: Common Challenges and New Trends*, Naples, Editoriale Scientifica, coll. « Papers of the International Association of the Law of the Sea » : 9, 2021, 316 p.

Commentaire de CJCE, 26 octobre 1982, *Kupferberg (Hauptzollamt Mainz c/ C.A. Kupferberg & Cie KG a.A.)*, aff. 104/81, comm. n° 25, p. 132-137 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 30 janvier 2014, *Aboubacar Diakité c/ Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides*, aff. C-285/12, comm. n° 108, p. 530-535 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 28 avril 2015, *Commission c/ Conseil*, aff. C-28/12, comm. n° 115, conjoint avec commentaire de CJUE, gr. ch., 20 novembre 2018, *Commission c/ Conseil (Aires marines protégées de l'Antarctique)*, aff. C-626/15 et C-659/16, comm. n° 138, p. 582-591 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 14 mars 2017, *A e.a. c/ Minister van Buitenlandse Zaken (Tigres de libération de l'Eelam tamoul – TLET)*, aff. C-158/14, comm. n° 123, p. 633-638 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

« Obligation de prêter assistance », p. 393-395 in **Valère Ndior** (dir.), *Dictionnaire de l'actualité internationale*, Paris, Pedone, 2021, 569 p.

« Twitter, Tweet », p. 530-532 in **Valère Ndior** (dir.), *Dictionnaire de l'actualité internationale*, Paris, Pedone, 2021, 569 p.

## Kiara Neri et Loïc Robert

« Effets des traités : situation juridique des ressortissants des parties au regard des normes conventionnelles (Généralités. Application des traités en France) », *JurisClasseur Droit international*, fascicule 30, mai 2021

## Cyril Nourissat

Chronique Droit notarial de l'Union européenne – janvier-août 2021, *Defrénois*, 16 septembre 2021, n° 203b2, p. 33-40

La notion de litige transfrontière en matière civile et commerciale dans le règlement « Bruxelles I bis ». Note sous CJUE, 8<sup>e</sup> ch., 3 juin 2021, *ZN*, aff. C-280/20, *JCP G*, 2021, actualité 962

Commentaire de CJCE, 6 octobre 1976, *Tessili (Industrie Tessili italiana Como c/ Dunlop AG)*, aff. 12/76, comm. n° 15, conjoint avec commentaire de CJCE, 6 octobre 1976, *De Bloos (A. De Bloos Sprl c/ Société en commandite par actions Bouyer)*, aff. 14/76, comm. n° 16, p. 87-91 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, ass. plén., 2 octobre 2003, *Carlos Garcia Avello c/ État belge*, aff. C-148/02, comm. n° 70, p. 360-366 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 13 septembre 2005, *Commission c/ Conseil*, aff. C-176/03, comm. n° 75, conjoint avec commentaire de CJCE, gr. ch., 23 oc-

tobre 2007, *Commission c/ Conseil*, aff. C-440/05, comm. n° 80, p. 395-398 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 3 mai 2007, *Advocaten voor de Wereld VZW c/ Leden van de Ministerraad*, aff. C-303/05, comm. n° 79, p. 417-421 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 10 février 2009, *Allianz SpA et Generali Assicurazioni Generali SpA c/ West Tankers Inc.*, aff. C-185/07, comm. n° 86, p. 431-437 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 22 juin 2010, *Aziz Melki et Sélim Abdeli*, aff. jtes C-188/10 et C-189/10, comm. n° 92, conjoint avec commentaire de CJUE, 30 mai 2013, *Jeremy F.*, aff. C-168/13 PPU, comm. n° 101, p. 465-469 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 3<sup>e</sup> ch., 17 octobre 2013, *Unamar (United Antwerp Maritime Agencies NV)*, aff. C-184/12, comm. n° 104, p. 507-511 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

« Les laboratoires pharmaceutiques à l'épreuve de l'abus de position dominante collective », n° 4079, p. 48-52 in **Anne Tercinet** (dir.), *Le droit de la concurrence appliqué au secteur pharmaceutique : perspective croisée / Competition Law in the Pharmaceutical Industry: From China to the E.U.*, RLC, 2021/107, 67 p.

Houellebecq plus que Hugo ?, *Defrénois*, 8 juillet 2021, n° 28, p. 1

Notion de succursale au sens de l'article 7, § 5, du règlement Bruxelles I bis. Note

sous CJUE, 3<sup>e</sup> ch., 20 mai 2021, *CNP*, aff. C-913/19, *Procédures*, 2021, commentaire 195

Redevance d'un ticket de parking – Recouvrement d'un impayé de parking (suite). Note sous CJUE, 1<sup>er</sup> ch., 25 mars 2021, *Obala i lučice d.o.o.*, aff. C-307/19, *Procédures* 2021, commentaire 169

Obligations alimentaires. Applicabilité dans le temps et dans l'espace du règlement Obligations alimentaires. Note sous CJUE, 3<sup>e</sup> ch., 15 avril 2021, *TKF c/ Department of Justice for Northern Ireland*, aff. C-729/19, *Procédures* 2021, commentaire 167

Enlèvements internationaux d'enfant. Application spatiale du règlement Bruxelles II bis en matière de retour de l'enfant. Note sous CJUE, 5<sup>e</sup> ch., 24 mars 2021, *SS c/ MCP*, aff. C-603/20 PPU, *Procédures*, 2021, commentaire 166

Chronique « Cour de justice et Tribunal de l'Union européenne : III. – Circulation des personnes, services et capitaux », *JDI (Clunet)*, n° 2, avril 2021, chronique 4

Chronique « Droit notarial de l'Union européenne » (août 2020 – janvier 2021), *Defrénois*, 4 mars 2021, n° 10, p. 24-29, n° 169e8

Contentieux du transport – Inopposabilité de la clause attributive de juridiction stipulée dans un contrat de transport de passage. Note sous CJUE, 1<sup>er</sup> ch., 18 novembre 2020, *Ryanair DAC*, aff. C-519/19, *Procédures*, 2021, commentaire 70

Contentieux de la consommation – La notion de consommateur fait une nouvelle fois tapis... Note sous CJUE, 6<sup>e</sup> ch., 10 décembre 2020, *AB, BB c/ Personal Exchange International Ltd*, aff. C-774/19, *Procédures*, 2021, commentaire 69

Contentieux de la concurrence – Action en cessation d'un abus de position dominante. Note sous CJUE, gr. ch., 24 novembre 2020, *Wikingerhof GmbH & Co. KG c/ Booking.com BV*, aff. C-59/19, *Procédures*, 2021, commentaire 68

Compétence exclusive – Compétence en matière de droits réels immobiliers. Note

sous CJUE, 1<sup>re</sup> ch., 11 novembre 2020, *Ellmes Property Services Ltd*, aff. C-433/19, *Procédures*, 2021, commentaire 67

Europe – Directive européenne « actions représentatives » : *Ehh, What's Up Doc?*, *Procédures*, 2021, repère 3

Éditorial. N'espérez pas vous débarrasser des livres, *Defrénois*, 18 février 2021, n° 8, 168y7, p. 1

### Aubin Nzaou

Non-State Actors on Climate Litigation: Les Amis de la Terre France and the Coalition that Made the State Look Bad, *Carbon and Climate Law Review*, vol. 15 (4), 2021

The African Union, *Yearbook of International Environmental Law*, vol. 31 (1), 2021

### Françoise Paccaud

L'accessibilité des soins : de la coordination des États membres de l'Union européenne à la coopération transfrontalière, *RQDI*, n° 33.1 (2020)

Le climat a ses raisons que le droit pénal n'ignore plus : commentaire de la décision du Tribunal correctionnel de Lyon du 16 septembre 2019, *RJE*, n° 1/2021, p. 122-136

### Ludovic Pailler

La délimitation de l'effet spatial des règles de droit par les droits fondamentaux, *Europe of Rights & Liberties / Europe des Droits & Libertés* [en ligne], n° 4, p. 168-184

L'art de la fuite en avant. À propos de l'article 7 de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique, *D.*, 2021, p. 1928-1929

Conventionnalité de l'anonymisation d'une archive numérique de presse : les oscillations périlleuses du funambule, *Gaz. Pal.*, 14 septembre 2021, n° 425, p.14

*Much ado about Nothing?* À propos des décisions d'adéquation du niveau de protection des données à caractère personnel au Royaume-Uni, *RLDI*, n° 184, août-sep-

tembre 2021, p. 29-32

Commentaire de CJUE, gr. ch., 8 avril 2014, *Digital Rights Ireland et Seitlinger e.a.*, aff. C-293/12 et C-594/12, comm. n° 110, conjoint avec commentaire de CJUE, gr. ch., 21 décembre 2015, *Tele2 Sverige c/ Post- och telestyrelsen, et Secretary of State for the Home Department c/ Tom Watson, Peter Brice et Geoffrey Lewis*, aff. C-203/15, comm. n° 118, p. 606-610 in **Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 13 mai 2014, *Google Spain SL, Google Inc. c/ Agencia Española de Protección de Datos (AEPD), Mario Costeja González*, aff. C-131/12, comm. n° 111, p. 539-544 in **Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 6 octobre 2015, *Maximilian Schrems c/ Data Protection Commissioner*, aff. C-362/14, comm. n° 117, p. 601-605 in **Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 10 juillet 2018, *Jehovan todistajat*, aff. C-25/17, comm. n° 134, p. 683-687 in **Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

La codification du droit international privé français à l'heure européenne. Actes de la journée d'études du 18 mars 2021 / dir. sc. **Ludovic Pailler**, *JCP N*, 25 juin 2021, dossier 1233-1235, p. 29-38

Le contrat international en droit de la protection des données à caractère personnel, *Dalloz IP-IT*, avril 2021, n° 4, p. 197-201

« Les outils technologiques, la compliance by design et le RGPD : la protection des données dès la conception », p. 279-286 in **Marie-Anne Frison-Roche** (dir.), *Les ou-*

*tils de la compliance*, Paris, Dalloz, coll. « Régulations & Compliance », 2021, 323 p.

RGPD – Transfert des données vers États tiers – Principe général – Décision d'adéquation (invalidation) – Clauses types de protection des données (validation) – Dérogations particulières. Commentaire de CJUE, gr. ch., 16 juillet 2020, *Data Protection Commissioner c/ Facebook Ireland Ltd, Maximillian Schrems*, aff. C-311/18, *JDI (Clunet)*, n° 2, avril 2021, commentaire 16

« Technological Tools, Compliance by Design and the GDPR: Data Protection by Design », p. 299-306 in **Marie-Anne Frison-Roche** (dir.), *Compliance Tools*, Bruxelles, Bruylant, coll. « Compliance & Regulation », 2021, 357 p.

« Accès aux biens et aux services », p. 12-13 in **Delphine Tharaud** et **Caroline Boyer-Capelle** (dir.), *Dictionnaire juridique de l'égalité et de la non-discrimination*, Paris, L'Harmattan, 2021, 394 p.

« Charte des droits fondamentaux », in **Delphine Tharaud** et **Caroline Boyer-Capelle** (dir.), *Dictionnaire juridique de l'égalité et de la non-discrimination*, Paris, L'Harmattan, 2021, 394 p.

Procédure nationale d'exécution – Règlement (UE) n° 1215/2012 – Élément d'extranéité – Cohérence – Reconnaissance et exécution – Art. 18 TFUE – Art. 47 de la Charte – Droit d'obtenir un titre exécutoire éligible à l'application du règlement (UE) n° 1215/2012. Commentaire de CJUE, 7 mai 2020, aff. C-267/19 et C-323/19, *JDI (Clunet)*, n° 1/2021, commentaire 5

Pas de droit fondamental à la protection des données pour les personnes morales (CJUE, 10 décembre 2020, *Land Nordrhein-Westfalen c/ DHT*, aff. C-620/19), *RLDI*, n° 177, janvier 2021, n° 5897, p. 21-23

### Cécile Pellegrini

Conflit de juridictions – Contrat de transport – Transport aérien – Règlement Bruxelles I – Directive Voyages à forfait – Règlement (CE) n° 261/2004 – Retard

important d'un vol – Contrat de transport combiné à un hébergement conclu entre le passager et un organisateur de voyages – Action en indemnisation dirigée contre le transporteur aérien non partie à ce contrat – Compétence judiciaire – Matière contractuelle et conclusion d'un contrat – Obligation librement assumée d'une partie envers une autre – For du consommateur exclu. Commentaire de CJUE, 26 mars 2020, *Libuše Králová c/ Primera Air Scandinavia*, aff. C-215/18, *JDI (Clunet)*, n° 1/2021, commentaire 6

### Antoine Petel

Politique européenne des données : quelle place pour les collectivités territoriales ?, *Cahiers du juridique*, n° 240, octobre 2021, p. 12-14

Publication de l'« *Artificial Intelligence Act* » : la Commission européenne dévoile sa vision pour encadrer l'intelligence artificielle, *RLDI*, 2021/183, n° 6012, p. 36-41

Politique sur les données : comparaison des approches française et européenne, *RLDI*, 2021/178, n° 5923, p. 43-48

### Pascale Ricard

« Le nucléaire et la mer : entre passé, présent et futur », p. 429-459 in **Kiara Neri** (dir.), *Le droit international et le nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 2021, 485 p.

### Loïc Robert

La présomption *Bosphorus* à l'épreuve du mandat d'arrêt européen. Commentaire de Cour EDH, 25 mars 2021, *Bivolaru et Moldovan c/ France*, n° 40324/16 et n° 12623/17, *RDUE*, 2021, p. 519-525

**La jurisprudence de la CJUE relative au droit à la liberté et à la sûreté**, *Titre VII* [en ligne], n° 7, octobre 2021

Commentaire de CJUE, gr. ch., 28 mars 2017, *PJSC Rosneft Oil Company c/ Her Majesty's Treasury e.a.*, aff. C-72/15, comm. n° 125, p. 644-647 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de*

la jurisprudence de l'Union européenne, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

**Quand le provisoire s'éternise. L'entrée en vigueur de l'accord commercial UE / Royaume-Uni suspendu à l'approbation des parlementaires européens**, *Le Club des Juristes*, 2 avril 2021

« L'Union européenne et le marché des armes : quelle place pour la démocratie ? », p. 341-354 in **Éric Carpano** et **Gaëlle Marti** (dir.), *Démocratie et marché dans l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2021, 480 p.

### Laurent Sermet

« La politique juridique du Saint-Siège relative au droit conventionnel du désarmement. Des rapports confus entre droit, morale et spiritualité », p. 97-115 in **Kiara Neri** (dir.), *Le droit international et le nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 2021, 485 p.

### Panayotis Soldatos

**L'Europe menacée d'un duopole géopolitique d'hyperpuissances États-Unis-Chine : l'enclavement euratlantique et la faible ambition de déploiement stratégique autonome de l'UE**, *Fenêtre sur l'Europe* [en ligne], 29 novembre 2021

**« L'Amérique est de retour » : quelle réplique d'une Europe en longue et pénible quête de politique étrangère et de défense de grande puissance ?**, *Fenêtre sur l'Europe* [en ligne], 5 juillet 2021

**Regards choisis sur la scène nationale des États membres de l'UE plongés dans la pandémie : la nébuleuse du « bien commun »**, *Fenêtre sur l'Europe* [en ligne], 22 avril 2021

**L'accord de commerce et de coopération entre l'UE et le R.-U. : la primauté, chez les Britanniques, du discours du vraisemblable sur l'analyse du réel**, *Fenêtre sur l'Europe* [en ligne], 5 février 2021

### Blanche Sousi

**L'Union européenne demain : à l'heure des propositions politiques, rappel de quelques principes juridiques**, *Banque-Notes Express* [en ligne], 5 novembre 2021

**Les NFTs sont-ils des actifs numériques au sens du droit français et de l'Union européenne ?**, *Journal Spécial des Sociétés*, n° 44, 16 juin 2021, p. 6

« Les sources européennes du droit français du marché de l'art », p. 319 et suiv. in *Marché de l'art et droit. Originalité et diversité. Liber amicorum en l'honneur de François Duret-Robert*, Lyon, Éditions du Cosmogone/Institut Droit & Art, 2021

**Qu'est-ce qu'un jeton numérique ? Réponse dans le Règlement européen (MiCA) en préparation**, *Banque-Notes Express* [en ligne], 14 juin 2021

**La Conférence sur l'avenir de l'Europe : un peu d'espoir en pleine cacophonie**, *Banque-Notes Express* [en ligne], 10 mars 2021

### Hélène Surrel

« La contribution du contentieux européen concernant les PECO à l'effectivité du principe de non-discrimination », p. 177-195 in **Constance Chevallier-Govers**, **Mihaela Ailincai** et **Vérane Edjaharian-Kanaa** (dir.), *Les Europes de l'intérieur, vers l'extérieur. Mélanges en l'honneur du professeur Catherine Schneider*, Paris, Mare & Martin, coll. « Liber amicorum », 2021, 834 p.

« La Convention européenne des droits de l'homme, quelles sources d'inspiration demain pour le juge constitutionnel ? », p. 245 et suiv. in **Katarzyna Blay-Grabarczyk** et **Laure Milano** (dir.), *Les soixante-dix ans de l'adoption de la Convention européenne des droits de l'homme. Enjeux et perspectives*, Paris, Pedone, coll. « Publications de l'Institut international des droits de l'homme » : n° 46, 2021, 264 p.

**Chronique « Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH » (janvier à juin 2021)**, *Titre VII* [en ligne], n° 7, octobre 2021

Commentaire de CJCE, 14 mai 1974, *J. Nold, Kohlen und Baustoffgrosshandlung c/ Commission*, aff. 4-73, comm. n° 11, p. 60-66 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 15 juin 1978, *Defrenne (Gabrielle Defrenne c/ SA belge de navigation aérienne)*, aff. 149/77, comm. n° 20, p. 105-110 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 11 juillet 1985, *Cinéthèque SA e.a. c/ Fédération nationale des cinémas français*, aff. jtes 60/84 et 61/84, comm. n° 29, p. 153-158 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 30 juillet 1996, *Bosphorus Hava Yollari ve Ticaret AS c/ Minister for Transport, Energy and Communications e.a.*, aff. C-84/95, comm. n° 51, p. 238-241 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 26 juin 1997, *Familiapress (Vereinigte Familiapress Zeitungsverlags- und vertriebs GmbH c/ Heinrich Bauer Verlag)*, aff. C-368/95, comm. n° 52, p. 241-245 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 17 février 1998, *Lisa Jacqueline Grant c/ South-West Trains Ltd*, aff. C-249/96, comm. n° 55, p. 257-261 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 27 juin 2006, *Parlement c/ Conseil*, aff. C-540/03, comm. n° 77, p. 404-410 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands*

*arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 18 décembre 2007, *Laval un Partneri Ltd c/ Svenska Byggnadsarbetareförbundet e.a.*, aff. C-341/05, comm. n° 81, p. 422-426 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 3 septembre 2008, *Kadi (Yassin Abdullah Kadi et Al Barakaat International Foundation c/ Conseil et Commission)*, aff. jtes C-402/05 P et C-415/05 P, comm. n° 83, p. 426-431 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 7 novembre 2013, *Minister voor Immigratie en Asiel c/ X, Y et Z*, aff. jtes C-199/12 à C-201/12, comm. n° 105, p. 511-517 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 18 mars 2014, *C.D. c/ S.T.*, aff. C-167/12, comm. n° 109, p. 535-539 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, ass. plén., 18 décembre 2014, *Avis 2/13*, comm. n° 114, p. 578-582 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 14 mars 2017, *Samira Achbita, Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding c/ G4S Secure Solutions NV*, aff. C-157/15, comm. n° 124, p. 639-644 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

[Chronique « Conseil constitutionnel et ju-](#)

jurisprudence de la CEDH (juillet 2020 à décembre 2020) », *Titre VII* [en ligne], n° 6, Le droit des étrangers, avril 2021

Chronique de jurisprudence de la CEDH (2020) : « III. La protection des droits des personnes LGBTI dans la jurisprudence récente de la Cour européenne des droits de l'homme », *RDP*, 2021, p. 899-906

« La motivation en pratique : l'exemple de la protection de la vie privée – Étude de décisions de la Cour EDH », in Valérie Goesel-Le Bihan et Jeremy Heymann (dir.), *Les Transversales de Lyon 2 – 2019. Comment sont motivées les décisions de justice ?*, Lyon, Les Transversales de Lyon 2, Actes en ligne, 2021

Chronique « Droit de la Convention européenne des droits de l'homme » (avec Frédéric Sudre, Laure Milano et Béatrice Pastre-Belda), *JCP G*, 2021, doctrine 28

### Édouard Treppoz

Chronique « Droit européen de la propriété intellectuelle », *RTDEur.*, n° 2021/4, p. 991-1008

Commentaire de CJUE, 16 juillet 2015, *Huawei Technologies Co. Ltd c/ ZTE Corp., ZTE Deutschland GmbH*, aff. C-170/13, comm. n° 116, p. 591-601 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

« La propriété intellectuelle est-elle de retour sur les plateformes ? », in Xavier Delpech (dir.), *L'émergence d'un droit des plateformes*, Paris, Dalloz, coll. « Thèmes & Commentaires », 2021, 150 p.

### Paul Verma Verma

Des « référés » devant la Cour pénale internationale ? Réflexions sur la procédure d'indication de mesures conservatoires devant les juridictions pénales internationales, *Le Journal du CDI* [en ligne], juillet 2021, n° 19, p. 7-9

### Jean-Pierre Viennois

Commentaire de CJCE, 13 février 1969, *Walt Wilhelm e.a. c/ Bundeskartellamt*, aff. 14/68, comm. n° 4, p. 22-27 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 21 février 1973, *Continental Can (Europemballage Corporation et Continental Can Company Inc. c/ Commission)*, aff. 6/72, comm. n° 9, p. 51-55 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 30 septembre 1987, *Meryem Demirel c/ Ville de Schwäbisch Gmünd*, aff. 12/86, comm. n° 32, p. 171-176 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 23 avril 1991, *Klaus Höfner et Fritz Elser c/ Macrotron*, aff. C-41/90, comm. n° 37, p. 189-193 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 14 décembre 2000, *Masterfoods Ltd c/ HB Ice Cream Ltd*, aff. C-344/98, comm. n° 64, p. 334-337 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 19 mai 2009, *Apothekerkammer des Saarlandes e.a.*, aff. jtes C-171/07 et C-172/07, comm. n° 87, conjoint avec commentaire de CJCE, gr. ch., 19 mai 2009, *Commission c/ Italie*, aff. C-531/06, comm. n° 88, p. 437-443 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 11 septembre 2014, *Groupement des cartes bancaires c/*

Commission, aff. C-67/13 P, comm. n° 113, p. 571-577 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

### Melchior Wathelet

Commentaire de CJCE, gr. ch., 12 juillet 2005, *Commission c/ France*, aff. C-304/02, comm. n° 74, p. 390-394 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 13 décembre 2005, *Marks & Spencer plc c/ David Halsey (Her Majesty's Inspector of Taxes)*, aff. C-446/03, comm. n° 76, p. 398-404 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 26 février 2013, *Åkerberg Fransson (Åklagaren c/ Hans Åkerberg Fransson)*, aff. C-617/10, comm. n° 98, conjoint avec commentaire de CJUE, gr. ch., 26 février 2013, *Melloni*, aff. C-399/11, comm. n° 99, p. 496-501 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 3 octobre 2013, *Inuit Tapiriit Kanatami e.a. c/ Parlement et Conseil*, aff. C-583/11 P, comm. n° 103, conjoint avec commentaire de CJUE, gr. ch., 19 décembre 2013, *Telefónica c/ Commission*, aff. C-274/12 P, comm. n° 107, p. 522-530 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 26 novembre 2013, *Groupe Gascogne c/ Commission*, aff. C-58/12 P, comm. n° 106, p. 517-522 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 16 octobre 2017, *Berlioz*, aff. C-682/15, comm. n° 128, conjoint avec commentaire de CJUE, gr. ch., 6 octobre 2020, *État luxembourgeois c/ B et c/ B e.a.*, aff. C-245 et 246/19, comm. n° 146, conjoint avec n° 128, sous n° 128, p. 661-666 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 8 juillet 2019, *Commission c/ Belgique*, aff. C-543/17, comm. n° 144, p. 713-719 in **Michaël Karpenschif** et **Cyril Nourissat** (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4<sup>e</sup> éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

### Emrullah Yolal

« La position de la France en matière d'armes nucléaires », p. 151-187 in **Kiara Neri** (dir.), *Le droit international et le nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 2021, 485 p.

## 1.5. COMPTES RENDUS D'OUVRAGES

### Jeremy Heymann

Compte-rendu de **Hein Kötz** et **Bénédicte Fauvarque-Cosson** (collab. Carine Signat et Diane Galbois-Lehalle), *Droit européen des contrats*, Paris, Sirey, coll. « Sirey Université », 2019, 454 p., ISBN : 9782247192366, *RTD Eur.*, n° 2021/3, p. I-III [en ligne]

### Cyril Nourissat

Compte rendu de **Roger Gaspard**, *La reconnaissance mutuelle en droit bancaire et financier européen*, Paris, Institut francophone pour la justice et la démocratie, coll. « Thèses » : n° 186, 2019, 434 p., ISBN : 9782370322449, *RTDEur.*, n° 2021/2, p. VIII [en ligne]

### Édouard Treppoz

Compte rendu de **Annette Kur**, **Thomas Dreier**, **Stefan Luginbuehl** (dir.), *European Intellectual Property Law. Text, Cases and Materials*, 2<sup>e</sup> éd, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2019, 736 p., ISBN : 9781785361548, *RTDEur.*, n° 2021/2, p. X [en ligne]

### 2.1. PARTICIPATION AU GROUPEMENT DE RECHERCHE RUEDELSJ

Le Réseau universitaire européen Droit de l'Espace de Liberté, Sécurité et Justice (RUEDELSJ), créé en 2011 par le CNRS, a été renouvelé en 2015. Notre équipe est l'un des laboratoires participant activement à ce Groupement de recherche (GDR).



#### GENÈSE

Le GDR constituant le « **RUEDELSJ** », c'est-à-dire le Réseau universitaire européen dédié à l'étude du droit de l'Espace de liberté, sécurité et justice (ELSJ) a été créé en 2011 par le CNRS (GDR-CNRS 3452). Ce réseau fédère de manière transdisciplinaire l'action de **cinq laboratoires d'excellence français (Aix-Marseille, Bayonne, Lyon, Nanterre, Toulouse)**, spécialisés dans les problématiques de la construction européenne et désireux de focaliser leur recherche sur les questions liées à la construction d'un espace de liberté, sécurité et justice de l'Union.

Il a vocation à offrir aux chercheurs une plateforme d'information et d'échange d'opinions relatives à l'un des pans les plus novateurs de la construction européenne et a l'ambition d'en faciliter une meilleure connaissance et de constituer un vivier de spécialistes du sujet en constituant une communauté scientifique ouverte au plan européen et méditerranéen. Le **GDR** a dégagé un certain nombre de thèmes de recherche prioritaires, animés par l'ensemble de ses membres et placé sous la responsabilité scientifique d'un laboratoire.

#### THÈMES DE RECHERCHE

- Droits fondamentaux et immigration, **Rostane Mehdi**, CERIC, Aix
- Le modèle européen à l'épreuve de l'ELSJ, **Henri Labayle**, CDRE, Bayonne
- Espace commun et réalisation de l'ELSJ, **Marc Blanquet** et **Sylvaine Poillot-Peruzzetto**, IRDEIC, Toulouse
- Marché intérieur et ELSJ : ruptures et convergences, **Sophie Robin-Olivier**, CEJEC, Nanterre
- Les instruments de l'ELSJ, entre droit commun et reconnaissance mutuelle, **Cyril Nourissat**, EDIEC.

C'est à Lyon, accueilli par l'EDIEC, organisatrice, que le GDR RUEDELSJ a tenu sa **9<sup>e</sup> session doctorale européenne**, les 8 et 9 juin 2017, sur le thème L'espace de liberté, sécurité et justice en questions

## 2.2. COLLABORATION AVEC LA COMMISSION ON EUROPEAN FAMILY LAW

La *Commission on European Family Law* est un groupe d'universitaires rédigeant, en trois langues (anglais, allemand, français) des principes européens en droit de la famille après avoir entrepris des recherches comparatives intenses donnant lieu à la publication des rapports nationaux. Au cours de cette collaboration EDIEC/CFL, cinq ouvrages sont parus, chez Intersentia, dans la collection dédiée *European Family Law* :

– *Principles of European Family Law Regarding Property, Maintenance and Succession Rights of Couples in de facto Unions*, Katharina Boele-Woelki, Frédérique Ferrand, Cristina González-Beilfuss, Maarit Jänterä-Jareborg, Nigel Lowe, Dieter Martiny et Velina Todorova, Anvers/Oxford, Intersentia, *European Family Law* : 46, 2019, 282 p. : *The CEFL has developed a comprehensive and original set of rules which may be a source of inspiration for legislating the rights and duties of couples who have not formalised their relationship. In their provisions on specific issues, the Principles opt for workable solutions which aim to avoid unnecessary hardship and disputes.*

– *Principles of European Family Law Regarding Property Relations Between Spouses*, Katharina Boele-Woelki, Frédérique Ferrand, Cristina González-Beilfuss, Maarit Jänterä-Jareborg, Nigel Lowe, Dieter Martiny et Walter Pintens, Anvers/Oxford, Intersentia, *European Family Law* : 33, 2013, 420 p. : *This book contains the Principles of European Family Law regarding Property Relations between Spouses. In these Principles, the CEFL has developed an all-inclusive set of rules for two matrimonial property regimes: the participation in acquisitions and the community of acquisitions.*

– *La capacité de l'enfant dans les droits français, anglais et écossais*, Laurence Francoz Terminal, Anvers/Oxford, Intersentia, *European Family Law* : 21, 2008, 557 p. : *L'étude de la capacité de l'enfant dans les droits français, anglais et écossais met en lumière trois approches différentes*

*de la minorité. L'étude entreprise met en relief l'idée force que la capacité octroyée au mineur ne saurait l'être au détriment de la protection de sa personne, et dans une moindre mesure de celle de son patrimoine.*

– *Principles of European Family Law regarding Parental Responsibilities*, Katharina Boelewoelki, Frédérique Ferrand, Cristina González-Beilfuss, Maarit Jänterä-Jareborg, Nigel Lowe, Dieter Martiny et Walter Pintens, Anvers/Oxford, Intersentia, *European Family Law* : 16, 2007, 323 p. : *In these Principles, the CEFL has developed a comprehensive and original set of rules in the field of parental responsibilities based on respect for the rights of the child, nondiscrimination and, as far as possible, self-determination. In their provisions on specific issues the Principles opt for solutions which seem to be workable and shall avoid unnecessary hardship and disputes.*

– *Principles of European Family Law Regarding Divorce and Maintenance Between Former Spouses*, Katharina Boele-Woelki, Walter Pintens, Frédérique Ferrand, Cristina Gonzálezbeilfuss, Maarit Jänterä-Jareborg, Nigel Lowe et Dieter Martiny, Anvers/Oxford, Intersentia, *European Family Law* : 7, 2004, 170 p. : *The CEFL presents its first Principles of European Family Law in the field of divorce and maintenance between former spouses. The Principles aim to bestow the most suitable means for the harmonisation of family laws in Europe. In this respect they may serve as a frame of reference for national, European and international legislatures alike.*

## 2.3. PROJETS EUROPÉENS

### La Chaire Jean Monnet DMOCRIS (2017-2020)

Programme Erasmus+ : **Démocratie et intégration dans une Europe en crise (DMOCRIS)**  
Titulaire de la Chaire : **Éric Carpano**  
Référence : **587011-EPP-1-2017-1-FR-EPPJMO-CHAIR**  
Financement : **50 000 euros**  
Durée : **3 ans**



#### Présentation

La Chaire DEMOCRIS poursuivait l'objectif fondamental d'améliorer la connaissance du processus d'intégration européenne pour contribuer par la formation et la recherche à la promotion et la relance des valeurs et de la conscience européenne dans une Union en crise. Des actions ont été menées à destination du monde académique et du grand public en matière de formation, de conférences et de recherche.

#### 1/ Formation

En matière de formation, un cycle complet de formation sur les questions européennes a été mis en place pour les étudiants et pour un public plus large (université formation tout au long de la vie)

- **Formation Licence – Master** : la Chaire a apporté son soutien à des cours de droit institutionnel de l'UE en Licence 3 (Ordre juridique de l'Union), en Master de droit public (Droit et politique de l'Union), en Master de droit européen (Droit de l'UE/matériel approfondi / Mobilisation du droit de l'UE (Le droit de l'UE en action) / Droit européen des affaires
- **Création d'un Master Droit européen des droits de l'homme**
- **Formation professionnalisante** : deux séminaires spécifiques ont été créés, un de Clinique juridique (droit européen des droits de l'homme et concours internationaux de plaidoirie) et un professionnel.

- **Formation doctorale** : en collaboration avec les universités de Grenoble et de Montpellier, nous avons créé les séminaires doctoraux Jean Monnet qui permettent aux doctorants en droit européen de se rencontrer et de discuter de leurs travaux devant des spécialistes européens de leurs recherches. Deux séminaires ont été organisés en janvier (Grenoble) et octobre 2019 (Lyon). En 2020, le séminaire de Montpellier a dû être annulé.
- **Formation continue** : dans le cadre de la formation continue Philosophie, Langues, Lettres de l'Université Lyon 3, un cycle de formation de 40 h à destination d'un large public a été proposé sur la genèse et le développement de l'idée européenne (L'Europe entre utopie et réalités)

#### 2/ Cycles de conférences

- **La Semaine de l'Europe (25-29 mars 2019)**. Une semaine de cycles de conférences sur le thème de l'Europe est organisé la dernière semaine de mars chaque année. Cette semaine s'articule autour de différents événements ouverts à tous les publics (conférences, pièce de théâtre, colloque, projections débats). L'invité d'honneur de la première Semaine de l'Europe de 2019 était le juge **Skouris**, ancien président de la Cour de justice de l'Union. En 2020, **Pierre Moscovici**, ancien Commissaire européen devait être le conférencier principal.
- **La journée sur l'état de l'Union**. Les étudiants du Master de Droit européen organisent et coordonnent, dans le cadre de la

Chaire Jean Monnet, une journée d'études sur l'état de l'Union la dernière semaine de mois de janvier, en invitant des conférenciers sur les grands enjeux ou les réalisations de l'Union européenne. Deux journées ont été organisées en janvier 2019 et janvier 2020.

- Une journée organisée en collaboration avec l'Union des fédéralistes européens sur le thème « **Le déficit démocratique dans l'Union européenne : quel rôle pour les partis politiques ?** » (17 mars 2018)

### 3/ Recherche

Organisation de 5 colloques internationaux :

- **L'exception en droit de l'Union européenne** (12-13 octobre 2017, Lyon)
- **Intégration, fédéralisme et sécessionnisme : approches comparées des dynamiques territoriales dans l'Union européenne** (12-13 avril 2018, Barcelone)
- **Quel État de droit dans une Union en crise ?** (11-12 octobre 2018, Lyon)
- **Démocratie et marché dans une Union en crise** (13-14 juin 2019, Lyon)
- **Les identités en conflit en Europe** (17-18 juin 2019, Rome)

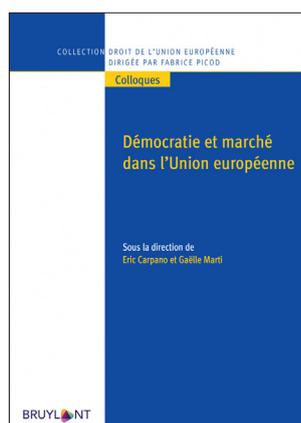
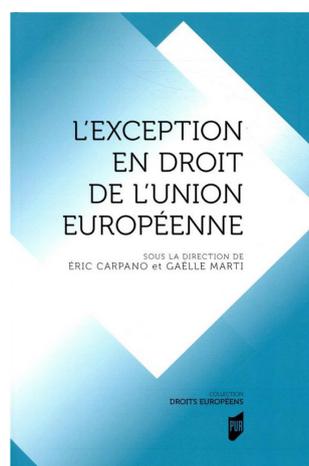
Les différentes activités menées dans le cadre de la Chaire ont donné lieu à la publication de trois ouvrages issus des colloques organisés dans le cadre de la Chaire :

- **Éric Carpano et Gaëlle Marti (dir.), *L'exception en droit de l'Union européenne***, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, collection « Droits européens », 2019, 374 p.
- **Éric Carpano et Marie-Laure Basilien-Gainche (dir.), *Quel État de droit dans une Europe en crise ?***, *Revue des droits et libertés fondamentaux* [en ligne], <<http://www.revuedlf.com/dossier/quel-etat-de-droit-dans-une-europe-en-crise/>>
- **Éric Carpano et Gaëlle Marti (dir.), *Démocratie et marché dans une Union en crise***, Bruxelles, Bruylant, coll. « Droit de l'Union européenne : Colloques », 2021, 480 p.

Deux de ces manifestations scientifiques ont fait également l'objet d'une captation vidéo et ont été mises en ligne sur Internet, en accès libre :

- **Quel État de droit dans une Europe en crise ?**
- **Démocratie et marché dans une Union en crise**

Le site web du Centre d'études européennes comporte une **rubrique spécifique** sur les activités de la Chaire et toutes les publications et vidéos des colloques sont accessibles.



## Le projet *Justice Programme EPAPFR (2017-2020)*

Justice Programme (2014-2020) : **European Platform for Access to Personal and Family Rights**

Porteur du projet : **Cécile Corso**

Bénéficiaire : **CREDIP**

Référence : **Grant Agreement No. 764214**

Financement : **59 715 / 283 000 euros**

Durée : **3 ans**



Le projet européen **EPAPFR (European Platform for Access to Personal and Family Rights : Plateforme européenne pour l'accès aux droits personnels et familiaux en Europe)** a pour objectif de contribuer à l'accompagnement de toute personne confrontée à des difficultés relatives au droit international privé de la famille en Europe (UE) en favorisant la coordination et la coopération des dispositifs juridiques, médicaux et sociaux implantés sur le territoire des États membres, qu'ils soient de nature associative ou institutionnelle. Ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme Justice de l'Union établi pour la période 2014-2020. Le Programme Justice finance des actions ayant une valeur ajoutée européenne qui contribuent à la poursuite de la mise en place d'un espace européen de justice.

Le projet EPAPFR, dirigé par **Cécile Corso, Cyril Nourissat** et **Ludovic Pailler**, soutient la mise en œuvre des instruments européens de droit international privé de la famille, et tout particulièrement la directive 2008/52/EC du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, le règlement Successions du 4 juillet 2012, le règlement Bruxelles II bis du 27 novembre 2003 en matière matrimoniale et de responsabilité parentale, la Convention de La Haye du 19 octobre 1996 en matière de responsabilité parentale et de protection des enfants, et le règlement Rome III du 20 décembre 2010 mettant en place une coopération renforcée en matière de loi applicable au divorce et à la séparation de corps.

Sept partenaires participent à ce projet à travers l'Europe et sont bénéficiaires des fonds européens :

- le **Centre de recherche sur le droit international privé (CREDIP)** ;
- l'**Association pour le droit des étrangers (ADDE, Bruxelles)** ;
- le **Service social international (SSI, Veliko Tarnovo, Bulgarie)** ;
- la **Faculté de droit de l'Université de Liège (ULg)** ;
- le **Deutsches Institut für Jugendhilfe und Familienrecht (DIJUF, Heidelberg)** ;
- le **Dipartimento di Scienze giuridiche dell'Università degli Studi di Verona** ;
- et l'association **Femmes informations juridiques internationales (FIJI, Auvergne-Rhône-Alpes)**, porteur du projet.

Le projet EPAPFR consiste à :

- mettre en relation des services d'accès aux droits spécialisés en droit international privé agissant au plus près des bénéficiaires dans le but de faciliter l'accès effectif à la justice dans ce domaine ;
- promouvoir la formation des professionnels et l'information des bénéficiaires ;
- et encourager le partage d'expérience et de connaissance entre acteurs institutionnels et de terrain des différents États membres.

Le **congrès inaugural** de la **Plateforme européenne pour l'accès aux droits personnels et familiaux en Europe**, initialement prévu en mars 2020, a eu lieu les 19 et 26 février 2021.



La plateforme est désormais en ligne : <https://epapfr.com/>

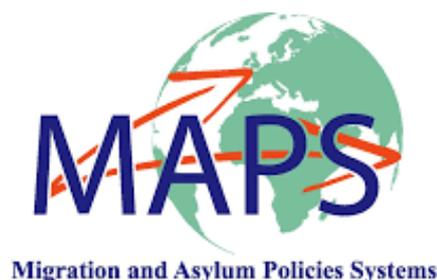


## L'action Jean Monnet Network Migration and Asylum Policies Systems (2019-2021)



Co-funded by the  
Erasmus+ Programme  
of the European Union

Programme Erasmus+ : *Jean Monnet Network on Migration and Asylum Policies Systems (MAPS)*  
Bénéficiaire du projet : Kiara Neri  
Référence : 599856-EPP-1- 2018-1-IT-EPPJMO-NETWORK  
Financement : 24 520 euros  
Durée : 3 ans



*Jean Monnet Network MAPS* is born within the context of the past experiences of Jean Monnet activities carried out in University of Naples "L'Orientale". European universities have joined this project, including: National and Kapodistrian University of Athens; University of A Coruña; University Jean Moulin Lyon 3; University of Malta; Universität Innsbruck; Queen Mary University London; University Goce Delchev; University Sarajevo School of Science and Technology (SSST); Stiftung Europa-Universität Viadrina Frankfurt (Oder).

MAPS aim to create an international platform of know-how on legal tools and best practices for stakeholders and in order to provide a coherent framework for risk assessment and sustainable management of different implementation on migration and asylum policies in EU member States.

This project is committed to promote both new content and new research and debating activities at international as well as national level in the field of the European integration studies. In particular, a comparative research will investigate differences in the asylum and migration laws and policies of Member States including their implementation under stress as a consequence of the ongoing crises in Syria, Iraq, Central and East Africa.

Starting from EU proposal of May 4, 2016 to amend the asylum system, Dublin IV, MAPS aims at highlighting key changes relating to general principles and safeguards of asylum system and the Corrective Allocation Mechanism (CAM) as regards as clearly differentiate between deficiencies in the legal design of the system and in its implementation, analysing weaknesses and the compliance with international law obligations to protect asylum claimants, refugees and migrants in general.

MAPS purpose is to become a reference points in the European Union on migration/ asylum issues areas and will take the role of multipliers and disseminate knowledge at national as international level through collecting and capitalizing information as well as provide analysis and perspectives on best practices.

At present, there is a lack of coordination between the academic institutions, the policy-makers and the civil society organizations specialized in migration and asylum seekers at national as international level, and different implementation systems of reception, asylum and inclusion policies in EU member States imply the restrain of migrants' integration process.

Among the main activities:

- teaching and e-learning;
- research groups on specific issues;
- international events (seminars, workshops and summer schools)

#### PROJECT COORDINATOR – CHIEF LEADER

University of Naples "L'Orientale" – Prof. Giuseppe Cataldi

#### PROJECT STEERING COMMITTEE

– University of Naples "L'Orientale" – Prof. Giuseppe Cataldi  
– National and Kapodistrian University of Athens – Prof. Maria Gavouneli;  
– The University of A Coruña – José Manuel Sobrino Heredia;  
– **University Jean Moulin Lyon 3 – Dr. Kiara Neri**;  
– University of Malta – Dr. Ivan Sammut;  
– Universität Innsbruck – Innsbruck University – Prof. Dr. Peter Hilpold;  
– Queen Mary University London – Dr. Violeta Moreno-Lax;  
– University Goce Delchev – Ana Nikodinovska Krstevska;  
– University Sarajevo School of Science and Technology – SSST – Dr. Maja Savic-Bojanic;  
– Stiftung Europa-Universität Viadrina Frankfurt (Oder) (Foundation European University Viadrina Frankfurt (Oder)), Prof. Dr. iur. Jens Lowitzsch

#### DEPUTY COORDINATORS

– Dr. Michele Corleto, researcher in international law – University Pegaso  
– Dr. Marco Fasciglione, researcher in international law – CNR/IRISS  
– Dr. Marianna Pace, Postdoctoral Research Fellow in international law, University of Naples "L'Orientale"

#### PROJECT MANAGER

– Prof. Anna De Meo  
– Prof. Luigi Mascilli Migliorini  
– Prof. Maria Cristina Ercolessi  
– Prof. Fabio Amato  
– Prof. Anna Liguori  
– Prof. Adele Del Guercio  
– Prof. Miguel Mellino  
– Prof. Daniela Pioppi

#### TEACHING STAFF

– Staff member Partner: National and Kapodistrian University of Athens – Prof. Maria Gavouneli;  
– The University of A Coruña – José Manuel Sobrino Heredia;  
– **University Jean Moulin Lyon 3 – Dr. Kiara Neri**;  
– University of Malta – Dr. Ivan Sammut;  
– Universität Innsbruck – Innsbruck University – Prof. Dr. Peter Hilpold;  
– Queen Mary University London – Dr. Violeta Moreno-Lax;  
– University Goce Delchev – Ana Nikodinovska Krstevska;  
– University Sarajevo School of Science and Technology – SSST – Dr. Maja Savic-Bojanic;  
– Stiftung Europa-Universität Viadrina Frankfurt (Oder) (Foundation European University Viadrina Frankfurt (Oder)), Prof. Dr. iur. Jens Lowitzsch

#### RESEARCH TEAMS

Research team Unior: Prof. Anna De Meo; Prof. Luigi Mascilli Migliorini; Prof. Maria Cristina Ercolessi; Prof. Fabio Amato; Prof. Anna Liguori; Prof. Adele Del Guercio; Prof. Miguel Mellino; Prof. Daniela Pioppi; Prof. Valentina Grado; Dr. Marianna Pace; Dr. Angela Pacelli; Dr. Anna Fazzini, Dr. Giuliana Doria, Dr. Michele Corleto, Dr. Marco Fasciglione, Dr. Valentina Rossi, Dr. Giorgia Bevilacqua, Prof. Oriana Capezio

#### EXECUTIVE COMMITTEE

Giuliana Doria, Phd candidate – University of Naples "L'Orientale" (Tutor); Anna Fazzini, Phd candidate – University of Naples "L'Orientale" (Tutor); Angela Pacelli, Phd candidate – University of Naples "L'Orientale" (Tutor); Lorenzo Riccio, Phd candidate – University of Naples "L'Orientale" (Tutor)

#### PROJECT MANAGER

Dr. Benedetta Bovenzi, University of Naples "L'Orientale"

## RÉALISATIONS

### 22 octobre 2021, La Corogne

Workshop avec les communications de **Pauline de Bilbao** et **Almodis Peyre**

### 23 septembre 2021, Chtip

Workshop avec les communications de **Liliana Haquin Sáenz** et **Mehtap Kaygusuz**

### 26 mars 2021, Lyon

Workshop *European Judges and Migration* (dir. sc. **Kiara Neri**)

### 26-27 novembre et 10 décembre 2020 :

Visioconférences, *Le rôle des agences de l'Union européenne dans le cadre de la migration* (EASO, FRA et FRONTEX)

### 24-25 février 2020, Sarajevo

Workshop avec les communications de **Kiara Neri** et **Loïc Robert**

### 23-24 septembre 2019, Naples

Réunion de lancement avec la participation de **Gaëlle Marti** et **Almodis Peyre**

## L'action Marie Sklodowska-Curie *Transition Governance and Law* (2019-2022)

Programme Horizon 2020, MSC Individual Fellowship :  
**Transition Governance and Law**  
Porteur du projet : **Aubin Nzaou**  
Référence : **MSCA-IF-GF-2018-845-118**  
Financement : **257 000 euros**  
Durée : **3 ans**



*This project entitled “NGOs & Transition Governance in Law”, or abbreviated “TransGov & Law” or TGL, aims to study the role of NGOs in the governance of the energy transition from a legal point of view. In international law, the energy transition appears implicitly in Article 2 of the Paris Agreement on Climate, as one of the viable solutions likely to favor the realization of the long-term objective of limiting the rise of the average global temperature to 2° C compared to the pre-industrial level. This Agreement calls for, particularly about Articles 10 to 16, the establishment of a Global Partnership between the various actors involved in the fight against climate change. The TGL project is part of this perspective by focusing specifically on the issue of the participation of civil society (NGOs) in the implementation of the energy transition.*

*The energy transition is part of the European Union’s realization of an “Energy Union”, which is one of the ten priorities of this organization for 2014-2019, based on three pillars. However, the success of this transition depends on the participation of all stakeholders, whether public (States, local authorities ...) or private (civil society, NGOs, companies, etc.).*

*The study of the phenomenon of climate change and its consequences for the future of the planet mobilizes the researchers of the exact sciences as much as those of*

*the human and social sciences. Lawyers must take their full part, especially in international law (seeing that it is a global problem), but also in European law and in French and comparative law. It is important to reflect on the role of the various actors, particularly the NGOs, the rules adopted or to be adopted, the areas covered and the modalities for implementing the energy transition. I engaged in such research as part of my PhD thesis, in which I demonstrated that although the reconciliation of environmental and economic goals remains of great interest in the context of the exploitation of natural resources, it must nevertheless now be integrated into a larger framework of the energy transition. I wish to develop this reflection by orienting it on the role of the NGOs in the governance of the energy transition; a theme that is only very little explored by the legal doctrine but appearing fundamental for its success.*

*The TGL project aims to identify, question, and examine the role of NGOs in, at the same time, the manufacture and implementation of energy law resulting from the energy transition commitment. The new energy system, which must be set up at the international, European and national levels, derives from the legal rules. The energy transition is, in other words, mainly a legal transition. The question of the governance of this transition therefore arises. It first raises the question of the emergence of an*

energy democracy: should States be the only ones to participate in this transition? It then raises the question of the reciprocal role of soft law and hard law, as well as their possible interactions in the governance of the energy transition. Based on the observation that the implementation of the latter depends to a large extent on the involvement of NGOs, the TGL project intends to show that this involvement can only be effective if certain mechanisms are put in place to this effect. Most of these mechanisms are directly related to State action, which should be verified. It is in light of these mechanisms that the analysis of the role of NGOs, as responsible partners of governments in the implementation of a sustainable transition, can be identified. But again, it is questionable whether, since the Paris Climate Agreement, States have put in place formal procedures and mechanisms for the involvement of NGOs at all levels, both in terms of rules only for the application of these rules. Finally, in the event that measures have been taken, is there a framework for dialogue or public

debate conducive to the expression, training and contribution of NGOs in this process, and then favorable to the constitution of a network of exchange and institutional partnership on the energy transition? My work will finally lead to reflect on the role of NGOs in the implementation *stricto sensu* of the energy transition. From this perspective, it will be necessary to find out whether the NGOs have put in place instruments for evaluating public policies on energy transition, likely to affect the whole process. In this context, it will also be asked whether the NGO-specific instruments of action promote the formation of advisory groups and take into consideration the jurisdictional procedures that guarantee the public interest, or private interests, in the area of energy transition. This analysis will also focus on the ambivalent role of NGOs in energy transition, especially when it comes to lobbies for sensitive issues.

**Dr. Aubin Nzaou**

## Main realizations 2021

December 15, 2021: Professor Tibisay Morgandi (Queen Mary University of London School of Law), *Energy Security and International Law*

December 8, 2021: Professor Robert Percival (University of Maryland—Carey School of Law), *Are Democracies Capable of Responding Effectively to the Climate Crisis?*

December 1, 2021: Professor Troy Rule (Arizona State University—Sandra Day O'Connor College of Law), *Utility Mission Creep*

November 22, 2021: Professor Lisa Sachs (Columbia University—Columbia Law School), *Role and Implications of International Investment Law for Energy, Natural Resources and Climate*

November 10, 2021: Professor Jan Laitos (University of Denver, Sturm College of Law), *Rethinking Environmental and Energy Law: Why Laws Should Conform to the Laws of Nature*

October 13, 2021: Professor Joe Aldy (Harvard Kennedy School of Government), *Learning How to Build Back Better: The Role and Potential of Clean Energy Policy Evaluation*

June 17, 2021: Professor Lisa Benjamin (Lewis & Clark Law School), *Evolving corporate climate liability - perspectives from the US and Europe*

## SUPERVISORS

**Professor Victor B. Flatt:** Dwight Olds Chair in Law and Director of the *Center for the Environment, Energy and Natural Resources* (EENR) at the University of Houston.

**Professor Bernadette Le Baut-Ferrarese:** Member of the *Center for European Studies* (CEE) at University of Lyon, co-director of the Master degrees "Climate Change Law" and "Energy Law"

May 25, 2021: *2nd Annual Global Energy Law and Policy Symposium «The Energy Transition in a COVID Altered World*

May 19, 2021: Professor Rebecca Bratspies (CUNY School of Law), *Renewable Rikers: Making a Just Energy Transition*

April 29, 2021: Professor Uma Outka (University of Kansas School of Law), *Energy Law, COVID, and Energy Burdens*

March 12, 2021 : Professor Joshua Galperin (University of Pittsburgh School of Law), *Uncommon Law: Judging in the Anthropocene*

March 2, 2021: Professor Alexandra Klass (University of Minnesota Law School), *Eminent Domain Law as Climate Policy*

January 21, 2021: Professor Roy Partain (University of Aberdeen School of Law), *Offshore Methane Hydrates - The Biggest Hidden Issue in Energy Law*

## 2.4. PROJETS NATIONAUX

### Le projet ANR JC JC MERCRO (2019-2021)

ANR Appel à projets générique 2018 : **La mer à la croisée des chemins : l'impact juridique de la superposition de régimes juridiques sur l'effectivité de la police en mer (MERCRO)**

Porteur de projet et coordinatrice : **Kiara Neri**

Référence : **ANR-18-CE39-0012-01**

Financement : **230 000 euros**

Durée : **3 ans**



La mer a toujours été un enjeu majeur pour les États et pour la communauté internationale, mais on constate qu'aujourd'hui plus que jamais, la mer est le lieu de tous les défis (économique, sécuritaire, environnemental, humain, etc.). Le défi sécuritaire est devenu un enjeu majeur pour l'Europe, le présent projet propose de se concentrer sur la criminalité en mer et sur les entraves juridiques à l'efficacité de la police sur cet espace. En effet, la porteuse du projet a eu l'occasion de constater, dans des travaux de recherches antérieurs<sup>1</sup>, l'existence d'un nombre important de règles internationales applicable à la lutte contre la criminalité en mer, aggravée par la multiplication des acteurs de la répression. C'est précisément cet enchevêtrement de régimes juridiques distincts qui va être à l'origine de la grande complexité pour les États d'agir en mer. L'objectif recherché sera ainsi d'étudier l'impact de la superposition de corps de règles de droit international sur l'efficacité de la police en mer et de préconiser des solutions.

L'hypothèse de recherche est la suivante : le morcellement et la sectorialisation du droit de la mer et la superposition de régimes juridiques distincts entravent l'efficacité de la lutte contre la criminalité en mer. Le projet se concentrera ainsi sur les effets du morcellement et étudiera des solutions potentielles, telles que le recours au Conseil de sécurité des Nations unies. Les verrous scientifiques et les défis techniques reposent sur la manière dont la doctrine internationaliste approche depuis plus d'un siècle le droit de la mer. En effet, les chercheurs se sont spécialisés dans un domaine précis du droit de la mer, ou dans une zone géographique, ou encore dans la lutte contre un crime en particulier. Dès lors, la difficulté méthodologique sera de dépasser ce cloisonnement des savoirs et des scientifiques, hérités du morcellement du droit et de penser la lutte contre la criminalité en mer dans sa globalité.

L'objectif du projet sera de produire des résultats scientifiques importants et de faire évoluer l'état de l'art sur la question.

- Deux ouvrages scientifiques seront publiés à la suite de la tenue des conférences internationales, ainsi qu'un article dans une revue scientifique de rang A
- Le projet s'est fixé des objectifs pratiques afin que les résultats soient connus des praticiens (décideurs et acteurs de la police en mer), mais surtout qu'ils soient adaptés aux problématiques qu'ils rencontrent et qu'ils leur proposent des solutions concrètes et pratiques

- Dès lors, le projet procèdera au recensement complet des règles et régimes juridiques de droit international applicables à la lutte contre la criminalité en mer. Ce recensement s'accompagnera de la rédaction d'un rapport et d'un tableau synthétique diffusé auprès des praticiens
- Par ailleurs, les membres du projet s'engagent à rédiger des recommandations contenant une série de solutions pratiques aux problématiques envisagées

---

1. K. NERI (dir.), *Le Conseil de sécurité des nations unies et la mer / United Nations Security Council and the Sea*, Naples, Editoriale Scientifica, 2018, 320 p. ; K. NERI, « La responsabilité de l'État dans le cadre des opérations d'interdiction maritime », p. 557-608 in K. TRAPP et E. PAPASTAVRIDIS (dir.), *La criminalité en mer / Criminal Acts at Sea*, Centre de recherche et d'études, Académie de droit international de La Haye, Martinus Nijhoff, 2014 ; K. NERI, *L'emploi de la force en mer*, Bruxelles, Bruylant, 2013, 625 p.

**24 et 25 juin 2021**

***The superposition of legal regimes at sea: Theoretical and practical challenges***  
Workshop  
dir. sc. Kiara Neri

**11 mars 2019**

**L'adaptation du droit de la mer aux enjeux contemporains**  
Conférence du Commissaire général Thierry Duchesne et première réunion du projet  
dir. sc. Kiara Neri

## Le projet ANR ORA V *GUARDINT* (2019-2021)

Programme ANR ORA V : ***Oversight and intelligence networks: Who guards the guardians? (GUARDINT)***

Bénéficiaire : **Marie-Laure Basilien-Gainche**

Référence : **ANR-18-ORAR-0006-02**

Financement : **29 000 euros**

Durée : **3 ans**



### PRÉSENTATION DU PROJET : *Researching surveillance, intelligence & oversight*

*GUARDINT is a European research project that examines surveillance, intelligence and oversight. The main goal is to build empirical and conceptual tools to better understand the limits and potential of intelligence oversight mechanisms.*

*Teams from leading research institutions in France, Germany and the United Kingdom are contributing to the 3-year collaborative project. Cross-disciplinary in nature, our work encompasses policy and legal analysis as well as sociological and historical research.*

[Learn more about the project](#)

## WORKSHOP 2021 | AVIGNON | 8-11 NOVEMBRE 2021

L'équipe **GUARDINT** France (CERI de Sciences Po Paris et EDIEC) a organisé un workshop fermé sur la collaboration internationale des services de renseignement et la mise en place de procédures de contrôle. Les autres équipes de recherche **GUARDINT** (Allemagne, Grande-Bretagne) et plusieurs invités internationaux ont contribué à l'élaboration d'une première étape du livrable final.

Le workshop a réuni des chercheurs de Sciences Po, du CNRS, du King's College, de la Queen Mary University of London, de la Montclair State University (USA), ainsi que des *think tanks* allemands participant au projet ORA à savoir la **Stiftung Neue Verantwortung** (NV) et le **Wissenschaftszentrum** de Berlin (WZB). Par ailleurs, le workshop a accueilli des journalistes d'investigation, des représentants des services et des représentants d'organismes de contrôle. Ces derniers ont demandé à rester anonymes.

Les universitaires ayant participé au workshop sont les suivants : **Prof. Didier Bigo** (Sciences Po Paris), **Prof. Elspeth Guild** (Queen Mary University of London), **Dr. Hager Ben Jaffel** (CNRS), **Dr. Ronja Kniep** (WZB), **Prof. Arnaud Kurze** (Montclair State University), **Bernadino Léon Reyes** (PhD, Sciences Po Paris), **Sarah Roller** (WZB), **Félix Tréguer** (Post doc, Sciences Po Paris), **Roxana Vermel** (Sciences Po Paris), **Ben Wagner** (TU Delft), **Thorsten Wetzling** (SNV).

Les objectifs du workshop étaient multiples : examiner les procédures de collaboration entre les services de renseignement des différents États impliqués, qu'elles soient formelles ou informelles, bilatérales et multilatérales ; réfléchir sur la mise en réseau d'organismes existants (tant institutionnels qu'universitaires) pour les impliquer dans un travail collectif en vue d'élaborer et des régulations et des mécanismes de contrôle ; trouver les moyens de mettre à jour les pratiques de violations des droits fondamentaux de populations qui sont l'objet d'opérations coercitives et intrusives.

Le workshop de novembre 2021 a permis que soit élaborée une note de recherche examinant les raisons que les services de renseignement avancent pour justifier de telles opérations de collaboration et explorant les problématiques tant juridiques que politiques qui résultent. A partir d'un tel constat, la note qui est en cours de finalisation inclut des propositions et des recommandations pour la mise en place d'un *oversight* international des services secrets dans les démocraties occidentales, mettant l'accent sur des mesures *bottom-up* et *top-down*.

Les résultats des travaux menés lors du workshop de novembre 2021 seront présentés dans une conférence qui devrait se tenir à Londres début 2022 (si les conditions sanitaires le permettent).

## 2.5. PROJETS DU SITE

### Le projet bourgeon UJML3 REPAIR (2022)

Programme **bourgeon** UJML3 2021 : **REPAIR. Violences sexuelles : changer les représentations sociales et culturelles, repenser les prises en charge judiciaires**

Porteur du projet : **Gaëlle Marti**

Référence : -

Financement : **10 000 euros**

Durée : **1 an**



Les chiffres des violences sexistes et sexuelles sont éloquentes. Pour ne mentionner que les viols et/ou tentatives de viol, ce sont chaque année 94 000 femmes qui en sont victimes. Les chiffres de la prise en charge de ces violences par le système judiciaire sont tout aussi significatifs : seules 12 % des victimes portent plainte en moyenne et, sur ces plaintes, 10 % seulement aboutissent effectivement à une condamnation.

Sur la base de ce constat, le projet vise, d'une part, à interroger la manière dont les représentations sociales des violences sexuelles permettent que de tels comportements aient lieu dans une impunité relative, et, d'autre part, à proposer des voies pour une justice véritablement réparatrice pour les victimes et transformative pour la société.

Le programme de recherche débutera en janvier et se terminera en décembre. Différents événements sont prévus afin de développer un réseau de chercheuses et chercheurs susceptibles de s'investir dans un projet sur le long terme, d'en identifier avec plus de précisions les enjeux et problématiques et d'en dessiner l'architecture et la structuration scientifique :

- un colloque (3-4 mars)
- un axe de recherche-crédation comportant : un procès fictif organisé (6 mai), préparé par 2 demi-journées de travaux avec les participant.e.s ; un cycle d'invitations littéraires sur l'écriture des violences sexuelles, en partenariat avec la Villa Gillet (novembre) ; 4 séminaires fermés réunissant les membres du comité de pilotage du projet (en janvier, juin, septembre et octobre), dans le but de faire le bilan des travaux engagés, recenser les chercheur.se.s intéressé.e.s par la participation à un programme de recherche à plus long terme.

#### Finalités du projet

- interroger la manière dont les représentations sociales des violences sexuelles permettent que de tels comportements aient lieu dans une impunité relative
- proposer des voies pour une justice véritablement réparatrice pour les victimes et transformative pour la société

#### Verrous scientifiques et caractère novateur du projet

- morcellement épistémologique du traitement des violences sexistes et sexuelles inter- et intradisciplinaire
- scission entre les études théoriques et les pratiques des acteurs institutionnels préjudiciable à la transformation du système judiciaire et des représentations en direction d'une justice réparatrice.

Le projet vise à remédier à ces deux écueils épistémologiques en mêlant les analyses disciplinaires (droit, sociologie, philosophie, disciplines artistiques et littéraires, etc.) et en associant les acteurs et parties prenantes concernées (milieux socio-culturels, acteurs institutionnels et judiciaires).

#### Résultats finaux escomptés

Le projet entend décloisonner les savoirs et faire dialoguer les analyses menées dans les différents champs disciplinaires sur la question des violences sexistes et sexuelles et leur traitement juridique et judiciaire. Une telle analyse interdisciplinaire est le préalable nécessaire à une profonde mutation du système, à laquelle le présent projet entend contribuer, éventuellement par la formulation de propositions concrètes de réformes.

## Le projet MSH-LSE *rgpdOS* (2022)

Programme **MSH-LSE** 2021-2022 : **RGPD aware Operating System (*rgpdOS*)**  
Porteur du projet : **Ludovic Pailler**  
Référence : -  
Financement : **12 000 euros**  
Durée : **1 an**



### Exposé du projet

Entré en vigueur depuis mai 2018, le règlement général sur la protection des données (RGPD) contraint les responsables de traitement et sous-traitants au respect d'un certain nombre de principes devant assurer la protection des données à caractère personnel des personnes concernées. Surtout, il opère un « changement complet de paradigme » (K. LENAERTS, « Le juge de l'Union européenne dans une Europe de la compliance », in M.-A. FRISON-ROCHE (dir.), *Pour une Europe de la compliance*, Dalloz, 2019, spéc. p. 10) en basculant vers la philosophie de la **compliance**. Cette obligation de mise en conformité est renforcée par le principe de **privacy by design**. Il impose le respect du RGPD dès la conception pour l'ensemble des outils de traitement des données. Mais marier la technique informatique et le droit n'est pas chose aisée. Ce dernier n'a pas été conçu en parfaite adéquation avec les techniques informatiques, eu égard à leur forte évolutivité. Les règles de droit ciblent principalement les opportunités et dangers que l'informatique fait naître. C'est donc à la lumière des obligations du RGPD qu'il convient de repenser l'architecture et les technologies informatiques, afin qu'elles rendent effectives la protection des données tout en préservant l'utilisabilité, la performance et l'évolutivité de l'outil.

Telle est l'ambition du projet *RGPD aware Operating System (rgpdOS)* : traduire et mettre en œuvre les exigences de la protection des données dans un outil technique au niveau du système d'exploitation, c'est-à-dire au point d'origine de la diffusion des données. Il s'agit de faire de la donnée l'élément central du système d'exploitation (ex. : *Windows, Linux*) et d'y implémenter directement les règles relatives à sa protection de sorte à concrétiser l'ambition même du RGPD qui est de garantir tout à la fois la protection des personnes concernées et la libre circulation des données.

### Objectifs et caractère ambitieux et novateur du projet

Le projet vise, du point de vue des SHS, à construire une approche dans laquelle le juriste devient co-concepteur du système d'exploitation en apportant son expertise fine des règles de droit, et des choix qu'elle offre, à l'architecte technique du système informatique. En d'autres termes, il s'agit de contribuer à la création d'un langage informatique de haut niveau pour exprimer formellement le contenu des lois et ses conséquences sur le système d'exploitation.

Le produit final de ce projet est *rgpdOS*, un système d'exploitation (à la Linux, le système le plus déployé dans les centres de données) garantissant un respect effectif du RGPD comme une solution informatique viable et performante.

Du point de vue de la méthode de travail, la transdisciplinarité et la complexité du projet de recherche requièrent nécessairement des échanges nombreux pour une acculturation mutuelle des partenaires. À cette fin, la méthode retenue sera celle d'ateliers de travail à effectif réduit. Trois stagiaires de niveau Master 2 (1 en droit et 2 en informatique : OS et langage ; financé par le dispositif « attractivité ENSé) pourraient également être recrutés afin d'assurer la coordination des travaux, de préparer les ateliers de travail notamment en concevant des supports didactiques, de préparer et d'approfondir certaines recherches voir de présenter certains points. Leur profil devra progressivement devenir transdisciplinaire.

## Programme de travail

**Phase 1. Identification des enjeux des systèmes d'exploitation pour la protection des données.** L'objectif de cette première phase est de permettre à l'ensemble des parties prenantes d'acquérir les données essentielles de la discipline partenaire. Cela suppose une acculturation des juristes à la structuration de ces systèmes, à leur mode de fonctionnement et à leur rôle dans la dissémination des données. Une acculturation des informaticiens aux grands principes de la protection des données est également à prévoir.

**Phase 2. Évaluation de l'architecture informatique envisagée.** Un deuxième atelier de travail aura une dimension plus interactive. Il s'agira d'échanger directement sur la structure informatique envisagée. L'enjeu est de mesurer les risques et les opportunités de l'architecture proposée au regard des règles de protection des données. Il se déroulera sur une journée au mois de février 2022. Il impliquera les deux responsables du projet ainsi que des chercheurs de chacun des deux établissements.

Des chercheurs extérieurs, notamment étrangers, pourront être invités pour présenter le résultat de leurs propres recherches sur des sujets connexes.

La publication d'un article sous signature commune dans une revue spécialisée de chacune des disciplines sera envisageable afin de valoriser les premiers fruits des échanges et de poser les grandes questions de la recherche projetée.

**Phase 3. Approche de la traduction des règles de droit en langage informatique.** S'agissant du plus important défi intellectuel et technique du projet, cette phase devrait durer entre 18 mois et 2 ans. Elle implique un ensemble de recherches approfondies et d'interactions étroites entre les chercheurs impliqués dans chacun des deux laboratoires afin de rapprocher le langage juridique du langage informatique.

Elle pourrait requérir l'organisation d'ateliers de travail supplémentaire pour faire le point sur l'avancée des travaux, partager des réflexions sur certains aspects, recevoir des chercheurs extérieurs susceptibles de contribuer à l'avancée des travaux.

Tout au long de cette phase, les chercheurs impliqués pourront publier des résultats préliminaires de leurs recherches dans des revues spécialisés de chacune des disciplines.

L'ensemble des ateliers de travail se dérouleront alternativement dans les locaux de Lyon 3 et de l'ENS en fonction de leur disponibilité et des besoins.

Tout au long du projet, les résultats intermédiaires des recherches feront l'objet de publications sous signature commune ou individuelle dans les revues spécialisées. Le résultat final fera l'objet d'un colloque de restitution et de débats. Les porteurs du projet feront les démarches nécessaires pour en assurer la publication.

## Calendrier

**Janvier 2022.** Atelier de travail « Identification des enjeux des systèmes d'exploitation pour la protection des données »

**Février 2022.** Atelier de travail « Évaluation de l'architecture informatique envisagée »

**Février 2022- juin 2024.** Traduction des règles de droit en langage informatique.

**Mars 2022-septembre 2022.** Trois stagiaires

# 3. MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

## 3.1. COLLOQUES, JOURNÉES D'ÉTUDES, ATELIERS, SÉMINAIRES ET CONFÉRENCES



21 janvier 2021

**Projet TGL (Aubin Nzaou, post-doc, Houston)**

*Offshore Methane Hydrates - The Biggest Hidden Issue in Energy Law*, by professor Roy Partain, University of Aberdeen, School of Law

[Vidéo en ligne](#)

**VISOCONFÉRENCE**  
**ÉNERGIE ET CITOYENNETÉ**

Sous la direction scientifique de  
**Bernadette LE BAUT-FERRARESE**, Professeur, EDIEC-CEE  
Responsable pédagogique du master Droit global du  
changement climatique

**Avec les contributions de :**

**Blanche LORMETEAU**, chercheur en droit, post-doc, projet FINCLIMLEX - ADEME, ISJFS, UMR 8103, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Olivier LANGEVIN**, Conseiller techniques collectivités à SPL, ALEC de la Grande Région Grand-est

**Louis DE FONTENELLE**, Maître de conférences en droit public à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, Titulaire de la chaire partenariale E2S UPPA «MOVE»

9H00-11H00  
**27 JANVIER 2021**

INFORMATIONS - TARIFS & INSCRIPTIONS SUR  
**FACEDROIT.UNIV-LYONS.FR**

**INSCRIPTION OBLIGATOIRE :**  
Centre d'études européennes  
cee@univ-lyon3.fr

**JEAN MOULIN** **EDIEC** **CEE**

27 janvier 2021

**Énergie et citoyenneté**

Visioconférence CEE

dir. sc. Bernadette Le Baut-Ferrarese



16 février 2021

**Projet TGL (Aubin Nzaou, post-doc, Houston)**

*Eminent Domain Law as Climate Policy*, by professor Alexandra Klass, University of Minnesota Law School

[Vidéo en ligne](#)



19 et 26 février 2021

**Projet européen EPAPFR (FIJI et CREDIP)**

Conférences de lancement de la plateforme EPAPFR  
dir. sc. Cécile Corso, Cyril Nourissat et Ludovic Pailler

[Vidéo en ligne](#)

**CONFÉRENCE** UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

**LES VICISSITUDES DE L'ÉTAT DE DROIT DANS L'UNION EUROPÉENNE**

par **Constantin Yannakopoulos**,  
Professeur de la Faculté de Droit de  
l'Université d'Athènes

Sous la direction scientifique de  
**Michaël KARPENSCHIF**, Professeur,  
EDIEC-CEE

16H00-18H00  
**10 MARS 2021**

En ligne

**INSCRIPTION OBLIGATOIRE**  
MARIE.BROSSARD@UNIV-LYON3.FR

JEAN MOULIN | IDEA LYON | CEE | EDIEC

10 mars 2021

## Les vicissitudes de l'État de droit dans l'Union européenne, par Constantin Yannakopoulos

Visioconférence IDEA/CEE  
dir. sc. Michaël Karpenschif

[Texte en ligne](#)

12 mars 2021

## Projet TGL (Aubin Nzaou, post-doc, Houston)

*Uncommon Law: Judging in the Anthropocene*, by  
professor **Joshua Galperin**, University of Pittsburgh  
School of Law

[Vidéo en ligne](#)



**COLLOQUE** UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

**LA CODIFICATION DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ FRANÇAIS À L'HEURE EUROPÉENNE**

Sous la direction scientifique de :  
**Ludovic PAILLER**, Professeur à l'université  
Jean Moulin Lyon 3

Avec les contributions de :  
**Jean-François de MONTGOLFIER**, Directeur des affaires civiles et du sésau,  
ministère de la Justice  
**Marc CAGNIART**, Notaire, SCP Castiglione, Paris  
**Alain DEVERS**, Maître de conférences HDR, université Jean Moulin Lyon 3  
**Emmanuel PUTMAN**, Professeur à l'université d'Aix-Marseille

14H00-17H00  
**18 MARS 2021**

En ligne

**CONTACT**  
EDIEC: MARIE.BROSSARD@UNIV-LYON3.FR

JEAN MOULIN | CREDIP | LexisNexis | EDIEC

18 mars 2021

## La codification du droit international privé français à l'heure européenne

Colloque comodal CREDIP  
dir. sc. Ludovic Pailler

[Vidéo en ligne](#)

26 mars 2021

## European judges and migration / MAPS Project

Workshop comodal CDI  
dir. sc. Kiara Neri et Julie Ferrero

**WORKSHOP** UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

**MAPS WORKSHOP**

European judges and migration

Sous la direction scientifique de :  
**Kiara NERI**, Maître de conférences HDR à l'université  
Jean Moulin Lyon 3 et directrice du CDI  
**Julie FERRERO**, Professeure de droit public à l'université Jean Moulin Lyon 3

9H00-15H00  
**26 MARS 2021**

**Salle Caillemet + online**  
Université Jean Moulin Lyon 3  
15 quai Claude Bernard - Lyon 7\*

**SIGN UP:**  
MARIE.BROSSARD@UNIV-LYON3.FR

JEAN MOULIN | Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union | MAPS | UN



6 avril 2021

### La Cour de justice et les signes religieux en entreprise,

Visioconférence CEE, avec **Hélène Surrel**, Professeure de droit public à Sciences Po Lyon et **Panagiota Katsorchi**, Docteure en droit et référendaire à la Cour de justice dir. sc. **Gaëlle Marti** et **Loïc Robert**



29 avril 2021 | **Projet TGL (Aubin Nzaou, post-doc, Houston)**

### *Energy Law, COVID, and Energy Burdens*

Conference by Professor **Uma Outka**, University of Kansas School of Law

[Vidéo en ligne](#)



11 mai 2021 | **Projet TGL (Aubin Nzaou, post-doc, Houston)**

### *Environmental Social Governance (ESG): Major Mover Towards Sustainable Energy Future*

Conference by **Shalanda Baker**, Deputy Director of Energy Justice, U.S. Department of Energy



19 mai 2021 | **Projet TGL (Aubin Nzaou, post-doc, Houston)**

### *Renewable Rikers: Making a Just Energy Transition That Builds Restorative Environmental Justice by*

Conference by Professor **Rebecca Bratspies**, City University of New York (CUNY) School of Law

[Vidéo en ligne](#)



25 mai 2021 | **Projet TGL (Aubin Nzaou, post-doc, Houston)**

***The Energy Transition in a COVID Altered World***

2nd Annual Global Energy Law and Policy Symposium

[Vidéo en ligne](#)



11 juin 2021

**L'influence de l'économie numérique sur le contrôle des concentrations – Récentes évolutions**

Conférence par Me Guillaume André, avocat, Arnold & Porter, Bruxelles

dir. sc. Étienne Durand



15 juin 2021

**Regards croisés sur les juridictions régionales**

Conférence par Laurence Burgorgue-Larsen et Laure Clément-Wilz

dir. sc. Gaëlle Marti et Julie Ferrero



17 juin 2021 | **Projet TGL (Aubin Nzaou, post-doc, Houston)**

***Evolving corporate climate liability - perspectives from the US and Europe***

Conference by Professor Lisa Benjamin, Lewis & Clark Law School

[Vidéo en ligne](#)



24 et 25 juin 2021

***The superposition of legal regimes at sea: Theoretical and practical challenges***

Workshop MERCRO

dir. sc. Kiara Neri

30 juin 2021

### Peuples, Nations, individus en péril

Colloque organisé par les étudiants du Master Droit international public

dir. sc. **Sandrine Cortembert** et **Laurine Harbuta**



13 septembre 2021

### Conférence de rentrée du Master Droit des organisations internationales, avec **Ariane Yvon**, Legal Officer au service juridique de l'Organisation mondiale du commerce

dir. sc. **Kiara Neri**

21 septembre 2021

**La protection des investissements réalisés dans le marché intérieur: les défis du XXI<sup>e</sup> siècle**, par **Paschalis Paschalidis**, Professeur associé à l'université Jean Moulin Lyon 3, Conférence de rentrée des masters de droit européen  
dir. sc. **Gaëlle Marti**





7 et 8 octobre 2021

## L'Institut de droit comparé Édouard Lambert dans le siècle

Colloque international organisé à l'occasion du centenaire de l'Institut de droit comparé de Lyon

dir. sc. **Frédérique Ferrand** et **Olivier Moréteau**



© Ludovic Pailler

Visionner les travaux du colloque

12 octobre 2021

## La répression des ouïghours sous l'angle du droit européen et international

Conférence de Raphaël Glucksmann, organisée par Yanis Bouhacine, étudiant en Master 2 Droit européen des affaires, directeur de *Amnesty Lyon 3* et Madeleine Bressat, étudiante en Master 2 Droit international à l'université Panthéon Assas

dir. sc. **Gaëlle Marti** et **Kiara Neri**



13 octobre 2021

## Learning How to Build Back Better: The Role and Potential of Clean Energy Policy Evaluation

Conférence du professeur **Joe Aldy** (Harvard Kennedy School of Government—Harvard University), *Virtual Lecture Series*, University of Houston Law Center, Environment Energy and Natural Resources Center

dir. sc. **Gina Warren** et **Aubin Nzaou**



4 et 5 novembre 2021

## Le droit de la sécurité de l'approvisionnement énergétique

Colloque organisé avec le soutien de l'université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA), du SGR de Lyon 3 et de l'EDIEC et sous le parrainage de *L'Énergie en lumière* et de l'Association des chercheurs en droit de l'énergie (ACDE)

dir. sc. **Bernadette Le Baut-Ferrarese**



8, 9, 10 et 11 novembre 2021

## Pour des mécanismes de contrôles des activités de collaborations internationales entre services de renseignement des démocraties

Atelier du projet ANR GUARDINT : Garder les gardiens

dir. sc. **Didier Bigo**

10 novembre 2021

## Rethinking Environmental and Energy Law: Why Laws Should Conform to the Laws of Nature

Conférence du professeur Jan Laitos (University of Denver, Sturm College of Law), *Virtual Lecture Series*, University of Houston Law Center, Environment Energy and Natural Resources Center

dir. sc. **Tracy Hester, Victor Flatt et Aubin Nzaou**



**COLLOQUE** UNIVERSITÉ LYON 3  
EDIEC

**EXISTE-T-IL UN SYSTÈME DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ DE L'UNION ?**

Bilan et perspectives de 20 ans de coopération judiciaire en matière civile

Sous la direction scientifique de **Ludovic PAILLER** et **Cyril NOURISSAT**  
Professeurs à l'Université Jean Moulin Lyon 3

**COLLOQUE**

Auditorium  
Université Jean-Baptiste Lully  
18 quai Claude Bernard - Lyon 3<sup>e</sup>

9H00-17H00  
17-18-19 NOVEMBRE 2021

INSCRIPTION OBLIGATOIRE:  
EDIEC : [marie.brossard@univ-lyon3.fr](mailto:marie.brossard@univ-lyon3.fr)

Le colloque se tient dans le respect des règles sanitaires.

EDIEC, CREDIP, AFE

17, 18 et 19 novembre 2021

## Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ? Bilan et perspectives de 20 ans de coopération judiciaire en matière civile

Colloque organisé avec le soutien de la Chaire notariale européenne, du SGR de Lyon 3 et de l'EDIEC

dir. sc. **Ludovic Paillet et Cyril Nourissat**



[Visionner les travaux du colloque](#)



22 novembre 2021

*Role and Implications of International Investment Law and Energy, Natural Resources and Climate*

Conférence du professeur Lisa Sachs (Columbia University-Columbia Law School), *Virtual Lecture Series*, University of Houston Law Center, Environment Energy and Natural Resources Center

dir. sc. **Gina Warren, Victor Flatt et Aubin Nzaou**



1<sup>er</sup> décembre 2021

*Utility Mission Creep*

Conférence du professeur Troy Rule (Arizona State University-Sandra Day O'Connor College of Law), *Virtual Lecture Series*, University of Houston Law Center, Environment Energy and Natural Resources Center

dir. sc. **Victor Flatt et Aubin Nzaou**



7 décembre 2021

**Respect de l'Etat de droit dans l'Union : le droit suffira-t-il ?**

Masterclass IDEA, conférence de Melchior Wathelet

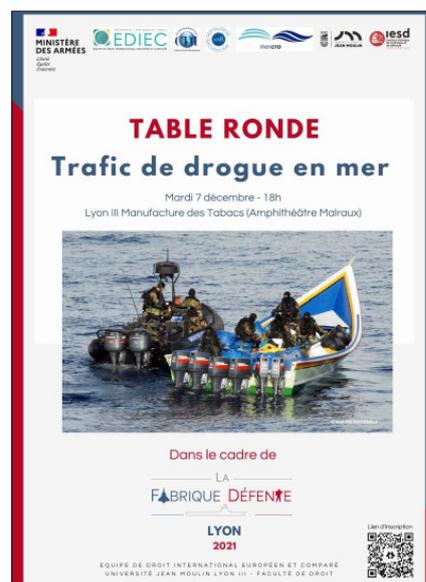
dir. sc. **Michaël Karpenschif**

7 décembre 2021

**Trafic de drogue en mer**

Table ronde, MERCRO / IESD *La semaine Défense*, conférence de Dominique Bucas

dir. sc. **Gaëtan Balan et Kiara Neri**

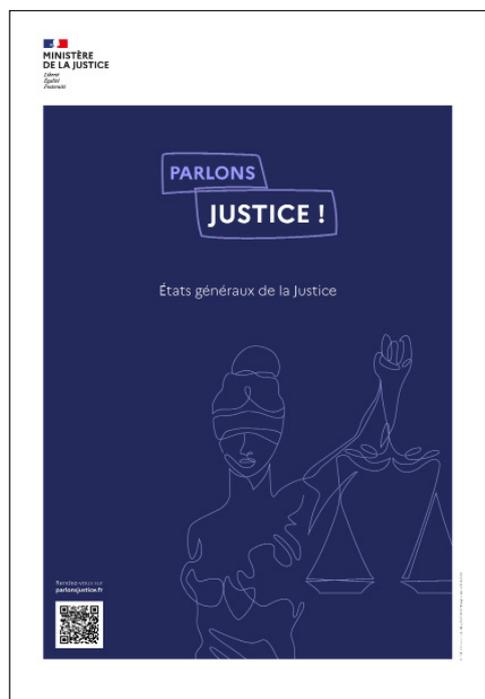


8 décembre 2021

**Are Democracies Capable of Responding Effectively to the Climate Crisis?**

Conférence du professeur Robert Percival (University of Maryland-Carey School of Law), *Virtual Lecture Series*, University of Houston Law Center, Environment Energy and Natural Resources Center

dir. sc. **Victor Flatt** et **Aubin Nzaou**



9 décembre 2021

**États généraux de la justice**

dir. sc. **Frédérique Ferrand**



© David Venier

15 décembre 2021

**Energy Security and International Law**

Conférence du professeur Tibisay Morgandi (Queen Mary University of London School of Law), *Virtual Lecture Series*, University of Houston Law Center, Environment Energy and Natural Resources Center

dir. sc. **Victor Flatt** et **Aubin Nzaou**



## 3.2. COMMUNICATIONS (COLLOQUES, JOURNÉES D'ÉTUDES, ATELIERS, SÉMINAIRES ET CONFÉRENCES)

### Louis d'Avout

La notion de « système » de droit international privé, colloque *Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ?* (dir. sc. Ludovic Pailler et Cyril Nourissat), Lyon, UJML3, 17-19 novembre 2021

### Gaëtan Balan

Des programmes de recherche pour une application concrète du droit de la mer, *Le Podcast du droit international* (dir. Pauline de Bilbao), épisode 2, 22'15, 24 mars 2020

### Gaëtan Balan et Kristoffer Svendsen

*Deep-Sea Mining: State Control and Enforcement measures*, workshop MERCRO: *The superposition of legal. Theoretical and practical challenges* (dir. sc. Kiara Neri), Lyon, UJML3, 24 juin 2021

### Gaëtan Balan et Kiara Neri

Direction scientifique, conférence *Trafic de drogue en mer*, par Dominique Bucas, table ronde MERCRO / IESD La semaine Défense, Lyon, UJML3, 7 décembre 2021

### Maxime Barba

Le secret des affaires. Décret n° 2018-1126 du 11 décembre 2018 relatif à la protection du secret des affaires, formation *La preuve en matière commerciale*, Paris, École nationale de la magistrature, 10 septembre 2021

### Joseph Basilien, Chloé Leduque et Aurore Camuzat

Table ronde « Regards intérieurs, Cour de cassation », colloque *Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ?* (dir.

sc. Ludovic Pailler et Cyril Nourissat), Lyon, UJML3, 17-19 novembre 2021

### Florian Berger

Le bien-être animal dans l'Union européenne : le temps d'accélérer la cadence ?, 4<sup>e</sup> Journée de la jeune recherche de l'AFEE, *Le bien-être animal dans l'Union européenne : le temps d'accélérer la cadence ?* (dir. sc. Mathieu Rouy, Barbara Thibault et Laura Walz), université de Bordeaux, 22 octobre 2021

### Pauline de Bilbao et Almodis Peyre

*Irregular Maritime Migration: A study case of the border between France and United Kingdom*, colloque MAPS International Conference: *Irregular Migrations in Europe, a Perspective from the Sea Basins*, université La Corogne, faculté de droit, 22 octobre 2021

### Arnaud Billion

Le droit d'auteur comme avatar des rites pacificateurs, 7<sup>e</sup> Congrès général, *Juris Diversitas. The Dark Side of the Law*, juin 2021

Informatique et valeurs : dépasser l'idéalisme technologique et la pensée prescriptive, colloque *L'Europe et les nouvelles technologies*, Association française d'études européennes, Aubervilliers, juin 2021

### Yousra Chaaban

Droit égyptien et législations comparées, colloque *Law(s) and International relations: Actors, institutions and comparative legislations* » (dir. sc. Pierre Allorant), Orléans, 15-17 septembre 2021

## Blandine de Clavière

Rôle de la Cour de justice dans la construction d'un système de droit international privé de l'Union, colloque *Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ?* (dir. sc. Ludovic Pailler et Cyril Nourissat), Lyon, UJML3, 17-19 novembre 2021

## Cécile Corso

Présentation de l'EPAPFR – Présentation du projet européen EPAPFR, colloque *Conférence de lancement de la plateforme EPAPFR (Projet FIJI-CREDIP)*, Lyon, FIJI Rhône-Alpes/CREDIP (dir. sc. Cécile Corso, Cyril Nourissat et Ludovic Pailler), Lyon, 26 février 2021

## Ester del Nonno

*Italy's informal pushbacks of migrants on the Balkan route deemed illicit*, workshop *European judges and migration MAPS Project* (dir. sc. Kiara Neri et Julie Ferrero), Lyon, UJML3, 26 mars 2021

## Alain Devers

Animation de la table ronde « Regards intérieurs, Cour de cassation », colloque *Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ?* (dir. sc. Ludovic Pailler et Cyril Nourissat), Lyon, UJML3, 17-19 novembre 2021

## Alain Devers et Marc Cagniard

La codification à l'heure européenne vue des praticiens, colloque comodal *La codification du droit international privé français à l'heure européenne* (dir. sc. Ludovic Pailler), Lyon, UJML3, 18 mars 2021

## Bienvenu Criss-Dess Dongar

L'émergence en droit international d'un droit des peuples au soulèvement pacifique contre un système politique oppressif, *Le Podcast du droit international* (dir. Pauline

de Bilbao), épisode 7, 31'09, 2 juin 2021

## Étienne Durand

Présidence de la table ronde « Le défi de la rupture d'approvisionnement », colloque *Le droit de la sécurité d'approvisionnement énergétique dans l'Union européenne* (dir. sc. Bernadette Le Baut-Ferrarese), Lyon, UJML3, 4-5 novembre 2021

## Yves El Hage

Les lacunes du droit secondaire. L'exemple des atteintes à la vie privée, colloque *Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ?* (dir. sc. Ludovic Pailler et Cyril Nourissat), Lyon, UJML3, 17-19 novembre 2021

## Frédérique Ferrand

Allocution d'ouverture, colloque *Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ?* (dir. sc. Ludovic Pailler et Cyril Nourissat), Lyon, UJML3, 17-19 novembre 2021

Présidence de la table ronde « Actualité et avenir de la méthode comparative », colloque international *L'Institut de droit comparé Édouard Lambert dans le siècle* (dir. sc. Frédérique Ferrand et Olivier Moréteau), Lyon, UJML3, 7-8 octobre 2021

## Frédérique Ferrand et Olivier Moréteau

Direction scientifique, colloque international *L'Institut de droit comparé Édouard Lambert dans le siècle* (dir. sc. Frédérique Ferrand et Olivier Moréteau), Lyon, UJML3, 7-8 octobre 2021

## Julie Ferrero

*Vulnerability is in the eye of the beholder: the ECHR and the asylum seeker*, workshop *European judges and migration MAPS Project* (dir. sc. Kiara Neri et Julie Ferrero), Lyon, UJML3, 26 mars 2021

### Victor Flatt et Aubin Nzaou

Direction scientifique, conférence *Energy Security and International Law*, par Tibisay Morgandi (Queen Mary University of London School of Law), *Virtual Lecture Series*, University of Houston Law Center, Environment Energy and Natural Resources Center, 15 décembre 2021.

Direction scientifique, conférence *Are Democracies Capable of Responding Effectively to the Climate Crisis?*, par Robert Percival (University of Maryland-Carey School of Law), *Virtual Lecture Series*, University of Houston Law Center, Environment Energy and Natural Resources Center, 8 décembre 2021.

Direction scientifique, conférence *Utility Mission Creep*, par Troy Rule (Arizona State University-Sandra Day O'Connor College of Law), *Virtual Lecture Series*, University of Houston Law Center, Environment Energy and Natural Resources Center, 1<sup>er</sup> décembre 2021

### Laurence Francoz-Terminal

Présidence de la table ronde « Le rayonnement du droit comparé », colloque international *L'Institut de droit comparé Édouard Lambert dans le siècle* (dir. sc. Frédérique Ferrand et Olivier Moréteau), Lyon, UJML3, 7-8 octobre 2021

*Social Parenthood in France*, Webinar *Social Parenthood in a comparative perspective* (dir. sc. C. Huntington, C. Joslin, D. NeJaime et C. Von Bary), New York City, Fordham Law School, 1<sup>er</sup>-2 juin 2021

### Valérie Gosel-Le Bihan, Jeremy Heymann et Guillaume Protière

Direction scientifique, colloque *Le droit prétexte*, 5<sup>e</sup> édition des *Transversales de Lyon 2*, Lyon, 26 novembre 2021

### Liliana Haquin Sáenz

*The future of climate refugees' legal status in Europe*, MAPS Courses, session 3, Lyon, UJML3, 14 septembre 2021

*Le sort des minorités en droit international contemporain*, *Le Podcast du droit international* (dir. Pauline de Bilbao), épisode 5, 32'49, 6 mai 2021

### Liliana Haquin Sáenz et Mehtap Kaygusuz

*The Externalization of the Asylum: A Process to Limit Asylum?*, workshop MAPS, *Outsourcing and cooperation with third countries: Deconstructing the formal and the informal in migration and asylum policies*, (dir. sc. Ana Nikodinovska Krstevska et Olga Koshevaliska), Chtip, university Goce Delchev (Faculty of Law), 23 septembre 2021

### Tracy Hester, Victor Flatt et Aubin Nzaou

Direction scientifique, conférence *Rethinking Environmental and Energy Law: Why Laws Should Conform to the Laws of Nature*, par Jan Laitos (University of Denver, Sturm College of Law), *Virtual Lecture Series*, University of Houston Law Center, Environment Energy and Natural Resources Center, 10 novembre 2021

### Jeremy Heymann

Le droit, prétexte à l'investigation du champ artistique : la bande dessinée, colloque *Le droit prétexte* (dir. sc. Valérie Gosel-Le Bihan, Jeremy Heymann et Guillaume Protière), 5<sup>e</sup> éd. des *Transversales de Lyon 2*, Lyon, 26 novembre 2021

Présidence de la table ronde « Du point de vue des méthodes », colloque *Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ?* (dir. sc. Ludovic Pailler et Cyril Nourissat), Lyon, UJML3, 17-19 novembre 2021

*Regards conclusifs*, colloque *Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ?* (dir. sc. Ludovic Pailler et Cyril Nourissat), Lyon, UJML3, 17-19 novembre 2021

La « confiance mutuelle » entre les États fédérés. Comparaison Union européenne et États-Unis d'Amérique, colloque *La*

*confiance mutuelle dans l'Espace de liberté, de sécurité et de justice : crise(s) et perspectives* (dir. Emanuel Castellarin, Étienne Farnoux et Samuel Fulli-Lemaire), université de Strasbourg, 7-8 octobre 2021

**L'État doit-il être juridiquement contraint dans la sphère privée internationale ?**, 15<sup>e</sup> Journée doctorale Droit – Philosophie : *L'État*, Saint-Étienne, 25 juin 2021

**La nature juridique de ladite « Cour suprême » de Facebook**, colloque *L'entreprise instituée procureur et juge d'elle-même par le Droit de la compliance* (dir. sc. Jean-Christophe Roda et Marie-Anne Frison-Roche), Lyon, ERLJ-Centre du droit de l'entreprise, 23 juin 2021

### Michaël Karpenschif

Direction scientifique, conférence *Respect de l'Etat de droit dans l'Union : le droit suffit-il ?*, par Melchior Wathelet, Masterclass IDEA Lyon, UJML3, 7 décembre 2021

### Pierre-François Laval

Conclusion : André Gros, et la fonction de juriconsulte du ministère des Affaires étrangères, colloque *Law(s) and International relations: actors, institutions and comparative legislations* » (dir. sc. Pierre Allorant), Orléans, 15-17 septembre 2021

### Bernadette Le Baut-Ferrarese

Direction scientifique, colloque *Le droit de la sécurité d'approvisionnement énergétique dans l'Union européenne*, Lyon, UJML3, 4-5 novembre 2021

*The place of nuclear power in the energy transition. EU law between ambivalence and ambiguity*, 2nd Annual Global Energy Law and Policy Symposium: « *The Energy Transition in a COVID Altered World* » (dir. sc. Aubin Nzaou), University of Houston Law Center, 25 mai 2021

### Bernadette Le Baut-Ferrarese et Étienne Durand

L'appropriation de la sécurité d'approvisionnement en énergie par le droit, colloque *Le droit de la sécurité d'approvisionnement énergétique dans l'Union européenne* (dir. sc. Bernadette Le Baut-Ferrarese), Lyon, UJML3, 4-5 novembre 2021

### Rosalie Le Moing

**Les « normes grises » du droit international public**, *Le Podcast du droit international* (dir. Pauline de Bilbao), épisode 1, 23'05, 10 mars 2020

### Gaëlle Marti

*Democracy and market in the EU*, Conférence de rentrée solennelle, université de Bologne, Département de droit et sciences politiques, 18 novembre 2021

### Gaëlle Marti et Sylvie Guillaume

Le Parquet financier européen : vers un espace commun de justice pénale dans l'Union européenne, conférence *Mouvement européen – Rhône*, Lyon, 18 mars 2021

### Tibisay Morgandi, Prof. Tracy et Aubin Nzaou

Energy Security in International Law, Environment Energy and Natural Resources Center, University of Houston Law Center, Houston, 15 novembre 2021

### Pierre Musy

**Les zones maritimes disputées**, *Le Podcast du droit international* (dir. Pauline de Bilbao), épisode 6, 22'31, 19 mai 2021

### Louis Navé et Georges Tirel

Le cadre juridique de l'Union européenne, colloque *Le droit de la sécurité d'approvisionnement énergétique dans l'Union eu-*

ropéenne (dir. sc. Bernadette Le Baut-Ferrarese), Lyon, UJML3, 4-5 novembre 2021

### Kiara Neri

*Introduction-Environmental migrations*, Lyon, 14 septembre 2021 et organisation du programme de Cours en ligne du projet **MAPS**, Lyon, UJML3, 14-15 septembre 2021

*MAPS: Migration and Asylum Policies Systems*, *Le Podcast du droit international* (dir. Pauline de Bilbao), épisode 9, 22'53, 30 juin 2021

*The MERCRO Project: achievements and "ongoing" activities*, workshop MERCRO *The superposition of legal. Theoretical and practical challenges* (dir. sc. Kiara Neri), Lyon, UJML3, 24 juin 2021

Introduction to the conference: L'impact de la superposition des régimes juridiques sur l'effectivité de la police en mer – Le cas de la police environnementale, colloque *The 3rd Conference of the Faculty of Law on the International Law of the Sea*, Izmir University of Economics, 20 mai 2021

### Cyril Nourissat

Présidence de la table ronde « Du point de vue des acteurs », colloque *Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ?* (dir. sc. Ludovic Pailler et Cyril Nourissat), Lyon, UJML3, 17-19 novembre 2021

Questions générales sur l'accès aux droits et sur la mise en œuvre des règlements de l'UE, colloque *Conférence de lancement de la plateforme EPAPFR (Projet FIJI-CREDIP)*, Lyon, FIJI Rhône-Alpes/CREDIP (dir. sc. Cécile Corso, Cyril Nourissat et Ludovic Pailler), Lyon, 26 février 2021

### Aubin Nzaou

*What Does it Mean to be a Social Science's Researcher?*, colloque *Online talks with European Countries schools, Virtual Annual Workshop*, Session 3-Science is Wonderful 2021 Live event, Bruxelles, 22-26 novembre 2021

*Non-State Actors and Climate Litigation: How Climate Change Debate is Shifting from a Political to a Legal Debate*, colloque *World Congress on Climate Change and Ecosystem Climate Change 2021*, Virtual Symposium, Londres, 6-7 octobre 2021

### Aubin Nzaou et Marie-Agnès Feukeu Tchioumba

*Sanctions for Breaches of African Union Law*, colloque *International Symposium on Sanctions and Africa: an International Law and Politics Conference*, Coventry University London Law School, 9-10 décembre 2021

### Aubin Nzaou et Rafael Leal-Acas

Le cadre juridique international, colloque *Le droit de la sécurité d'approvisionnement énergétique dans l'Union européenne* (dir. sc. Bernadette Le Baut-Ferrarese), Lyon, UJML3, 4-5 novembre 2021

### Ludovic Pailler

Présidence de la table ronde « Premiers regards », colloque *Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ?* (dir. sc. Ludovic Pailler et Cyril Nourissat), Lyon, UJML3, 17-19 novembre 2021

Transfert des données personnelles, confiance mutuelle et États tiers, colloque *La confiance mutuelle dans l'Espace de liberté, de sécurité et de justice : crise(s) et perspectives* (dir. Emanuel Castellarin, Étienne Farnoux et Samuel Fulli-Lemaire), université de Strasbourg, 7-8 octobre 2021

Allocution d'ouverture, colloque *comodal La codification du droit international privé français à l'heure européenne* (dir. sc. Ludovic Pailler), Lyon, UJML3, 18 mars 2021

Conclusion, colloque *Conférence de lancement de la plateforme EPAPFR (Projet FIJI-CREDIP)*, Lyon, FIJI Rhône-Alpes/CREDIP (dir. sc. Cécile Corso, Cyril Nourissat et Ludovic Pailler), Lyon, 26 février 2021

## Ludovic Pailler et Cyril Nourissat

Direction scientifique, colloque **Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ?**, Lyon, UJML3, 17-19 novembre 2021

*Ratio colloqui*, colloque *Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ?* (dir. sc. Ludovic Pailler et Cyril Nourissat), Lyon, UJML3, 17-19 novembre 2021

## Cécile Pellegrini

Discussion « **Regards intérieurs, Cour de justice** », colloque *Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ?* (dir. sc. Ludovic Pailler et Cyril Nourissat), Lyon, UJML3, 17-19 novembre 2021

## Almodis Peyre

*Superposition of legal regimes in detention on board*, workshop MERCRO, *The superposition of legal. Theoretical and practical challenges* (dir. sc. Kiara Neri), 24 juin 2021

## Luis Piqueras Ferriz

Du droit comparé à la traduction du droit : sur le concept d'(in)équivalence dans la traduction du contrat de bail espagnol, université d'Alicante, 13 mai 2021

*Problemática asociada a la traducción de lo jurídico en contexto (fr-es/es-fr). Propuesta de metalenguaje en torno al concepto de equivalencia* [Problématique associée à la traduction du juridique en contexte (fr-es/es-fr). Proposition de métalangage sur le concept d'équivalence juridique], *Journées des doctorants en Traductologie 2021*, universités d'Alicante et de Valladolid, 16 mars 2021

## Clémentine Pouzet

L'intelligence artificielle, conférence, Lyon, UJML3, Collège de droit, 8 novembre 2021

Regards croisés sur l'intelligence artifi-

cielle : le Conseil de l'Europe et l'UE, Journée Patrick Daillier : *Stratégies juridiques européennes sur la scène internationale : entre projection et négociation*, université Paris Nanterre (CEDIN), 12 mars 2021

## Loïc Robert

Présidence de la table ronde « **L'échelle internationale et européenne** », colloque *Le droit de la sécurité d'approvisionnement énergétique dans l'Union européenne* (dir. sc. Bernadette Le Baut-Ferrarese), Lyon, UJML3, 4-5 novembre 2021

Les figures du chef de l'État dans la jurisprudence de la Cour EDH, colloque en ligne *Les figures contemporaines du chef de l'État en régime parlementaire* (dir. sc. Vanessa Barbé, Bertrand-Léo Combrade et Bertrand Ridard), 10-11 mai 2021

Le recours en responsabilité dans la jurisprudence de la Cour EDH, colloque *La protection des droits fondamentaux par le recours en responsabilité administrative* (dir. sc. Jérôme Travard), Lyon, UJML3, 18 juin 2021

*What is a deprivation of liberty? The Hungarian Transit Zones in the recent case Law of European Courts*, workshop *European judges and migration MAPS Project* (dir. sc. Kiara Neri et Julie Ferrero), Lyon, UJML3, 26 mars 2021

Extraterritorialité et exceptionnalisme juridique européen, colloque en ligne *Union européenne et extraterritorialité. Acteurs, fonctions, réactions* (dir. sc. Cécile Rapoport et Alan Hervé), Rennes, 21-22 janvier 2021

## Mathieu Rouy

Bien-être animal et droits fondamentaux, 4<sup>e</sup> Journée de la jeune recherche de l'AFEE, *Le bien-être animal dans l'Union européenne : le temps d'accélérer la cadence ?* (dir. sc. Mathieu Rouy, Barbara Thibault et Laura Walz), université de Bordeaux, 22 octobre 2021

Entre extension et fragmentation du

champ d'application du droit de l'UE : le cas de la citoyenneté européenne, Atelier doctoral *Le Champ du droit de l'Union*, Paris, université Paris II – Panthéon-Assas, 5 mars 2021

### **Mathieu Rouy, Barbara Thibault et Laura Walz**

Direction scientifique, 4<sup>e</sup> Journée de la jeune recherche de l'AFEE, *Le bien-être animal dans l'Union européenne : le temps d'accélérer la cadence ?*, université de Bordeaux, 22 octobre 2021

### **Blanche Sousi**

Propos introductifs de la table ronde « La vente aux enchères de meubles incorporels », colloque *Convention annuelle du Syndicat national des maisons de ventes*, Paris, SYMEV, 23 novembre 2021

Présidence de la table ronde « La vente aux enchères de meubles incorporels », colloque *Convention annuelle du Syndicat national des maisons de ventes*, Paris, SYMEV, 23 novembre 2021

Direction scientifique, colloque *Les NFTs et le marché de l'art* (dir. sc. **Blanche Sousi**), Institut Art & Droit, Paris, INHA, 18 octobre 2021

Propos introductifs, colloque *Les NFTs et le marché de l'art* (dir. sc. **Blanche Sousi**), Institut Art & Droit, Paris, INHA, 18 octobre 2021

Présidence, Webinaire *Les enjeux juridiques des NFTs : l'exemple du marché de l'art* (dir. **Franck Marmoz**), Lyon, IDEA et Institut Art & Droit, 2 juin 2021

### **Abdoulaye Sow**

L'influence de l'Union européenne sur les processus d'intégration d'Afrique de l'Ouest, *Le Podcast du droit international* (dir. **Pauline de Bilbao**), épisode 10, 49'20, 26 novembre 2021

### **Édouard Treppoz**

**Les sources internes de l'Union. Droit secondaire**, colloque *Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ?* (dir. sc. **Ludovic Pailler** et **Cyril Nourissat**), Lyon, UJML3, 17-19 novembre 2021

### **Gina Warren, Victor Flatt et Aubin Nzaou**

Direction scientifique, conférence *International Investment Law and Energy, Natural Resources and Climate*, par **Lisa Sachs** (Columbia University-Columbia Law School, *Virtual Lecture Series*, University of Houston Law Center, Environment Energy and Natural Resources Center, 22 novembre 2021

### **Gina Warren et Aubin Nzaou**

Direction scientifique, conférence *Learning How to Build Back Better: The Role and Potential of Clean Energy Policy Evaluation*, par **Joe Aldy** (Harvard Kennedy School of Government—Harvard University), *Virtual Lecture Series*, University of Houston Law Center, Environment Energy and Natural Resources Center, 13 octobre 2021

# 4. FORMATION PAR LA RECHERCHE

## 4.1. SOUTENANCES DE THÈSES

**Anne-Sophie Delobre**

*L'arbitrage familial international*

Thèse en droit international, européen et comparé, dirigée par Alain Devers  
Soutenue le 22 janvier 2021

**Abdoulaye Sow**

*L'influence de l'Union européenne sur les processus d'intégration en Afrique de l'Ouest*

Thèse en droit international, européen et comparé, dirigée par Gaëlle Marti et Kiara Neri  
Soutenue le 22 janvier 2021



**Résumé :** L'Union européenne exerce une influence active et une influence passive sur les organisations régionales africaines. L'influence active résulte de l'action extérieure de l'UE. L'Union s'emploie, par le biais ses relations conventionnelles, à exporter son modèle et à assurer la promotion de ses valeurs. L'influence passive est, quant à elle, plutôt une influence subie. C'est une influence voulue et désirée par les organisations régionales africaines. Cette influence n'est pas imposée ou exercée, elle découle de la force d'attraction du modèle européen. En effet, l'Union européenne, en dehors de toute politique conventionnelle, est objet de fascination.

Ce sont ces deux formes d'influence qu'aborde cette étude. L'objectif central de

la recherche est d'interroger les similitudes, mais aussi de questionner la pertinence de la transposition du modèle européen dans un environnement autre que le sien.

Les logiques d'intégration n'étant pas identiques, les organisations régionales africaines optent pour un mimétisme juridique et institutionnel limité.



## Mandiou Traore

*Le règlement des litiges commerciaux en Afrique de l'Ouest*  
Thèse en droit privé, dirigée par Béatrice Jaluzot  
Soutenue le 29 janvier 2021

**Résumé :** L'organisation du règlement des litiges commerciaux en Afrique de l'Ouest, notamment dans les États Parties au Traité OHADA, est marquée à la fois par l'intervention des juridictions nationales d'instance et d'appel et de la Cour commune de justice et d'arbitrage. En effet, la mise en place d'une législation commune en matière de droit des affaires a nécessité l'institution d'une Cour de cassation unique pour unifier la jurisprudence. L'uniformisation de la jurisprudence a conduit à la mise à l'écart des juridictions nationales supérieures de tout enjeu de règlement de litiges liés à l'application du droit uniforme excepté les décisions appliquant des sanctions pénales.

Dès lors, les relations entre les deux ordres de juridictions supérieures sont plus empreintes de conflits que basées sur un véritable dialogue des juges.

Eu égard à ce qui précède, pour assurer aux opérateurs économiques un meilleur règlement de leurs litiges en évitant les

difficultés liées au règlement judiciaire, il convient de promouvoir d'autres outils alternatifs de règlement des litiges. Dès lors, l'adoption des actes uniformes relatifs à l'arbitrage et à la médiation ont permis de donner aux opérateurs économiques, d'autres lieux alternatifs pour régler leurs litiges. En outre, le développement des centres d'arbitrage, de médiation et de conciliation semble être une alternative aux juridictions judiciaires. Au regard des multiples saisines du centre d'arbitrage, de médiation et de conciliation de Ouagadougou par les banques et établissements financiers, les sociétés d'assurances, de transports et de télécommunications, les entreprises minières et énergétiques, l'on peut en déduire que ce centre joue un rôle important dans le règlement alternatif des litiges commerciaux en Afrique de l'Ouest.

**Marylou Françoise**

*L'office du juge en conflit de lois. Étude en droit de l'Union européenne*

Thèse en droit international, européen et comparé,  
dirigée par **Jean-Sylvestre Bergé** et **Ludovic Paillet**  
Soutenue le 15 novembre 2021



© Athénaïs Moralès

**Résumé :** L'élaboration de règles de conflit de lois uniformes par l'Union européenne accompagne le projet du développement d'un espace européen de justice civile visant à garantir la prévisibilité des litiges.

L'uniformisation européenne des règles de conflit de lois ne s'est accompagnée d'aucun régime procédural unifié. L'internationalité du litige et la mise en œuvre de la règle de conflit de source européenne sont ainsi tributaires des ordonnancements procéduraux internes.

Si, en droit international privé traditionnel, l'office du juge justifie d'un traitement purement national du fait de sa nature procédurale, l'hétérogénéité des systèmes procéduraux interroge au regard des objectifs poursuivis par l'Union. Plus particulièrement, le caractère optionnel de la règle de conflit généré par un traitement procédural national hétérogène contredit les impératifs d'uniformité et d'effectivité

commandés par l'espace judiciaire européen.

La création de règles de conflit de lois uniformes ne suffit pas à établir une pratique judiciaire commune. Afin d'assurer le développement d'un espace commun de justice civile, l'uniformisation des règles de conflit de lois doit s'accompagner d'un encadrement procédural général de l'office du juge.

La présente étude invite à réfléchir à un modèle d'office européen en conflit de lois, à l'aune de l'europanisation ponctuelle dont fait déjà l'objet la réalisation de la règle de conflit de lois au travers des lois de police et de l'autonomie de la volonté.

Il devra être généralisé en systématisant l'application d'office par le juge de la règle de conflit de lois tout en permettant aux parties de se manifester lorsque la règle le permet.



© Athénaïs Moralès

## Falilou Diop

### *Uniformisation du droit de la propriété intellectuelle et conflits de lois dans l'OAPI*

Thèse en droit international, européen et comparé, dirigée par Édouard Treppoz

Soutenue le 23 novembre 2021

**Résumé :** L'idée selon laquelle l'uniformisation du droit de la propriété intellectuelle écarte le problème des conflits de lois semble profondément ancrée dans l'opinion des observateurs qui se sont intéressés au droit de l'OAPI. Du moins, les études qui se rapportent à la propriété intellectuelle dans cet espace n'abordent pas spécifiquement la question du conflit de lois. Lorsqu'elles l'évoquent ponctuellement, elles se limitent essentiellement à constater que ses rapports avec le droit uniforme se résument à sa disparition pure et simple. Ce constat commun méritait néanmoins d'être vérifié.

C'est donc à une telle vérification, opérée au moyen d'une confrontation des effets de l'uniformisation du droit de propriété intellectuelle et des causes du problème des conflits de lois, qu'est consacrée la première partie de la présente thèse. Les résultats de cette confrontation conduisent à constater la persistance du problème des

conflits de lois au sein de l'espace OAPI, même si le droit uniforme ne manque pas d'en influencer la configuration.

Ainsi, la seconde partie de la thèse est consacrée à la recherche de solutions adaptées à la configuration particulière du problème dans l'OAPI. Cette recherche des solutions prend en compte les objectifs de l'entreprise d'uniformisation du droit de propriété intellectuelle, les engagements internationaux des États membres ainsi que les intérêts spécifiques que l'identification de la loi applicable cherche à servir.

Elle aboutit, d'une part, à la proposition de solutions positives concernant la coordination institutionnelle nécessaire à une réalisation uniforme des droits de propriété intellectuelle ; d'autre part, à l'élaboration de règles destinées à l'identification de la loi applicable aux différents aspects de la propriété intellectuelle.

## PRIX DE THÈSE

**Charlemagne Dagbedji** est lauréat *ex-æquo* avec **André Kouamé Guillaume N'Guetta** du premier prix de l'Association française des docteurs en droit dans la catégorie Droit OHADA (Prix Mamoudou Barry), pour sa thèse intitulée *Arbitrage OHADA et prérogatives de puissance publique nationales*, dirigée par Édouard Treppoz et Ahonagnon Noël Gbaguid



## 4.2. SOUTIEN AUX MASTERS

À l'origine, l'Équipe était le support scientifique des mentions Droit européen et Droit international, qui comprenaient 3 Masters (Droit européen des affaires, Droit international, Droit privé international et comparé).

Depuis la rentrée 2019-2020, l'offre de formation s'est enrichie avec la création de trois nouveaux masters<sup>1</sup>, complétée depuis l'année universitaire 2021-2022 par le **Master Droit de l'énergie** :

- Master Droit de l'énergie / dir. **Christophe Barthélemy** et **Bernadette Le Baut-Ferrarese**
- Master Droit européen des affaires / dir. **Étienne Durand**
- Master Droit européen des droits de l'homme / dir. **Gaëlle Marti** et **Loïc Robert**
- Master Droit global du changement climatique / dir. **Marianne Moliner-Dubost** et **Bernadette Le Baut-Ferrarese**
- Master Droit international public / dir. **Pierre-François Laval**
- Master Droit des organisations internationales / dir. **Kiara Neri**
- Master Droit privé international et comparé / dir. **Jeremy Heymann**

### Soutien aux opérations pédagogiques et scientifiques

L'EDIEC apporte son soutien logistique (ingénierie, matériel, communication), financier, pédagogique et scientifique aux colloques et journées d'études organisés par les associations de promotion des masters.

**COLLOQUE UNIVERSITÉ LYON 3**

**L'ÉTAT DE L'UNION :  
PARQUET EUROPÉEN,  
LIBERTÉS  
FONDAMENTALES ET  
CRISE SANITAIRE  
ET PACTE VERT POUR  
L'EUROPE**

Par les étudiants en Master Droit européen, sous la direction scientifique de **Gaëlle MARTI, Loïc ROBERT, Bernadette LE BAUT-FERRARESE** et **Étienne DURAND**

Avec le soutien de l'Alpide, du CEE et de l'EDIEC

**16H00-19H00**

**22 JANVIER 2021**

Visioconférence

Avec les communications de :

- Beatriz SANZ-REDRADO
- Mikhail LOBOV
- Sylvie GUILLAUME
- Bernard VATEZ
- Jean JOUZEL
- Sylvain GODINOT

03 INFOS  
**FACDEDROIT.UNIV-LYON3.FR**

JEAN MOULIN ALPIDE CEE EDIEC

INSCRIPTION OBLIGATOIRE  
Alpide  
<https://forms.gle/9vnd36v8EK7paw77>

**22 janvier 2021**

**L'état de l'Union : le Parquet européen, Libertés fondamentales et crise sanitaire et le Pacte vert pour l'Europe**

Visioconférence **ALPIDE-CEE** organisée par les étudiants en Master Droit européen

dir. sc. **Gaëlle Marti, Loïc Robert, Bernadette Le Baut-Ferrarese** et **Étienne Durand**

**Vidéo en ligne**

1. Sont également dirigés par des enseignants-chercheurs de l'EDIEC :

- le Master Droit bancaire et financier et le DJCE en formation continue / dir. **Frédérique Ferrand**
- le Master Droit et fiscalité du marché de l'art / dir. **Christine Ferrari-Breuer**
- le Master Droit et ingénierie financière / dir. **Jean-Pierre Viennois**
- le Master Droit de la propriété intellectuelle / dir. **Nicolas Bouche**
- le Master Droit public des affaires / dir. **Michaël Karpenschif**.

## Publication en ligne des meilleurs mémoires des Masters adossés à l'EDIEC

Depuis 2012, la collection « *Les mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé* » publie **en ligne** les meilleurs mémoires des Masters adossés à l'Équipe. Il s'agit des mémoires ayant obtenu la note minimale de **16/20**, quel que soit leur nombre et quel que soit le parcours professionnel envisagé par l'étudiant.

Les mémoires sont transmis dans leur version après soutenance, mis en forme, corrigés, validés par l'auteur et le directeur/la directrice, et mis en ligne au cours du dernier trimestre de l'année universitaire.

Aussi **huit nouveaux volumes** ont paru cette année :

### Yaran Yildirim-Neple

#### *La reconnaissance de la discrimination intersectionnelle au sein du système de la Charte sociale européenne*

Mémoire de Master 2 Droit des organisations internationales / sous la direction de **Kiara Neri** et de **Loïc Robert**, Maîtres de conférences, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 35, 2021, 189 p.

### Lola Gernigon

#### *La lutte contre la pollution marine d'origine tellurique en droit international public. Une approche à renouveler*

Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Pascale Ricard**, Chargée de recherche au CNRS, UMR DICE, Aix-Marseille Université, et **Kiara Neri**, Maître de conférences HDR, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 34, 2021, 132 p.

### Ismael A. Sambare

#### *Les organisations spatiales privées à but non lucratif : Asgardia et le Moon Village Association, une gouvernance inédite des activités spatiales à l'ère du Space 4.0*

Mémoire de Master 2 Droit des organisations internationales / sous la direction du professeur **Mireille Couston**, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 33, 2021, 82 p.

### Léna Sage

#### *Les rapports des États et des ONG en matière de traités internationaux : entre coopération et confrontation*

Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Sandrine Cortembert**, maître de conférences, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 32, 2021, 95 p.

Constance Bidon-Theurey

*L'effectivité de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction. Bilan et perspectives*

Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Sandrine Cortembert, maître de conférences, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 31, 2021, 116 p.

Clélia Jouve

*L'effectivité du régime international relatif aux hydrocarbures en mer*

Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Kiara Neri, maître de conférences, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, 2021, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 30, 131 p.

Ingrid Chalaye

*Le statut des orbites terrestres et leur utilisation à la lumière des principes du droit spatial*

Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction du professeur Mireille Couston, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 29, 2021, 139 p.

Romane Poncet

*L'effet horizontal des droits sociaux fondamentaux en Europe*

Mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction d'Étienne Durand, maître de conférences, Lyon, Équipe de droit international, européen et comparé, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 28, 2021, 111 p.

N° 1	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 2	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 3	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 4	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 5	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 6	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 7	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 8	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 9	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 10	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 11	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 12	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 13	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 14	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 15	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 16	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 17	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 18	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 19	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 20	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 21	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 22	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 23	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 24	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 25	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 26	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 27	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 28	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 29	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 30	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 31	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 32	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 33	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 34	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé
N° 35	Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé

## L'intégrale de la collection « Les Mémoires de l'EDIEC »

**Yaran Yildirim-Neple**, *La reconnaissance de la discrimination intersectionnelle au sein du système de la Charte sociale européenne*, mémoire de Master 2 Droit des organisations internationales / sous la direction de **Kiara Neri** et de **Loïc Robert**, maîtres de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 35, 2021, 185 p.

**Lola Gernigon**, *La lutte contre la pollution marine d'origine tellurique en droit international public. Une approche à renouveler*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Pascale Ricard**, chargée de recherche au CNRS, UMR DICE, Aix-Marseille Université, et **Kiara Neri**, maître de conférences HDR, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 34, 2021, 132 p.

**Ismael A. Sambare**, *Les organisations spatiales privées à but non lucratif : Asgardia et le Moon Village Association, une gouvernance inédite des activités spatiales à l'ère du Space 4.0*, mémoire de Master 2 Droit des organisations internationales / sous la direction du professeur **Mireille Couston**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 33, 2021, 82 p.

**Léna Sage**, *Les rapports des États et des ONG en matière de traités internationaux : entre coopération et confrontation*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Sandrine Cortembert**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 32, 2021, 95 p.

**Constance Bidon-Theurey**, *L'effectivité de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction. Bilan et perspectives*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Sandrine Cortembert**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 31, 2021, 116 p.

**Clélia Jouve**, *L'effectivité du régime international relatif aux hydrocarbures en mer*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Kiara Neri**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 30, 2021, 131 p.

**Ingrid Chalaye**, *Le statut des orbites terrestres et leur utilisation à la lumière des principes du droit spatial*, Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction du professeur **Mireille Couston**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 29, 2021, 139 p.

**Romane Poncet**, *L'effet horizontal des droits sociaux fondamentaux en Europe*, mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction d'**Étienne Durand**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 28, 2021, 111 p.

**Ève Buland**, *Le bien-être animal dans le droit de l'Union européenne*, mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur **Bernadette Le Baut-Ferrarese**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 27, 2020, 75 p.

**Nouwagnon Olivier Afogo**, *Les mesures conservatoires du Tribunal international du droit de la mer et la protection du milieu marin*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Pascale Ricard**, chargée de recherche CNRS, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 26, 2020, 138 p.

**Emeline Gravez**, *L'Union européenne face à la remise en cause de l'État de droit en Pologne et en Hongrie*, mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction de **Loïc Robert**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 25, 2020, 55 p.

**Pauline de Bilbao**, *Vers la gestion durable des ressources halieutiques : la mise en œuvre intégrée de l'Objectif de développement durable n° 14*, mémoire de Master 2 Droit des organisations internationales / sous la direction de **Kiara Neri**, maître de conférences HDR, et **Pascale Ricard**, chargée de recherche au CNRS, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 24, 2020, 127 p.

**Joseph Basilien**, *La protection de la partie faible au contrat international : regard sur l'encadrement des clauses de choix de loi, de forum et clauses compromissoires aux États-Unis et dans l'Union européenne*, mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur **Ludovic Pailler**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 23, 2020, 93 p.

**Clémentine Pouzet**, *Les modes de régulation de l'intelligence artificielle par le droit européen : entre droit souple et droit dur*, mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction du professeur **Gaëlle Marti**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 22, 2020, 103 p.

**Claire Brunerie**, *La commercialisation des tests génétiques*, mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur **Hugues Fulchiron**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 21, 2019, 76 p.

**Valentine Pellet**, *État de droit et indépendance judiciaire en droit de l'Union européenne*, mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur **Gaëlle Marti**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 20, 2019, 89 p.

**Pierre Musy**, *Le règlement pacifique du différend frontalier terrestre entre le Honduras et El Salvador*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Hélène Hamant**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 19, 2019, 129 p.

**Coline Lacour**, *La recherche du juge naturel pour connaître du délit virtuel dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne*, mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur **Cyril Nourissat**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 18, 2018, 45 p.

**Sirine Hocina Sanchez**, *L'intervention des États tiers devant la Cour internationale de justice telle que prévue à l'article 62 de son statut*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Sandrine Cortembert**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 17, 2018, 73 p.

**Mathieu Rouy**, *Le critère d'« intégration sociale » dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne*, mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur **Gaëlle Marti**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 16, 2018, 84 p.

**Antoine Guérin**, *Aspects juridiques européens de la situation migratoire à Calais*, mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur **Marie-Laure Basilien-Gainche**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 15, 2017, 135 p.

**Emrullah Yolal**, *Le coup d'État en droit international, mémoire de Master 2 Droit international public* / sous la direction de **Sandrine Cortembert**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 14, 2017, 218 p.

**Fabien Prina**, *L'Arctique : vers un statut juridique approprié ?*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Kiara Neri**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 13, 2016, 128 p.

**Godefroy Garon**, *Le contentieux frontalier terrestre franco-surinamien ou Contesté du Maroni*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Kiara Neri**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 12, 2016, 126 p. ; Annexes, 127 p.

**Athénaïs Morales**, *Abus de procédure, fraude et forum shopping dans l'arbitrage fondé sur un traité de protection des investissements*, mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur **Malik Laazouzi**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 11, 2016, 107 p.

**Colin Beziade**, *Les traités successifs en droit international*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Kiara Neri**, maître de conférences, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 10, 2015, 150 p.

**Laura Letourneux**, *L'interaction entre les règles de l'organisation et la lex specialis dans le projet d'articles de 2011 sur la responsabilité des organisations internationales*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Frédérique Lozanorios**, docteur en droit, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 9, 2015, 130 p.

**Charline Vuillermoz**, *L'influence de l'Union européenne sur le droit des investissements*, mémoire de Master 2 Droit international privé et comparé / sous la direction du professeur **Malik Laazouzi**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 8, 2015, 73 p.

**Amaury Cravarezza**, *Le standard de l'opérateur privé en économie de marché*, mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur **Michaël Karpenschif**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 7, 2015, 94 p.

**Christopher Jacquet-Cortès**, *La proposition de règlement du 11 octobre 2011 sur le Droit commun européen de la vente. Regard de la doctrine française*, mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur **Pascale Deumier**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 6, 2014, 89 p.

**Julie Grangeon**, *La réparation du dommage concurrentiel saisie par le droit de l'Union européenne. Approche comparative*, mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur **Éric Carpano**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 5, 2014, 80 p.

**Moussa Ouoba**, *La CEDEAO et le chapitre VIII de la Charte des Nations unies. Aspects récents du maintien de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest*, mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction du professeur **Stéphane Doumbé-Billé**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 4, 2013, 113 p.

**Cassandra Pinhel Araujo**, *La protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne à la lumière de la Charte des droits fondamentaux*, mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur **Hélène Surrel**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 3, 2013, 133 p.

**Maxime Barba**, *L'exequatur sous le regard de la Cour européenne des droits de l'homme*, mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur **Louis d'Avout**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 2, 2012, 88 p.

**Fabrice Jury**, *La contractualisation des obligations de service public : un vecteur d'efficacité économique des services d'intérêt économique général*, mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur **Michaël Karpenschif**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé » : n° 1, 2012, 110 p.

## PRIX DE MÉMOIRE

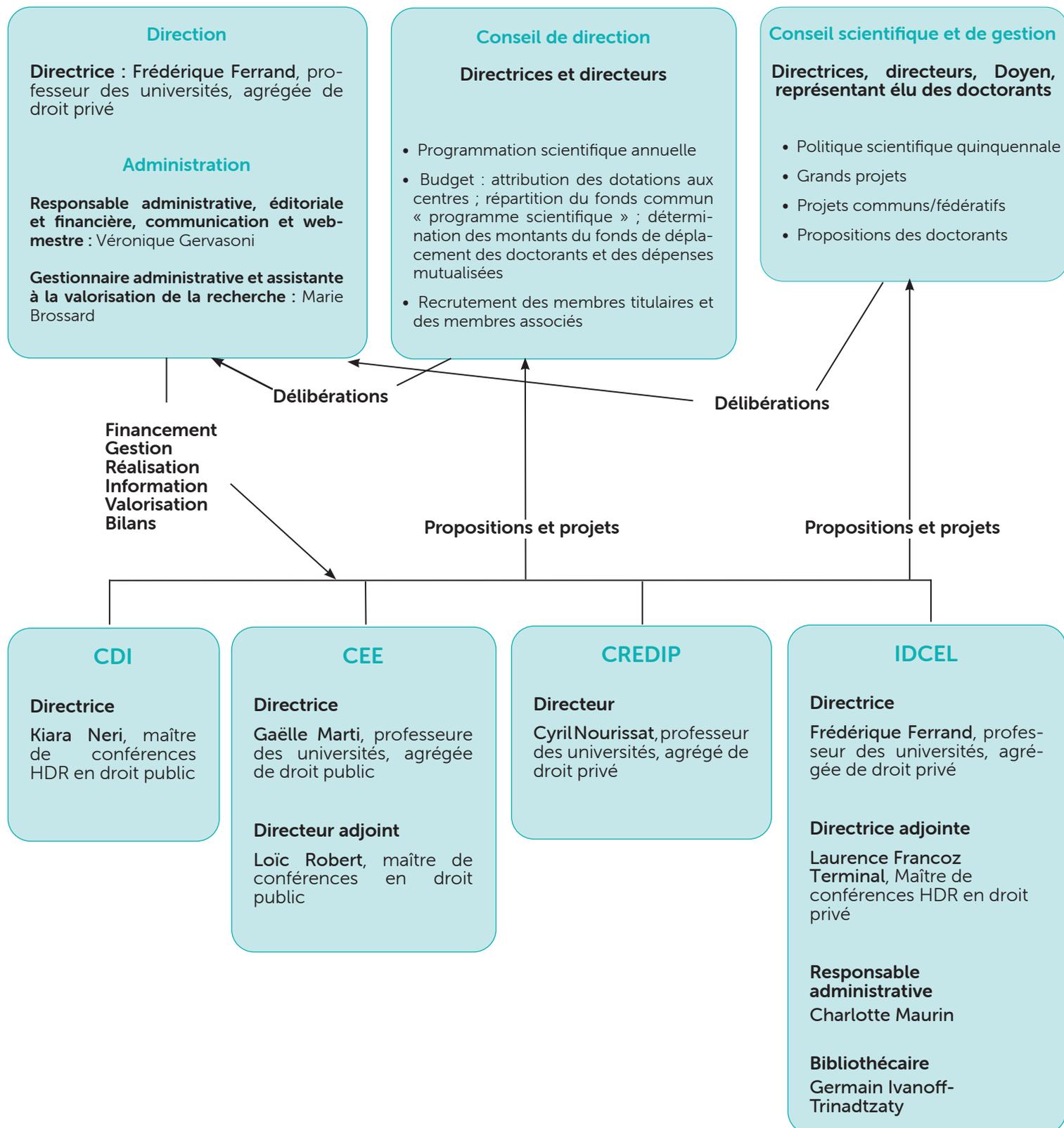
**Clémentine Pouzet** est lauréat *ex-æquo* avec Théodore Plat du **Prix du meilleur mémoire de Master en études juridiques européennes** de l'Association française d'études européennes (AFEE) de l'année 2020

Son mémoire, intitulé *Les modes de régulation de l'intelligence artificielle par le droit européen : entre droit souple et droit dur* (dir. Gaëlle Marti), édité dans la collection « Les mémoires de l'EDIEC » sous le numéro 22, est également publié **en ligne sur le site de l'AFEE**



# 5. ORGANISATION DE L'ÉQUIPE

## 5.1. ORGANIGRAMME FONCTIONNEL



## 5.2. STATUTS

### Article 1<sup>er</sup>

Il est créé, au sein de la Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3, une Équipe de droit international, européen et comparé (EA n°4185, EDIEC), au statut d'Équipe de recherche.

### Article 2 – Objet

Cette Équipe a pour objet, d'une part, d'initier toute démarche scientifique permettant de fédérer les différents centres de recherche constitutifs de ladite équipe, d'autre part, de développer toute forme de coopération avec d'autres équipes de recherches en France et à l'étranger et, enfin, de procéder à toutes les études et activités pouvant relever du champ des droits international, européen et comparé soit directement soit en partenariat avec d'autres Équipes ou Centres de recherche. Cette démarche fédérative n'est pas exclusive de la possibilité pour chaque Centre de recherche adhérent de développer ses propres thématiques de recherche tout en recherchant autant que faire se peut à y associer les autres Centres dans le cadre de l'Équipe.

### Article 3 – Missions

L'Équipe assure une mission de gestion générale des activités de recherche afférentes dans le cadre du contrat de recherche pour lequel l'Université Jean Moulin Lyon 3 a obtenu une habilitation ministérielle. Elle coordonne la politique scientifique des différents Centres de recherche qui en sont membres. Cette coordination ne remet pas en cause les besoins spécifiques à chaque Centre adhérent, tels qu'ils ont pu être définis par leur conseil d'administration et/ou scientifique respectifs, liés notamment à des programmes de recherche qui leur sont propres.

### Article 4 – Centres membres de l'EDIEC

L'Équipe comprend quatre centres de recherche : le Centre de droit international (CDI), le Centre d'Études Européennes (CEE), le Centre de recherche en droit international privé (CREDIP) et l'Institut de droit comparé Édouard Lambert (IDCEL), qui fédèrent un ensemble de chercheurs et d'enseignants-chercheurs appartenant ou non à l'Université Jean Moulin Lyon 3. Une majorité qualifiée des  $\frac{3}{4}$  des Centres de l'Équipe est requise pour l'adhésion d'un nouveau Centre de recherche à l'Équipe, chaque Centre exprimant sa position selon les modalités propres à ses statuts. Une majorité qualifiée des  $\frac{3}{4}$  des Centres de l'Équipe est également requise pour l'adhésion d'un enseignant-chercheur comme membre titulaire ou associé de l'Équipe.

### Article 5 – Administration

L'Équipe est animée par un Directeur (une Directrice) nommé(e) pour cinq ans par le Président de l'Université Jean Moulin Lyon 3 sur proposition du Doyen de la Faculté de droit, après avis des responsables des Centres de recherche constitutifs de l'Équipe. Il ou elle est choisi(e) parmi les enseignants de la Faculté de Droit membres de l'Équipe.

### Article 6 – Conseil scientifique et de gestion

L'Équipe est animée tant sur le plan scientifique que sur le terrain de la gestion par un Conseil scientifique et de gestion constitué du Directeur (de la Directrice) de l'Équipe ainsi que du Directeur (de la Directrice) de chacun des Centres de recherches membres de l'Équipe, d'un représentant des doctorants rattachés à l'Équipe et à un de ses Centres, et du Doyen de la Faculté de droit ou de son représentant. Ce Conseil se réunit au

moins une fois par an sur convocation du Directeur (de la Directrice) de l'Équipe. Il se réunit également à la demande du Doyen de la Faculté de Droit ou de la majorité des directeurs des Centres rattachés, sur un ordre du jour préalablement établi.

### **Article 7 – Budget**

Les recettes de l'Équipe sont constituées par les crédits de recherche affectés et issus du contrat de recherche liant l'État à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et de toute autre ressource publique ou privée qu'elle pourrait tirer de ses activités et de toute autre forme de soutien. Il appartiendra à son Conseil scientifique et de gestion d'en décider l'affectation chaque année en distinguant : 1° les sommes affectées à la gestion générale, à la mutualisation des moyens et équipements et à des actions scientifiques « fédérales », et 2° les sommes destinées aux activités propres des Centres de recherche.

Cette compétence ne remet pas en cause l'affectation des moyens matériels et financiers spécifiques dont les centres adhérents pourraient être bénéficiaires dans le cadre de contrats de recherche ou de subventions les concernant. Un bilan annuel est établi et présenté au Conseil scientifique et de gestion.

### **Article 8 – Adhésion**

L'Équipe peut demander à pouvoir appartenir à d'autres institutions de recherche locales, nationales ou internationales sous couvert de l'Université Jean Moulin Lyon 3. Elle inscrit sa démarche scientifique dans le cadre de l'Université de Lyon en favorisant tout partenariat avec les équipes et centres de recherche des Universités Jean Monnet de Saint-Étienne et Lumière Lyon 2. Elle peut aussi intégrer différents réseaux scientifiques gérés nationalement.

### **Article 9 – Liaison avec l'enseignement**

L'Équipe développe toute activité (conférence thématique, journées d'études...) pouvant venir en appui aux différents Masters relevant du champ du droit international, européen ou comparé. Elle assiste également les doctorants dans le cadre d'activités similaires (conférences de thèses, séminaires de méthodologie...).

### **Article 10 – Approbation et modification des statuts**

Les présents statuts sont soumis pour approbation au Conseil de la Faculté de Droit, puis, en cas d'approbation, aux conseils compétents de l'Université Jean Moulin Lyon 3. Les présents statuts peuvent être modifiés sur approbation du Conseil scientifique et de gestion de l'Équipe à l'initiative de son Directeur (de la Directrice) ou de l'un des responsables des Centres de recherche adhérents, puis selon les modalités énoncées à l'alinéa premier pour leur approbation.

### **Article 11 – Dissolution de l'Équipe**

Il peut être mis fin aux activités de la présente Équipe à l'initiative du Directeur (de la Directrice) ou de la majorité des responsables de Centres, sur décision unanime de son Conseil scientifique et de gestion, et après approbation des instances compétentes de l'Université (Conseil de la Faculté de Droit, Conseil d'administration et Commission Recherche de l'Université Jean Moulin Lyon 3).

Statuts modifiés, adoptés le 11 décembre 2017 par le conseil scientifique et de gestion, approuvés par le conseil d'administration de la faculté de droit le 16 mars 2018, et par le conseil d'administration de l'université Jean Moulin Lyon 3 le 18 septembre 2018 - [en ligne sur notre site web](#)

## 5.3. LISTE DES MEMBRES PAR CENTRE AU 31/12/2021

### Enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants du CDI

#### Enseignants-chercheurs

Sandrine Cortembert, Maître de conférences en droit public  
Julie Ferrero, Professeure agrégée de droit public  
Hélène Hamant, Maître de conférences en droit public  
Pierre-François Laval, Professeur agrégé de droit public  
Kiara Neri, Maître de conférences en droit public HDR, Directrice

#### Enseignants-chercheurs et docteurs associés

Ayham Alata  
Zied Ayari  
Baba Hamady Deme  
Liliana Haquin Sáenz  
Mehtap Kaygusuz  
Frédérique Lozanorios  
Caroline Migazzi  
Guy-Fleury Ntwary  
Françoise Paccaud  
Pascale Ricard, Chargée de recherche CNRS, UMR DICE, Aix Marseille Université  
Laurent Sermet, Professeur de droit public, SciencesPo Aix  
Anna Maria Smolinska  
Francesca Varvello

#### Doctorants

Nouwagnon Olivier Afogo  
Benjamin Allahamne Minda  
Pauline de Bilbao  
Caroline Cornella, ATER  
Ester del Nonno  
Ibrahima Diallo  
Bienvenu Criss-Dess Dongar  
Vicente Guazzini  
Rosalie Le Moing, ATER  
Laura Letourneux, ATER  
Hasina Mahmoodi  
Guilhem Mercier  
Kokougan Messiga, Doctorant à l'université de Tours, associé  
Moussa Ouoba  
Hugo Peter  
Romain Pinchon  
Messan Riman Van  
Paul Verma Verma  
Florence Wady  
Emrullah Yolal

## Enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants du CEE

### Enseignants-chercheurs

Marie-Laure Basilien-Gainche, Professeure de droit public  
Mathieu Cardon, Maître de conférences en droit public  
Éric Carpano, Professeur de droit public  
Thierry Debard, Professeur de droit public  
Étienne Durand, Maître de conférences en droit public  
Christine Ferrarri-Breuer, Maître de conférences HDR en droit public  
Michaël Karpenschif, Professeur de droit public  
Bernadette Le Baut-Ferrarese, Professeur de droit public  
Efthymia Lekkou, Maître de conférences en droit public  
Gaëlle Marti, Professeur de droit public, Directrice  
Loïc Robert, Maître de conférences en droit public, Directeur adjoint  
Hélène Surrel, Professeur de droit public, Sciences Po Lyon  
Jean-Pierre Viennois, Professeur de droit privé  
Florence Zampini, Maître de conférences HDR en droit public

### Enseignants-chercheurs et chercheurs associés au CEE

Mathieu Combet, Maître de conférences en droit privé, université Jean Monnet, CERCRID  
Panayotis Soldatos, Professeur émérite de l'université de Montréal, Chaire Jean Monnet *ad personam* à l'université Jean Moulin Lyon 3  
Dimitrios Vougioukas, Docteur en droit, avocat au barreau d'Athènes, enseignant agrégé à l'université Paris 13/Id'EF d'Athènes (<http://www.idefr/idefr/idef.htm>)  
Melchior Wathelet, ancien avocat général à la Cour de justice de l'Union européenne

### Docteurs

Eleni Artemiou  
Marc Augoyard  
Fabrice Jury  
Penny Katsorchi  
Léa Maulet  
Aubin Nzaou, Post-doc, *Marie Sklodowska-Curie Research Fellow in Law and Energy Policy*  
Abdoulaye Sow

### Doctorants

Florian Berger  
Aude Blénet  
Roya Pary Bouery  
Yassine Chattout  
Amaury Cravarezza  
Dylan Galland  
Nathan Giraud  
Julie Grangeon  
Antoine Guérin  
Mohamed Hanafi  
Helena Hattmannsdorfer  
Floreta Kabashi  
Charlie Ndzie

Caroline Nicot  
Antoine Petel  
Almodis Peyre, Doctorante contractuelle (associée au CDI)  
Romane Poncet, Doctorante contractuelle  
Clémentine Pouzet, Doctorante contractuelle  
Christel Rim  
Mathieu Rouy, Doctorant contractuel  
Marie Tillmann, ATER  
Georges Tirel

## Enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants du CREDIP

### Enseignants-chercheurs

Maxime Barba, Maître de conférences en droit privé (Professeur de droit privé à l'université Grenoble Alpes au 1<sup>er</sup> janvier 2022)

Nicolas Bouche, Maître de conférences HDR en droit privé

Blandine de Clavière, Maître de conférences en droit privé

Alain Devers, Maître de conférences HDR en droit privé

Yves El Hage, Maître de conférences en droit privé

Jeremy Heymann, Professeur de droit privé

Cyril Nourissat, Professeur de droit privé, directeur

Ludovic Pailler, Professeur de droit privé

### Enseignants-chercheurs et chercheurs associés au CREDIP

Louis d'Avout, Professeur de droit privé, université Paris 2 – Panthéon-Assas

Cécile Corso, Docteur en droit international privé, directrice de *Femmes Informations Juridiques Internationales Auvergne-Rhône-Alpes (FIJI)*

Cécile Pellegrini, Maître de conférences des universités catholiques, directrice pédagogique du *Bachelor of Civil Law UCLY/Maynooth University*

Seyed Abbas Seyedi Arani, *Assistant Professor, University of Kashan (Iran)*

Édouard Treppoz, Professeur de droit privé, université Paris 1 – Panthéon Sorbonne

### Docteurs

Rim Achour

Mina Adel Zaher

Golshid Ardehali

Dimitri Belot

Charlemagne Dagbedji

Anne-Sophie Delobre

Falilou Diop, ATER

Sherif Elafaty

Marylou Françoise, ATER (associée au CEE)

Bérengère Greil

Pamela Guichard

Olivier Hubert

Theofanis Kardimis

Jérémy Lhadi

Céline Moille

Monique Ngo Bagal

Sotheavireak Ra

Colin Reydellet

Pikol Seng

### Doctorants

Yasmine Abdellatif Dekhil

Evichy Abouo

Ali Alenezi

Joseph Basilien, Doctorant contractuel

Arnaud Billion

Stéphanie Borrel, Doctorante associée

Claire Brunerie, Doctorante contractuelle

Magali Dieny Eaton

Aline El Sayed

Ymane Glaoua, Doctorante contractuelle

Ahmadali Kabirichimeh

Laurence Landy

Omar Kara-Omar

Ismael Mahamidou, ATER

Ged Merzoug

Emmanuelle Monguillet, Doctorante contractuelle

Athénais Morales, ATER

Blanche de La Mure

Tatevik Najaryan

Ariane Pravaz

Boubacar Sangaré

Elie Sartchami

Farah Serry

M'baha Moussa Sissoko

Sokunchivy Sok

Théo Sougy

Manon Tchebanoff

Olfa Triki

Charlotte Vincent

## Enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants de l'IDCEL

### Enseignants-chercheurs

Frédérique Ferrand, Professeur de droit privé, Directrice

Laurence Francoz Terminal, Maître de conférences HDR en droit privé, Directrice adjointe

Blanche Sousi, Professeur émérite de droit privé, Chaire Jean Monnet Droit bancaire et monétaire européen (créée *ad personam* en 1999), Directeur du Centre Européen de Recherches en Banque et Finance.

### Enseignants-chercheurs et chercheurs associés

Béatrice Jaluzot, Maître de conférences HDR en droit privé, Sciences Po Lyon

### Docteurs

Yousra Chaaban

Rui Cheng

Julie Courtois, Maître de conférences à l'université Grenoble Alpes

Dyonisia Mouzaki

Federica Porcelli

Sylvio Quincey

Karim Ribahi

Mandiou Traoré

### Doctorants

Solène Alloui

Sylia Harkouken

Pascal Jean-Baptiste

Haider Jinana

Luis Piqueras Ferriz

Martin Lejtman

## 6. MOYENS DE L'ÉQUIPE



## 6.1. DOCUMENTATION SCIENTIFIQUE

### Fonds documentaire de l'équipe

La mise à disposition du public des ouvrages et des périodiques est l'une des activités de l'EDIEC.

En effet, notre unité de recherche est le support scientifique de **7 Masters** (en droit de l'énergie, droit européen, droit international public, droit privé international et comparé) et le fonds est accessible aux étudiants à partir du Master.

La Bibliothèque Montesquieu-EDIEC, bibliothèque associée au Service commun de la documentation (SCD), dispose du plus important fonds de monographies et d'ouvrages de droit après les bibliothèques centrales, avec plus de **3 000 ouvrages au 31/12/2021**. La localisation des ouvrages du fonds s'effectue par le [catalogue général des bibliothèques de Lyon 3](#).

La localisation des ouvrages par le logiciel Koha permet de rendre visible nationalement le fonds, consultable notamment par l'intermédiaire du **Système universitaire de documentation (Sudoc)**.

Intégré à la Bibliothèque Montesquieu, le fonds documentaire du CEE est agréé par l'Union européenne (Office des publications de l'Union européenne, OPUE, Luxembourg), avec une **vingtaine** d'autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche de France. Ainsi est-il chargé de l'information sur l'intégration européenne à Lyon. Le CEE est ainsi assujetti à trois obligations :

**Être dépositaire** de documents d'information officielle en version papier et/ou électronique et les mettre à disposition du public : enregistrement, stockage, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt

Acquérir des **ouvrage** et s'abonner à des **revues thématiques européennes** : commande, enregistrement, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt

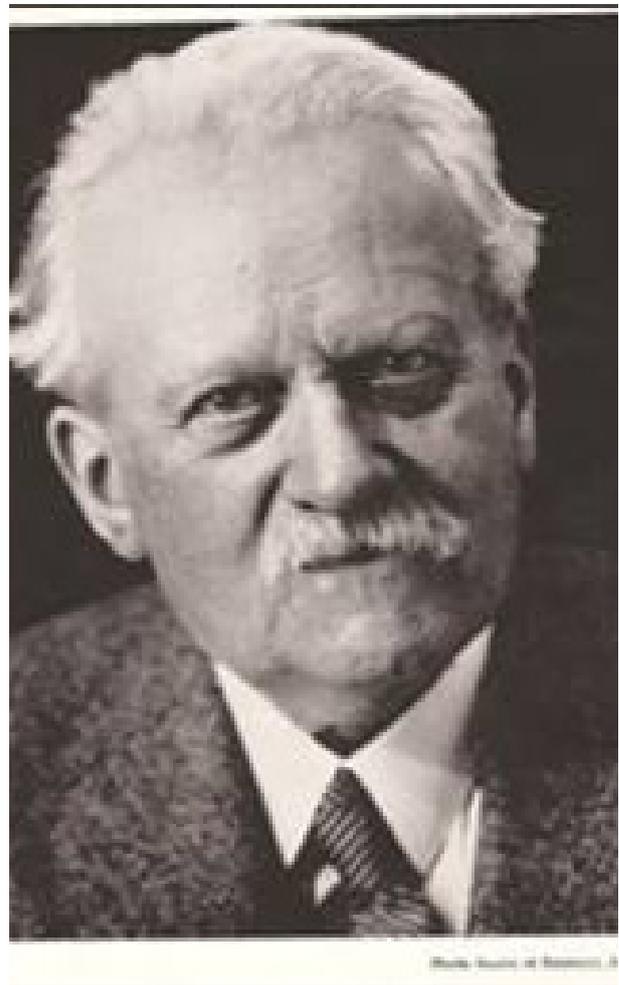
Permettre la **consultation des bases de données spécialisées et de sites institutionnels Internet**



## Fonds documentaire de l'Institut de droit comparé Édouard Lambert

Héritière du riche fonds constitué par **Édouard Lambert**, la bibliothèque de l'IDCEL possède d'importantes collections en droit anglais et en droit américain, lesquels sont régulièrement actualisés. Le fonds de droit allemand est également bien développé.

La présence des principales collections de textes législatifs, de jurisprudence, de grandes revues et d'ouvrages de référence permet de faire des recherches de base en droit allemand, droit américain et droit anglais. Les ressources sont encore limitées en droit espagnol et en droit italien et très éparpillées s'agissant des autres droits étrangers. En plus des collections relatives aux droits étrangers, l'Institut est abonné aux grandes revues de droit comparé et achète la plupart des ouvrages paraissant dans cette discipline. L'Institut est abonné à *LEXIS*, qui donne accès en ligne à l'ensemble de la législation, réglementation et jurisprudence de tous les pays de langue anglaise. Les liens répertoriés sur l'ordinateur de la bibliothèque donnent accès aux textes législatifs étrangers et à de nombreux sites étrangers.



La totalité des documents numérisés du Fonds Édouard Lambert, sous la direction de **Laurence Francoz Terminal**, Maître de conférences en droit privé et Directrice adjointe de l'IDCEL, sont désormais en ligne sur le site web de l'IDCEL ([Fonds Édouard Lambert](#)).

## 6.2. SUPPORTS DE COMMUNICATION

### Site web

Ouvert le 1<sup>er</sup> septembre 2012 et hébergé par l'université Jean Moulin Lyon 3, notre **site web** présente la double particularité d'être **trilingue** (français, allemand, anglais) et d'avoir été **financé par les contributions** des quatre centres de recherche de l'Équipe : il constitue un portail fédératif, présentant les projets et activités scientifiques de ses membres, enseignants-chercheurs et doctorants.

EDIEC  
ÉQUIPE DE DROIT INTERNATIONAL EUROPÉEN ET COMPARÉ

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3  
CONSTITUONS LE MONDE

Présentation Recherche MERCRO TGL Publications Réseaux Contact

Bienvenue sur le site de l'Équipe de droit international, européen et comparé

Une partie de l'EDIEC

Jean-Sylvestre Bergé, Frédérique Ferrand, Michaël Karpenschif, Stéphane Doumbé-Billé et Malik Laazouzi

Lire la suite ...

Actualités

**Bulletin de l'EDIEC**  
Le Bulletin de l'EDIEC (2021/4) est en ligne.  
Par ce bulletin trimestriel, l'EDIEC souhaite informer la communauté universitaire et le grand public de son activité scientifique

**Vidéos | Colloque Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ? 17-18-19 novembre 2021**  
(dir. sc. Ludovic Pailler et Cyril Nourissat)  
Les vidéos du colloque sont en ligne

Axes de recherche 2021-25

1. Européanisation, modèles et systèmes de droit
2. Mobilité, droits et libertés
3. Globalisation, sécurité et comparaison

Nos axes de recherche en détail

Nos centres de recherche

Centre de droit international

Centre d'Études Européennes

Centre de Recherche sur le Droit International Privé

Institut de Droit Comparé Édouard Lambert

Colloques / Journées d'études / Séminaires / Conférences

AGENDA 2022

10 au 14 janvier | Semaine Arqus | dir. sc. Étienne Durand

13 janvier | Atelier rgpdOS 1 | Atelier organisé dans le cadre du projet MSH-LSE rgpdOS | dir. sc. Ludovic Pailler et Alain Tchana

17 janvier | Workshop MERCRO | Atelier organisé dans le cadre du projet ANR JC JC MERCRO | dir. sc. Kiara Neri

21 janvier | L'état de l'Union | Colloque organisé par les étudiants de Master en droit européen | dir. sc. Gaëlle Marti et Loïc Robert

3 et 4 mars | Pour une justice réparatrice en matière de violences sexuelles | Colloque organisé dans le cadre du projet bourgeon REPAIR | dir. sc. Gaëlle Marti

17 mars | Regards sur le droit international privé, 4<sup>e</sup> édition | Colloque Master DPIC | dir. sc. Jeremy Heymann

21 au 25 mars | Semaine de l'Europe | dir. sc. Efhymia Lekkou

13 mai | Transition énergétique : les échelles de gouvernance | Colloque TGL | dir. sc. Bernadette Le Baut-Ferrarese et Aubin Nzaou

## Réseaux sociaux



### Facebook

Créée en janvier 2018, la page **Facebook** de l'équipe compte **222** fans et **243** abonnés



### LinkedIn

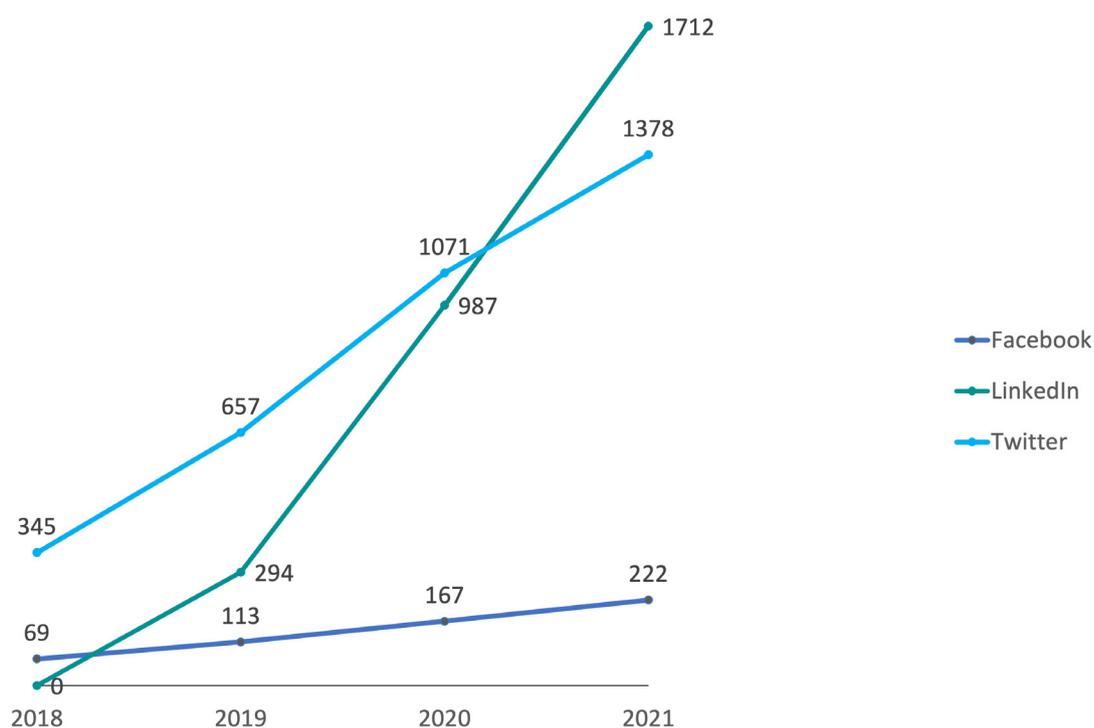
Créée en janvier 2019, la page **LinkedIn** de l'équipe compte **1 712** abonnés

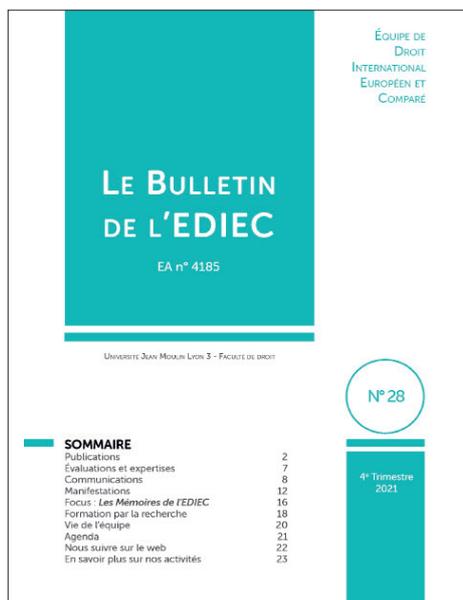


### Twitter

Créé en janvier 2018, le compte **Twitter** de l'équipe est suivi par **1 378** abonnés

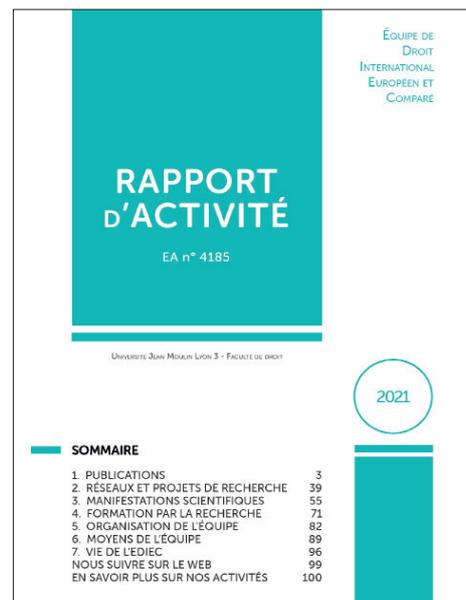
Progression de l'audience de l'EDIEC sur les réseaux sociaux





### Le Bulletin de l'EDIEC (ISSN : 2778-2425)

Trimestriel, le bulletin est publié **en ligne** depuis 2015 et il comporte à ce jour **28 numéros**.



### Le Rapport annuel d'activité (ISSN 2778-2530)

Il est publié **en ligne** depuis 2011.

### Les Cahiers de l'EDIEC (ISSN : 2740-3688)

La **collection** met en ligne les actes des journées et conférences de l'Équipe, depuis septembre 2020. Elle compte deux volumes et s'enrichira fin 2022 d'un troisième volume :



- **The Handmaid's Tale et le droit international public. Actes du colloque du 16 septembre 2022** / dir. **Rosalie Le Moing, Caroline Cornella** et **Pauline de Bilbao**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Cahiers de l'EDIEC [en ligne] » : n° 3, 2022, à paraître
- **Actes de la journée en hommage au professeur Stéphane Doumbé-Billé** / dir. **Kiara Neri, Gérard Aïvo** et **Frédérique Lozanorios**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Cahiers de l'EDIEC [en ligne] » : n° 2, 2020, 138 p.
- **L'Utopie. Actes de la première Journée de l'EDIEC** / dir. **Kiara Neri**, Lyon, EDIEC, coll. « Les Cahiers de l'EDIEC [en ligne] » : n° 1, 2020, 96 p.

## 6.3. BUDGET INITIAL 2022

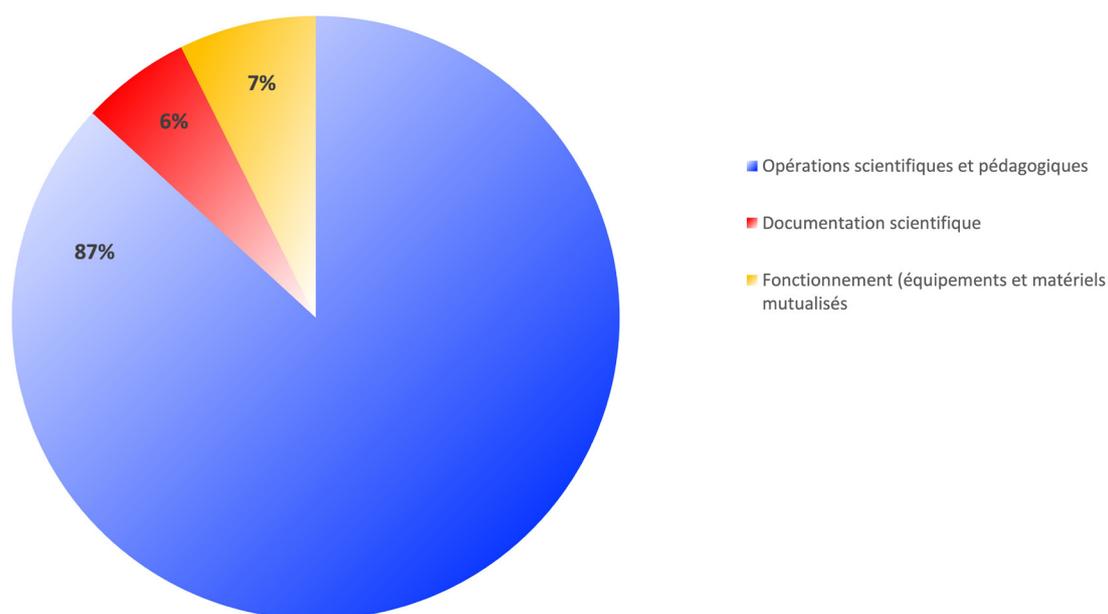
L'EDIEC consacre **93 %** de sa **dotation annuelle** (part de la subvention pour charges de service public versée par le MESRI à l'établissement, proposée par le Service général de la recherche et votée par le conseil d'administration de l'université) à son **activité scientifique** (opérations et documentation) et **7 %** à son **fonctionnement**.

Depuis janvier 2016, les sous-centres sont gérés **sous un seul centre de responsabilité (CR)**, l'EDIEC, à l'exception de l'IDCEL, compte tenu de son statut d'institut et hors sa dotation recherche qui, par souci de cohésion et à notre demande, est maintenue sous le CR EDIEC. En conséquence, les décisions financières, budgétaires et comptables, et, partiellement, les décisions administratives corrélatives, sont centralisées au niveau de l'équipe ; de même, les eOTP<sup>1</sup> et les recettes affectées sont adossés au CR EDIEC et agrégés à son budget, sans fongibilité des dépenses et recettes. Depuis 2016, également, l'EDIEC réserve une partie de sa dotation à un **fonds** de déplacement des doctorants, permettant de participer (montant individuel maximal de **200 euros**), à leurs frais de mission pour assister à un colloque ou effectuer des recherches dans le cadre de leur thèse.

L'évaluation par le Hcéres de l'équipe ayant été excellente en 2015 (évolution positive de son périmètre, de sa gouvernance et de l'intensité de sa production scientifique), sa dotation a été augmentée de 20 %. Cette augmentation n'affecte pas la politique déterminée de l'EDIEC de **diversification et d'« externalisation » de ses ressources** (extérieures à l'établissement, publiques et privées ; par exemple, en 2019, le budget total de l'EDIEC a **triplé** par l'apport de financements nationaux et européens).

L'évaluation par le Hcéres réalisée en 2020 a de nouveau souligné le dynamisme de l'activité scientifique de l'équipe et réitéré le constat de la faiblesse de sa dotation financière.

Postes de dépenses en % du budget total de l'Équipe (hors eOTP)



1. **Éléments d'organigrammes techniques de projets.** Pour notre équipe, ce sont des subventions régionales, nationales ou européennes d'un montant variant de **1 500 à 257 000 euros**

## NOMINATIONS / PROMOTIONS / DISTINCTIONS

### 1<sup>er</sup> janvier 2021

Nomination de **Christine Ferrari-Breuer** en tant que vice-présidente en charge des affaires sociales et de la qualité de vie au travail

Nomination de **Ludovic Paillet** en tant que chargé de mission à la Formation (droit - économie - gestion)

Entrée de **Marie-Laure Basilien-Gainche**, professeure de droit public, au sein de l'EDIEC et de ses doctorants :

**Aude Blénet** (*Droit d'asile et souveraineté des États. Étude comparée des flux migratoires entre les États-Unis et l'Amérique du Sud et l'Union européenne et les États du bassin méditerranéen* / co-dir. Carlos Humberto Reyes Diaz, Universidad Autonoma de Mexico)

**Antoine Guérin** (*La gestion des flux migratoires par la puissance publique en Europe*)

**Helena Hattmannsdorfer** (« *Living* » in *Refugee Camps. Asylum seekers and the [exceptional] life of minimum standards in France, Hungary and Italy* / co-dir. Sieglinde Rosenberger, université de Vienne)

**Caroline Nicot** (*L'accueil des demandeurs d'asile en France. Le principe de dignité en question*)

**Almodis Peyre** (*L'enfermement comme méthode. Étude de l'effectivité du droit international des droits de l'homme à partir du cas des passagers clandestins sur les navires de la marine marchande*)

### 18 janvier 2021

Renouvellement du mandat de **Blanche Sousi** en tant que membre titulaire du **Comité consultatif du secteur financier**

(CCSF), au titre des personnalités choisies en raison de leur compétence (**arrêté du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance en date du 18 janvier, JORF**, 24 janvier 2021)

### 19 janvier 2021

Élection de **Gaëlle Marti** en tant que membre enseignant titulaire de la Section disciplinaire compétente à l'égard des enseignants-chercheurs et enseignants (SDECE) de l'université Jean Moulin Lyon 3

Élection de **Marie Tillmann** en tant que membre usager titulaire de la Section disciplinaire compétente à l'égard des usagers (SDU) de l'université Jean Moulin Lyon 3

### 9 février 2021

Renouvellement du mandat de **Laurence Francoz Terminal** en tant que membre du conseil documentaire de l'université Jean Moulin Lyon 3, représentante des bibliothèques associées

### 1<sup>er</sup> mars 2021

Entrée de **Pierre-François Laval**, professeur de droit international public, au sein de l'EDIEC

### 4 mars 2021

Qualification de **Julie Courtois** aux fonctions de maître de conférences par la section 15 du Conseil national des universités (Langues et littératures arabes, chinoises, japonaises, hébraïques, d'autres domaines linguistiques)

### 5 mars 2021

Désignation de **Véronique Gervasoni** en tant que membre du Groupe de travail

chargé d'élaborer les lignes directrices de gestion de l'établissement relatives à la mobilité des personnels BIATSS et des lignes directrices de gestion relatives aux promotions et à la valorisation des parcours professionnels des personnels BIATSS (mars-avril 2021)

### 29 avril 2021

Sur proposition de la section de droit public sont recrutés comme ATER :

**Caroline Cornella**  
**Rosalie Le Moing**  
**Laura Letourneux**  
**Marie Tillmann**

### 2 juin 2021

Élection de **Hélène Surrel** à la direction de Sciences Po Lyon par son conseil d'administration

### 10 juin 2021

Sur proposition de la section de droit privé sont recrutés comme ATER :

**Athénaïs Morales**  
**Ismael Mahamidou**

### 10 juin 2021

Remise du Prix du meilleur mémoire de master de l'année 2020 en études juridiques européennes à **Clémentine Pouzet**, par Loïc Grard, Président de l'Association française d'études européennes (AFEE).

Son mémoire, intitulé *Les modes de régulation de l'intelligence artificielle par le droit européen : entre droit souple et droit dur* (dir. **Gaëlle Marti**), est publié en ligne dans la collection « Les mémoires de l'EDIEC » sous le numéro 22 et est accessible par ce [lien](#)

### 24 juin 2021

Nomination de **Hélène Surrel** en tant que directrice de l'Institut d'études politiques

de Lyon par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (**arrêté du 24 juin**, JORF du 7 juillet 2021)

### 1<sup>er</sup> septembre 2021

Élection de **Bernadette Le Baut-Ferrarese** en tant que présidente de l'Association des chercheurs en droit de l'énergie (ACDE)

Nomination de **Ludovic Pailler** en tant que Co-responsable pédagogique du partenariat avec l'université de Bucarest

Nomination de **Ludovic Pailler** en tant que Directeur du *DU Clinicien du droit*

Nomination de **Yves El Hage** en tant que maître de conférences en droit privé

Nomination de **Julie Courtois** en tant que Maître de conférences en droit privé à l'université de Grenoble

Nomination de **Efthymia Lekkou** en tant qu'enseignant référent pour les étudiants étrangers

Nomination de **Loïc Robert** en tant que codirecteur du Master Droit européen des droits de l'homme

Nomination de **Pierre-François Laval** en tant que directeur du Master Droit international public

Nomination de **Bernadette Le Baut-Ferrarese** en tant que codirectrice du Master Droit de l'énergie

Nomination de **Etienne Durand** en tant que directeur du Master Droit européen des affaires

Nomination en tant qu'ATER en droit privé de **Athénaïs Morales** et **Ismael Mahamidou**

Nomination en tant qu'ATER en droit public de **Caroline Cornella**, **Rosalie Le Moing**, **Laura Letourneux** et **Marie Tillmann**

### 14 septembre 2021

Nomination de **Gaëlle Marti** à la Commission des aides de la Commission Recherche du Conseil académique de l'université Jean Moulin Lyon 3

Nomination de **Véronique Gervasoni** à la Commission des aides de la Commission Recherche du Conseil académique de l'université Jean Moulin Lyon 3

### 1<sup>er</sup> octobre 2021

Nomination de **Romane Poncet** en tant que doctorante contractuelle

### 15-17 octobre 2021

Nomination par le Secrétariat général aux Affaires européennes de **Gaëlle Marti** en tant qu'experte en droit européen à la *Conférence nationale sur l'avenir de l'Union*

### 27 octobre 2021

**Ludovic Pailier** lauréat de l'appel à projets **MSH-LSE** (Maison des sciences de l'homme Lyon Saint-Etienne) pour le projet intitulé *RGPD aware Operating System (rgpdOS)*

### 5 novembre 2021

Nomination de **Pauline de Bilbao** en tant que *Maritime ambassador for the Eurocean's Youth Network* (Surfrider Foundation Europe / Ministère de la Mer)

### 17 novembre 2021

Admission de **Maxime Barba** au concours national d'agrégation en droit privé et sciences criminelles, session 2020-2021

### 7 décembre 2021

Élection de **Florian Berger** en tant que président de l'*Association des doctorants en droit public de Lyon (ADPL)*

**Gaëlle Marti** lauréat de l'appel à projets Bourgeons UJML3, pour le projet intitulé *REPAIR (Violences sexuelles : changer les représentations sociales et culturelles, repenser les prises en charge judiciaires)*

**Ludovic Pailier** lauréat de l'appel à projets Tremplin pour le projet intitulé *Création d'une clinique juridique au sein de*

*l'Université française en Arménie ?*

**Publication en ligne** du mémoire de **Clémentine Pouzet**, Prix du meilleur mémoire 2019/2020 de l'AFEE (Association française d'études européennes) portant sur *Les modes de régulation de l'intelligence artificielle par le droit européen : entre droit souple et droit dur / dir. Gaëlle Marti*

# NOUS SUIVRE SUR LE WEB

## SITES

EDIEC, [Équipe de droit international, européen et comparé](#)

CDI, [Centre de droit international](#) :

[Le Journal du CDI](#)

[Le Podcast du droit international](#) + [Twitter](#) + [LinkedIn](#) + [YouTube](#)

CEE, [Centre d'études européennes](#)

CREDIP, [Centre de recherche sur le droit international privé](#)

IDCEL, [Institut de droit comparé Édouard Lambert](#)

## RÉSEAUX SOCIAUX

[Facebook](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

## BLOGS

L'Europe vue de l'amphi par [Blanche Sousi](#) : [Web](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

Banque-Notes par [Blanche Sousi](#) : [Web](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

Le Blog de Panayotis Soldatos : <https://www.soldatos.net>

# EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS

## PUBLICATIONS

Collection numérique « [Les Cahiers de l'EDIEC](#) »  
Collection numérique « [Les Mémoires de l'EDIEC](#) »  
Les [publications](#) de nos enseignants-chercheurs et doctorants  
Notre activité en archive ouverte sur [HAL](#)

## RAPPORTS ANNUELS

Consulter nos [rapports annuels d'activité](#), édités depuis 2011.  
Dernière parution : [Rapport d'activité 2021](#), décembre 2021, 100 p., 11,9 Mo

## ÉVALUATIONS

Lire les évaluations quinquennales de notre équipe par des autorités administratives indépendantes nationales :

- [Évaluation par le Hcéres \(2020\)](#)
- [Évaluation par le Hcéres \(2015\)](#)
- [Évaluation par l'AERES \(2010\)](#)

Directrice de publication : **Frédérique Ferrand**, Professeure, Directrice de l'EDIEC

Responsable d'édition et responsable de la rédaction : **Véronique Gervasoni**, Administratrice de l'EDIEC

Graphiste et maquettiste : **Marie Brossard**, Gestionnaire administrative et assistante à la valorisation de la recherche de l'EDIEC

Rapport annuel (décembre)

Document gratuit, en open access : [CC-BY-NC-ND](#)

Disponible sur : <http://ediec.univ-lyon3.fr/presentation/rapports-dactivite>

Langue de publication : français

**Équipe de droit international, européen et comparé (EDIEC – EA 4185)**

Adresse postale : Université Jean-Moulin Lyon 3 – Faculté de droit – EDIEC

1C avenue des Frères Lumière CS 78242 | 69372 Lyon Cedex 08

Courriel : [ediec@univ-lyon3.fr](mailto:ediec@univ-lyon3.fr) | Téléphone : 04 78 78 72 51

Mise en ligne : 31 décembre 2021 – XI<sup>e</sup> année – 11<sup>e</sup> numéro – **ISSN : 2778-2530**